

سكز من لامل

Supplément Radio-Télévision

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

- DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14540 - 8 F.

## Le lâchage du président Mobutu

Le président Mobutu a trop tiré sur le corde. Après plusieurs semaines d'atmosphère tendue, Paris a finalement tranché en décidant vendredi 25 octobre l'arrêt de la coopération - la France était l'unique pays à apporter une assistance substantielle au gouvernement zairais - le retrait de la dernière unité de militaires récemment envoyée à Kinshasa après les premiers pillages qui en septembre ont dévasté le Zaïre et l'évacuation rapide des quelque six cents Français résidents encore dans le pays.

Le Quai d'Orsay a tenu à préciser que cette décision de couper les ponts avait été prise en coordination avec les Belges et les Américains, « compte tenu de l'évolution des choses... ou plutôt de l'absence d'évolution dans le sens que nous souhaitons ».

En sonnant le retrait de ses troupes, Paris répond à ceux qui, en France comme dans les rues de Kinshasa, ont vu dans le maintien de soldats français au Zaïre, la preuve d'un indigne « soutien à Mobutu ». Le Zaïre n'est pas le Rwanda, où ne trouve toujours un détachement de l'armée française, envoyé là aussi pour « assurer la protection » des étrangers, au lendemain de troubles survenus à la fin de 1990.

La situation politique zairaise, de plus en plus explosive au fil des jours, ne permettait plus de tergiverser davantage. Les diverses déclarations officielles de la France en faveur de la démocratisation n'ont pas été entendues. Le « gouvernement de consensus » que Paris - comme Bruxelles et Washington - appelle de ses vœux n'a pu voir le jour. L'intransigence et la roquerie du président zairais ont fini par désespérer les plus patients ou les plus optimistes.

APRÈS avoir limogé « son » bouillant premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, principal chef de file de l'opposition, le maréchal Mobutu, un moment tenté de le remplacer par un général, a cru pouvoir sauver la face et abuser l'Occident. Le nouveau chef du gouvernement, M. Mungu Diaka, est certes un civil et lui aussi membre de l'opposition, mais il semble beaucoup plus accommodant que son prédécesseur à l'égard du président. Ce « coïncidence », en vérité, n'en est pas une. Les capitales occidentales n'ont pas été dupes. Les Zaïrois non plus.

La nouvelle vague d'émeutes et de pillages qui a presque cessé de suivre constitue un nouveau coup dur pour le chef de l'Etat. Mais elle souligne aussi la faiblesse d'une opposition battante, peu organisée et profondément divisée. Cette dérive politique est lourde de dangers. Le souvenir sanglant des guerres de sécession dans toutes les régions du Zaïre, les troupes étrangères, grâce auxquelles, jusque-là, les « dégâts » ont été limités et un bain de sang évité, risque de laisser le Zaïre dans un moribondisme, semblable à celui qu'ont connu le Libéria ou la Somalie.

Décidément, la démocratie a du mal à s'accrocher à certains pays d'Afrique. Le message du président Mitterrand, lancé lors du sommet francophone de La Baule, en juin 1990, a toujours du mal à passer. Pas plus au Zaïre qu'à Madagascar ou au Cameroun, les appels à l'ouverture n'ont convaincu les dirigeants de se rendre à la « raison démocratique ».

Lire nos informations page 8

M0146 - 1028 0 - 6.00 F

## Les préparatifs de la conférence de Madrid

### Washington presse Israël et le monde arabe d'adopter un comportement « responsable »

M. George Bush a souligné, vendredi 25 octobre, la « nature historique » de la conférence sur le Proche-Orient qui s'ouvrira à Madrid le 30 octobre. Le président américain s'est toutefois refusé à tout commentaire précis afin de ne pas « compliquer malencontreusement le processus » de paix. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a demandé à toutes

les parties d'« agir » et de « parler » de façon aussi responsable que possible. La délégation israélienne à la conférence de Madrid, dont la liste a été rendue publique vendredi, comprend une majorité de « durs » - soit membres du parti Likoud, soit hauts fonctionnaires - peu suspects de faiblesse à l'égard du monde arabe et des Palestiniens.

## Terre et paix

par Jean-Pierre Langellier

A Madrid, mercredi 30 octobre, le rideau se lèvera sur un nouvel acte de l'interminable drame proche-oriental. Pour la première fois, enfin, depuis quarante-trois ans, tous les acteurs seront en scène : Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens. N'étant d'emblée d'accord sur rien, chacun dira son texte, écoutant l'autre sans l'entendre. Mais, quelques jours plus tard, si la pièce se poursuit loin

des sunlights, s'ouvrira le grand jeu, celui de la terre et de la paix.

Entre l'Etat juif et ses ennemis, les positions de départ ne peuvent être plus lointaines. Chaque camp se cramponne de longue date à sa propre interprétation de la célèbre résolution 242 du Conseil de sécurité, référence acceptée de tous. Israël estime s'être mis en règle avec l'ONU en restituant à l'Egypte le Sinaï, soit 90 % des territoires acquis en 1967. Pour la communauté internationale, tout règlement du conflit suppose

qu'Israël se retire de Cisjordanie et de Gaza ; pour le monde arabe, qu'il abandonne en outre Jérusalem-Est et le plateau du Golan.

Les vieux mots d'ordre de la droite israélienne, mille fois répétés, conservent - à ses yeux - toute leur force : « Il n'y a pas de territoires occupés », « La Samarie, la Judée et Gaza nous appartiennent », « Sur cette terre, il n'y a pas de place pour deux », « Nous n'en céderons pas un pouce ».

Lire la suite et l'article de PATRICE CLAUDE page 4.

## L'affaire de la transfusion sanguine

### Le docteur Garretta réclame un « jury d'honneur »

Inculpé le 21 octobre dans l'affaire de la contamination d'hémophiles par le virus du sida, le docteur Michel Garretta, qui s'était refusé à toute déclaration depuis sa démission en juin du poste de directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) a accordé un entretien au Monde, dans lequel il réclame, notamment, la constitution d'un « jury d'honneur international » et invoque la responsabilité partagée de personnalités politiques, administratives et médicales.

« Pourquoi avez-vous décidé de reprendre aujourd'hui la parole ? »

« Je ne souhaite pas que cet entretien alimente de nouvelles polémiques. Je ne pouvais plus faire face au lynchage médiatique dont j'étais la cible. La décision que j'avais prise à l'époque de ne plus parler et de ne pas m'expliquer avait comme but évident d'éviter toute polémique supplémentaire, de permettre à l'institution de fonctionner dans la dignité et le respect des malades, des donneurs de sang et des professionnels de la transfusion sanguine. Il se trouve qu'un certain nombre d'informations fausses sont venues s'ajouter au premier

lynchage médiatique. Je crois dès lors qu'il est nécessaire de rectifier ces informations.

« Qu'entendez-vous par « lynchage médiatique » ? »

« Il est absolument terrifiant de se trouver comme moi dans un système où l'on ne peut plus rien faire que de tenter de se défendre. Il est absolument terrifiant d'être continuellement en position d'accusé. J'ai vraiment le sentiment d'être un otage de la presse.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

et FRANCK NOUCHI

Lire la suite page 15

et nos informations page 22

## La Pologne et son Eglise

Jusqu'à la veille des législatives, la hiérarchie catholique aura eu une stratégie ambiguë

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« L'avortement ? Les partis politiques en parlent suffisamment pour avoir le soutien de l'Eglise, mais pas trop pour ne pas se voir que la majorité des Polonais ne sont pas d'accord avec les positions trop tranchées de l'Eglise sur ce sujet. » Cette réflexion d'une étudiante de Varsovie résume l'ambiguïté dans laquelle se trouve toute la Pologne, surtout en cette période électorale, où que l'on évoque le rôle de l'Eglise. Une ambiguïté que les prises de position de la hiérarchie catholique ne cesse d'ailleurs d'alimenter.

Certes, il est difficile de s'opposer à une institution qui irrigue tout le pays et a été un des fers de lance du combat contre la dictature polono-soviétique. A de rares exceptions près, aucun homme politique, journaliste, caricaturiste même, n'ose ainsi attaquer de front. Mgr Giamp et ses ouailles. La photo d'une personnalité prise à côté du pape reste encore un sésame efficace pour les candidats aux élections et des crucifix ornent la plupart des administrations. Mis à part les anciens communistes et certains groupes de gauche, tous se réfèrent aux valeurs fondamentales du catholicisme.

JOSE-ALAIN FRALON  
Lire la suite page 3

Le Monde

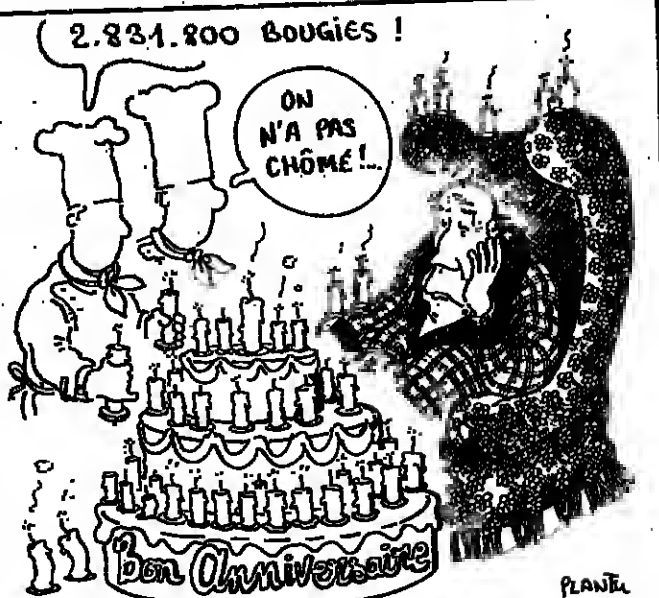
NUMERO SPECIAL

## PROCHE-ORIENT : de la guerre à la paix ?

Un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 p. - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Lire page 22 l'article d'ALAIN LEBEAUE sur l'aggravation du chômage

## Les dépenses de l'enseignement privé

Un arrêt du Conseil d'Etat sur le financement des investissements

page 7

## Le débat sur le mode de scrutin

Le chef de l'Etat s'interroge sur l'opportunité d'une réforme

page 7

## Le G7 et l'économie soviétique

Américains et Européens divisés sur le remboursement de la dette de l'URSS

page 19

## Retrouvailles Chine-CEE

Normalisation commerciale et « cadeau politique » deux ans et demi après le « Printemps de Pékin »

page 6

## HEURES LOCALES

### Bourgogne : un carrefour au bord des vignes

Poursuivant son tour de France des régions, le Monde présente aujourd'hui la Bourgogne et ses quatre départements. Pays de haute réputation viticole et gastronomique, la région cherche à tirer profit d'un réseau de transports exceptionnel et de la proximité de la capitale pour attirer les chefs d'entreprise.

Lire page 12 et 13 l'enquête d'ANNE CHAUSSEBOURG

### Egalement au sommaire

■ Une âme dans le béton. ■ Construction : retour à la rigueur.

■ Le casse-tête des déchets ménagers. Pages 9 à 11

### « Le grand jury RTL-le Monde »

M. Bernard Kouchner, invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 22

## Deux filières pour les ingénieurs

A l'occasion du congrès de la Conférence des grandes écoles, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a précisé, vendredi 25 octobre à Toulouse, sa volonté de réduire à quatre ans la durée de formation des ingénieurs. Ce niveau, inférieur d'un an au « standard » actuel, serait accessible soit par les écoles, soit par des formations universitaires, et en particulier par les nouveaux instituts universitaires professionnalisés (IUP) lancés cette année.

Un diplôme d'ingénieur-doctorat pourrait être délivré après deux années supplémentaires consacrées à la recherche.

Lire page 14 l'article de GÉRARD COURTOIS

## Le retour de Ferrat

Un bon sourire d'artisan sous la moustache raide de moustiquaire, Jean Ferrat revient avec un nouvel album, et c'est comme s'il n'était jamais parti. Cela fait trente ans. Trente ans qu'il parle d'amour et de colère simultanément, imperturbablement, de la même voix paisible et tendre. Le monde change. Et Ferrat le voit changer surtout depuis qu'il s'en est éloigné, qu'il vit dans un village et a renoncé à la scène. Quatorze chansons nouvelles pour le dire, avec des musiques qui obéissent aux mots, sans idées préconçues, un peu jazzy, à la fois, et même rock à la rigueur, ou compote, ou menuet, peu importe. Jolies, en tout cas, et orchestrées à la perfection par Alain Goraguer, complice de toujours. Quatorze chansons pour affirmer qu'il est fidèle à ses idées, ne saurait empêcher un honnête homme de se réveiller.

Lire page 17 l'entretien avec DANIELE HEYMAN

A L'ETRANGER : Angleterre, 4,50 DM ; Belgique, 6,50 DM ; Espagne, 2,50 DM ; France, 2,50 DM ; Italie, 2,50 DM ; Pays-Bas, 2,50 DM ; Portugal, 1,70 DM ; Suisse, 1,50 DM ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,50 DM ; Danemark, 1,50 DM ; Grèce, 2,50 DM ; Irlande, 1,25 DM ; Israël, 2,50 DM ; Japon, 4,50 DM ; Norvège, 1,50 DM ; Pays-Bas, 2,50 DM ; Portugal, 1,70 DM ; Royaume-Uni, 1,50 DM ; Suède, 1,50 DM ; Suisse, 1,50 DM ; Tchécoslovaquie, 1,50 DM ; Turquie, 1,50 DM ; Yougoslavie, 1,50 DM.



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

## PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Hugot-Drevet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Tél. MONDPUB 634 128 F  
Tél. : 44-43-94-71. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde-Entreprises

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Remerciements sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-65-25-33

## TÉLÉMATIQUE

Compagnie 35-15 - Tapes LEMONDE  
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40-65-25-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS vols aériels
3 mois	400 F	570 F	790 F
6 mois	800 F	1 120 F	1 580 F
1 an	1 600 F	2 240 F	3 160 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN

## D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 111 MON 03

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pappert  
directeur de la rédaction  
Jacques Gali  
directeur de la gestion  
Manuel Lucifora  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jacques Amalric  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Farentel  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon

Daniel Varon  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Pauzet (1989-1992)  
André Lauener (1992-1995)  
André Fontaine (1995-1991)

## DATES

Il y a vingt ans

## L'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE

Ce soir-là, la Chambre des communes jouait à guichets fermés. Des six cent trente députés britanniques, un seul maugréait à l'appel, absent pour cause de crise cardiaque. Toute la journée, la Strangers Gallery avait été envahie par les ténérinaires qui espéraient une place dans la tribune du public. Jean Monnet lui-même avait eu du mal à en obtenir une.

Jamais, depuis la guerre, Westminster d'avait connu telle affluence. Jamais un vote n'était venu clore un débat aussi long. Cent soixante-seize députés avaient pris la parole, six jours et six nuits avaient été consacrés au même sujet. Il est vrai qu'il n'en fallait pas moins pour voir aboutir dix années de tergiversations, de rebondissements qui avaient empoisonné la vie politique intérieure autant que les relations extérieures.

Quatre mois plus tôt, le gouvernement conservateur avait accepté l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun. Restait à ratifier cette décision de principe. Ce jeudi 28 octobre 1971, les élus du peuple sont appelés à se prononcer. Le peuple, lui, est contre. Mais - aucun doute - ses représentants sont pour. A quelle majorité? C'est là le suspense d'une soirée dont, en réalité, l'intérêt réside surtout dans la solennité.

« Assommé » pendant des années de statistiques, d'estimations contradictoires, d'arguments de circonstance, le grand public, tout en étant réticent, a fini par se désintéresser de la question. Le dernier sondage du *Daily Express* en témoigne : 49 % des personnes interrogées sont hostiles à l'entrée de leur pays dans la CEE, 30 % y sont favorables et, surtout, 21 % n'ont pas d'opinion. La cause se mobilise pas. Quatre jours avant le vote, ils étaient à peine cinq mille à participer à la manifestation organisée entre Hyde Park et Trafalgar Square par les « anti-européens ».

La classe politique, en revanche, est fébrile. Car ce vote constitue un test vital, à la fois pour le gouvernement conservateur et pour l'opposition travailliste. Edward Heath, qui vient de subir un revers à l'occasion d'élections partielles, a besoin d'une majorité d'au moins cinquante voix. A défaut, son gouvernement serait privé de l'autorité nécessaire à la poursuite de sa politique.

## « Le grand large »

Côté travaillistes, l'enjeu est encore plus important. Harold Wilson est sur des charbons ardents. Le dirigeant du Labour n'a pas su maintenir la cohésion de son parti : le débat sur l'Europe a exacerbé les divergences entre l'aile gauche, violemment anti-européenne, et la droite, dont on sait qu'elle votera avec les conservateurs. Environ un tiers du groupe parlementaire travailliste, une minorité prestigieuse - plusieurs ministres en font partie - est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Si, ce soir-là, les couloirs de la Chambre bruisent de rumeurs et de spéculations, c'est que, pour la première fois depuis la guerre, les députés (du moins côté conservateurs) sont appelés à se prononcer en arbitres suprêmes. Quarante-huit heures avant le début du débat, le gouvernement a décidé de ne pas imposer de discipline de vote. Sans doute Edward Heath espérait-il, en prenant cette décision, que le Labour « suivrait » et laisserait lui-même le vote « libre ». Mais le groupe parlementaire travailliste s'est finalement prononcé contre.

Les députés conservateurs vont donc pouvoir se prononcer en leur âme et

conscience. Nul doute que leur conscience les poussera à soutenir le gouvernement. Mais ils devront le payer d'un peu de vague à l'âme... Car l'insularité reste une valeur sûre de la Grande-Bretagne. Qui eût dit que Londres céderait un jour aux sirènes du continent? Churchill n'avait-il pas déclaré que la Grande-Bretagne choisirait toujours « le grand large »? Un ministre britannique n'avait-il pas affirmé que son pays n'avait « rien à faire avec cette Communauté européenne », « une association de pays battus »? Les dispositions d'adhésion n'avaient-elles pas été élaborées pas des meilleures...

La Grande-Bretagne avait été invitée aux premières négociations en vue de la réalisation du marché commun. Jean-François Deniau s'en souvient : « Jamais son digne représentant n'ou-

l'aurait demandé au Parlement de prendre, comme ce soir, une décision d'une importance aussi capitale », lance solennellement celui qui a conduit le Royaume-Uni vers la Communauté européenne.

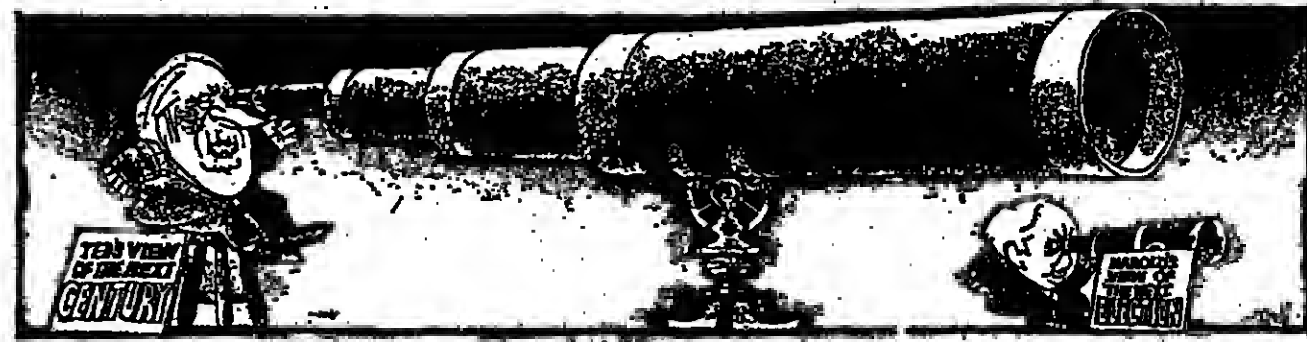
## Le « cheval de Troie » de Washington

Arrivé au pouvoir en juin 1970, Edward Heath s'est employé à convaincre le président français, Georges Pompidou, d'adopter une voie différente de celle de son prédécesseur. En janvier 1963 et novembre 1967, les écoliers du général de Gaulle avaient provoqué l'interdiction des deux premières séries de négociations sur l'adhésion du Royaume-Uni. La préoccupation

ne peuvent admettre son ralliement à la politique gouvernementale.

« On aurait pu faire tomber Heath! » Ainsi se résume la colère de la gauche travailliste. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cet argument n'a pas été suivi : pas moins de 69 députés travaillistes ont défilé les consignes de vote d'Harold Wilson. Le dirigeant du Labour dote l'autorité à sombré dans la bataille, promet immédiatement sa revanche en annonçant que, s'il revient au pouvoir, il renégociera les termes de l'adhésion.

Une heure après le vote, des feux de joie sont allumés sur la côte française, à côté de Boulogne et sur la falaise du cap Blanc-Nez, ainsi qu'à Douvres. Malgré la brume qui enveloppe le Channel ce soir-là, un homme a fait le



M. Heath regarde le prochain séminaire, et M. Wilson les prochaines élections. (Dessin de Trop. (C) Copyright 1971, by Opera mundi - the Observer.)

vrait la bouche, sinon pour y insérer sa pipe. Enfin, un jour, il demandait la parole à la surprise générale. C'était pour tenir le discours d'adieu suivant : « Monsieur le président, messieurs, je voulais vous remercier de votre hospitalité et vous indiquer qu'elle va cesser à partir d'aujourd'hui. En effet, je regagne Londres. Fonctionnaire sérieux, il me gêne de perdre mon temps et de ne pas justifier le modeste salaire que me verse mon gouvernement. J'ai suivi avec intérêt et sympathie vos travaux. Je dois vous dire que le futur traité dont vous parlez et que vous êtes chargés d'élaborer »

a) n'a aucune chance d'être conclu ;  
b) s'il est conclu, n'a aucune chance d'être ratifié ;  
c) s'il est ratifié, n'a aucune chance d'être appliqué.

« Nota bene : S'il l'était, il serait d'ailleurs totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne. On y parle d'agriculture, ce que nous n'aimons pas, de droits de douane, ce que nous récusons, et d'institutions, ce qui nous fait horreur. Monsieur le président, messieurs, au revoir et bonne chance ! »

Quel cliquant désaveu la Chambre des communes s'approprie, une quinzaine d'années plus tard, à infliger à ce zélé fonctionnaire! Et ce 28 octobre 1971, avant le vote final, restent deux temps forts, les discours de M. Wilson et de M. Heath. Le premier manque pour le moins de souffle. Mais personne, en réalité, ne s'attendait que la force de conviction fasse défaut au dirigeant travailliste : n'a-t-il pas retourné sa veste à deux reprises, se battant contre la demande d'adhésion de 1961, ce déposant un lui-même en 1967 pour, cette fois, contester, si ce n'est l'adhésion elle-même, du moins les modalités selon lesquelles elle avait été négociée?

« Ce soir, le monde regarde Westminster! », s'exclame quant à lui le premier ministre, avec la foi qui l'habite depuis qu'en 1961 il a négocié à Bruxelles la première demande d'adhésion. Ted Heath est de ceux, pas si nombreux, qui admettent la perte de prestige de l'empire et voient dans l'Europe la possibilité d'un renouveau. « Jamais, en temps de paix, un premier ministre bri-

majorité du général étant la redéfinition des liens entre l'Europe et les États-Unis - et Londres étant, vue de Paris, le « cheval de Troie » de Washington, - les laborieux pourparlers bruxellois de 1961-1963, puis de 1967, étaient apparus avant tout comme une confrontation franco-britannique. Ou, pour reprendre l'expression d'un auteur anglais, une « danse guerrière rituelle », stoppée net sous le coup du veto parisien.

Georges Pompidou, lui, voyait dans l'élargissement une bouée de sauvetage pour une Communauté européenne bloquée en point. Paris suggéra une réunion des Six au sommet. Et c'est à La Haye, le 2 décembre 1969, que les membres fondateurs - Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et RFA - lancèrent le signal de l'ouverture de la CEE aux quatre pays candidats : le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège (dont la population rejettera l'entrée, par référendum, en septembre 1972).

Le dossier avait trop traîné, les multiples débats avaient été trop fastidieux... A Londres, lorsque la Chambre des communes fut enfin à se prononcer, tout de la politique agricole commune à la contribution britannique au budget communautaire, en passant par la sauvegarde des intérêts du Commonwealth, tout avait été dit et redit. Inévitablement, le discours d'Edward Heath fut couvert par les clameurs des « anti-européens ». Mais le spectacle fut sans surprises : chaque réplique était connue. A tel point que, selon la journaliste Anne Laurens, « on eut un débat sinistre et qui venait trop tard, suivi d'un vote triste et couronné par une manifestation lugubre de « joie spontanée » (2). »

Pour les conservateurs, le résultat est inespéré : 356 députés se sont prononcés pour l'adhésion, 244 ont voté contre, 22 se sont abstenus. La victoire d'Edward Heath dépasse toutes les prévisions. La majorité est de 112 voix, alors que le gouvernement la situait dans une fourchette de 55 à 80! Sur les bancs travaillistes, M. Roy Jenkins, le chef de file des « pro-européens » du Labour, se fait investiver : « traître! traître! », crient ceux de son parti qui

déplacement, un homme amer qui célèbre lui aussi l'événement autour du feu. Harold Macmillan, le pionnier, celui qui avait le premier essayé d'« accrocher » l'île au continent, est bien seul en ce 28 octobre 1971...

## Macmillan le pionnier

L'ancien premier ministre avait su convaincre une partie de la City qu'une adhésion permettrait de donner au pays un rôle à l'intersection des trois cercles Europe-États-Unis-Communauté. Il avait fait la fortune politique de celui qui épousait seul le « bénéfice » de plus de dix années d'efforts, Edward Heath. Il avait - de manière ambiguë il est vrai - déposé en 1961, contre vents et marées, la première demande d'adhésion. Mais Harold Macmillan avait eu le tort d'avoir raison trop tôt. Ce jour-là, il resta dans l'oubli.

La ratification était acquise, mais les Britanniques n'avaient pas pour autant clos le dossier. Harold Wilson tint ses promesses : revoyons au pouvoir en 1974, les travaillistes évoquèrent la renégociation du traité d'adhésion. A moins que le gouvernement n'ait recouru au verdict populaire? En adoptant cette solution, le Labour dut faire face à une sentence sans appel : lors du référendum de juin 1975, les Britanniques se prononcèrent à 64,5 % en faveur du maintien de leur pays dans la Communauté.

L'affaire était enfin tranchée, mais une question restait sans réponse, celle que le Luxembourgeois Gaston Thorn, alors ministre des affaires étrangères, s'était posée en janvier 1972 au lendemain de la signature des traités d'adhésion : « On a parlé de vrai avec les candidats, sauf de vrai avec les candidats, l'Europe de demain, et que sont-ils prêts à en faire? »

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) *L'Europe interdite*, Jean-François Deniau, éditions du Seuil, collection « L'histoire immédiate », 1977.

(2) *L'Europe avec les Anglais*, Anne Laurens, éditions Arthaud, collection « Notre temps », 1972.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

BERNARD

KOUCHNER

animé par

Henri MARQUE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON  
et Jean-Pierre L'ANGELIER (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)



55 من لامل

# ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 3

En raison de l'opposition serbe aux propositions des médiateurs

## La conférence de La Haye sur la Yougoslavie marque le pas

Les présidents des six Républiques yougoslaves ont passé, vendredi 25 octobre, plus de temps dans l'avion qu'à la table des négociations : la septième session plénière de la Conférence de paix de La Haye n'a duré que trois heures, déjeuné compris. Aucun progrès n'a été accompli sur la voie d'une solution pacifique de la crise, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, ayant de nouveau exprimé sa farouche opposition au modèle de règlement politique proposé par la présidence de la Conférence.

completé celui-ci en précisant que les régions jouissaient d'un statut d'autonomie au sein d'une République seraient délimitées, le respect de leur statut relevant d'un contrôle international. De plus, ils ont supprimé la référence explicite initialement faite à la situation « des Serbes majoritaires dans certaines régions de Croatie ». M. Milosevic a estimé, en conséquence, que les Serbes de Slavonie et de Krajina ne se voyaient attribuer aucun statut spécial. D'autre part, il a jugé « inacceptable » la disposition prévoyant implicitement la restauration de l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine, provinces annexées de fait par la Serbie. M. Milosevic, en l'occurrence, a dénoncé « une immixtion dans les affaires intérieures de la République » sans cesser de donner l'impression de refuser au Kosovo et à la Voï-

dine ce qu'il exige pour les Serbes de Croatie. Lord Carrington pensait qu'un accord sur la question des minorités faciliterait la discussion sur la future organisation constitutionnelle du pays. Il en a été réduit à constater que « des objectifs » subsistent et que les groupes de travail s'efforcent de remettre leur ouvrage sur le métier. « Ajourner la conférence serait pire », n'a fait valoir avec un certain fatalisme l'ancien secrétaire au Foreign Office.

Alors que les combats se poursuivent en Croatie

### Une trêve est intervenue à Dubrovnik

Une trêve est intervenue, vendredi 25 octobre, à Dubrovnik, mais les combats se poursuivent au sud de Zagreb. Les musulmans du sud de la Serbie et du Monténégro ont commencé à voter sur leur autonomie malgré l'interdiction des autorités serbes.

Les armes s'étaient tues, samedi matin 26 octobre, à Dubrovnik, selon la radio croate de ce port où cinquante mille personnes sont assiégées depuis plus de trois semaines. L'armée yougoslave et les forces croates avaient conclu, vendredi après-midi, un nouveau cessez-le-feu dans la région. Le commandement militaire a appelé les habitants souhaitant quitter la ville à se déclarer à l'antenne locale de la Croix-Rouge ou à la Mission des observateurs de la CEE, avant dimanche midi.

L'armée yougoslave avait annoncé, vendredi soir, la fin de ses opérations dans cette région en indiquant « avoir rempli ses objectifs », avec la maîtrise des principaux points de résistance à l'ouest de Dubrovnik, à quelques kilomètres au sud de la ville. Elle annonce qu'elle attendra sur les points acquis des décisions politiques et militaires, mais s'apprête à exiger la reddition des unités paramilitaires et la remise de leurs armes.

À Zagreb, de retour de La Haye, le président Franjo Tudjman a déclaré que l'armée yougoslave devait cesser ses attaques contre Dubrovnik et lever le blocus des villes, ports et aéroports croates. « Ils n'ont pas pu nous briser, malgré toutes les forces à leur disposition », a-t-il affirmé. Des combats et bombardements se sont toutefois poursuivis vendredi en Croatie, faisant dix morts et près de quatre-vingts blessés, selon la radio croate. À Sibenik, à 60 kilomètres au sud-est de Zagreb, les combats auraient fait cinq morts : la ville a été bombardée par l'artillerie lourde et des avions fédéraux ont lâché des bombes à fragmentation, toujours selon la radio croate. Les autres combats se sont déroulés de nouveau avec force, à Vukovar ainsi qu'à Osijek et d'autres villes au sud de Zagreb.

Vendredi matin, les musulmans de la région monténégaise du Sandjak, dans le sud de la Serbie et du Monténégro, ont commencé à se prononcer sur leur autonomie malgré l'interdiction des autorités serbes. Les opérations de vote, organisées par le Parti musulman de l'action démocratique, ont dû être arrêtées vers midi, la police serbe ayant fermé des bureaux de vote ; alors que 60 % des électeurs avaient déjà voté. Mais le scrutin, prévu pour durer trois jours, devait poursuivre clandestinement. Quelque 440 000 personnes, dont deux tiers de musulmans, habitent le Sandjak, à cheval sur la Serbie et le Monténégro. (AFP, Reuters)

La Bulgarie venant d'établir des relations diplomatiques directes avec la Russie

## Le ministère soviétique des affaires étrangères bat de l'aile

La Russie a lancé une offensive contre les structures de la diplomatie soviétique et reçu le soutien de la Bulgarie, premier État à établir des relations diplomatiques avec la Fédération de M. Eltsine.

MOSCOU

de notre correspondant L'événement o's gub're retenu l'attention, sauf celle de M. Gorbatchev, qui n'a pas du tout apprécié : la Bulgarie a établi des relations diplomatiques directes avec la Russie à l'occasion de la récente visite à Moscou du nouveau président bulgare, M. Jelin Jelav. L'ex-« élève modèle » du camp socialiste a donc donné, cette fois, le mauvais exemple, puisque aucun autre pays étranger n'avait encore eu cette audace, exception faite du cas très particulier des pays baltes.

Sofia peut espérer que ce geste de pionnier lui permettra d'entrer dans les bonnes grâces de la Russie, même si, dans l'immédiat, les retombées économiques en sont modestes : la Bulgarie devrait obtenir un peu de pétrole russe (mais beaucoup moins qu'elle n'en souhaite) en échange de produits alimentaires.

Le prix à payer a été une réaction de mauvaise humeur de Mikhail Gorbatchev, dont l'emploi du temps s'est soudain trouvé trop chargé pour lui permettre de recevoir le président bulgare, qui pourtant venait pour la première fois à Moscou les qualités.

Mais, bien plus que pour les Bulgares, apparemment fort satisfaits de l'accueil que leur a réservé Boris Eltsine, c'est pour le « centre », et tout particulièrement pour la diplomatie « soviétique », que l'incident paraît de mauvais augure. Une semaine après que le président russe ait donné un vigoureux coup de semonce en oubliant de mentionner le ministère des affaires étrangères (le « MID » ou russe) dans la très courte liste des ministères « centraux » auxquels la Russie reconnaissait encore une utilité (le Monde du 19 octobre), M. Andrei

Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, est revenu à la charge vendredi 25 octobre, d'une façon moins brutale que son patron, mais plus explicite : « Le ministère des affaires étrangères de l'URSS dans sa forme actuelle ne répond ni aux intérêts de la Fédération de Russie ni à ceux des autres Républiques, et ne sert plus la constitution d'une Union renouée ».

Petite mécanique

M. Kozyrev, qui, il y a une dizaine de jours encore, paraissait pourtant s'accommoder d'un partage des tâches entre son propre ministère et le « MID » de l'Union, envisage désormais un « MID » soviétique réduit à la portion congrue, un « département de politique étrangère » qui « ne devrait conserver qu'un rôle de coordination et de consultation dans le cadre d'une réduction sensible de l'appareil ». Dans la foulée, le ministre russe annonce une diminution des effectifs des ambassades d'URSS et ajoute une petite mécanique : « Nous n'allons pas seulement le faire pour des raisons économiques. Notre principe est que les ambassades devraient être dirigées par des diplomates, pas par les services secrets... »

Bref, les fonctionnaires du « MID », dans leur grand immeuble de style stalinien flamboyant désormais passablement décrépi, ont toutes les raisons d'être moroses et de lever les yeux au ciel quand on les interroge sur l'avenir de leur ministère. Que le ministre soviétique Boris Pankine parcourt le monde, que les dirigeants occidentaux fassent mine de le prendre très au sérieux ne saurait faire illusion pour personne. « Le sol se dérobe sous ses pas », pour reprendre l'expression utilisée par un haut fonctionnaire américain à propos de M. Gorbatchev lui-même. Et l'offensive déclenchée par la Russie contre le « MID » contribue, à son tour, à affaiblir la position du président soviétique à la veille de sa reconquête avec M. Bush à Madrid.

JAN KRAUZE

TURQUIE : après la mort de dix-sept soldats dans des attaques de postes-frontières

## L'armée reprend ses raids contre les séparatistes kurdes

ANKARA

de notre correspondant La mort de dix-sept soldats turcs, tués, jeudi 24 octobre, par les combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors d'attaques contre trois postes-frontières près de Culemna (province de Hakkari), a incité l'armée turque à effectuer une nouvelle incursion en territoire irakien, la troisième en trois mois, pour détruire les camps des militants kurdes du PKK.

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Imren Aykut, quatre cents à cinq cents combattants du PKK ont participé aux attaques, parmi les plus meurtrières qu'ait connues le sud-est de la Turquie depuis le début du conflit armé entre séparatistes kurdes et forces armées turques, en 1984. L'intervention des forces armées, conduite avec des troupes terrestres et le support aérien de chasseurs F-104 et d'hélicoptères, a

causé de lourdes pertes aux rebelles, a déclaré M. Aykut. D'autres événements sanglants, avaient secoué la région des mers, vendredi. Cinq autres soldats, au moins, ont trouvé la mort dans une embuscade près de Siirt. Le même soir, un train express a été intercepté par une vingtaine de militants du PKK près de Mus. Un homme n'a été tué et trois autres blessés lorsque les combattants kurdes ont ouvert le feu à l'arme automatique après avoir « sermonné » les passagers.

Avec cette nouvelle escalade de la violence disparaissent les espoirs de voir le prochain gouvernement adopter une politique de compromis à l'égard des douze millions de Kurdes de Turquie. Le président Ozal avait récemment tenu une main hésitante aux Kurdes en suggérant la possibilité de discussions.

L'élection au Parlement, dimanche 20 octobre, de vingt-deux nationalistes kurdes du Parti populiste social-démocrate aurait fêlé en lançant des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui ont répondu en utilisant des gaz lacrymogènes. (AFP)

pu permettre un réchauffement des relations entre les deux communautés, avec, notamment, une participation possible des députés kurdes à un gouvernement de coalition. Mais les récents combats risquent de renforcer l'opinion de M. Demirel (dirigeant du Parti de la justice) et des militaires, favorables à une attitude inflexible, et donc à une dure répression des séparatistes.

NICOLE POPE

## La Pologne et son église

Suite de la première page

Pourtant, comme l'Eglise polonaise semble bien plus sûre d'elle-même, elle paraît mal armée pour lutter contre ses nouveaux ennemis, beaucoup plus respectables, à savoir les partisans d'un Etat démocratique et laïque. D'autant plus que ces derniers sont souvent des catholiques pratiquants et ont été de tous les combats contre la dictature.

Le vœu le plus cher de l'Eglise aurait été de porter sur les fonts baptismaux du « grand » parti démocrate-chrétien du type de la

CDU allemande ou de la DC italienne. Mais cet espoir n'a pu se réaliser en raison notamment de la dispersion des forces politiques polonaises, même de celles se réclamant ouvertement de l'Eglise.

La hiérarchie ecclésiastique s'est inquiétée de la progression dans les sondages de l'Union démocratique, le parti de Tadeusz Mazowiecki, qui constitue pour l'Eglise le vrai « danger laïque », en dépit de la foi déclarée de l'ancien premier ministre.

Elle s'est inquiétée aussi de la popularité - notamment chez les jeunes - de l'actuel premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, qui s'est prononcé pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cela a obligé l'Eglise à intervenir de plus en plus directement dans la campagne électorale.

Après s'être contentés de demander aux Polonais d'accomplir leur devoir électoral, les évêques ont précisé ensuite qu'il fallait diminuer les parts favorables à la liberté de l'avortement - en fait, essentiellement, les anciens communistes. Ils ont fait ensuite savoir officiellement que seules les formations « se déclarant ouvertement pour le droit à la vie » devaient recueillir les voix des catholiques.

« Un juif doit voter pour un juif »

Pour que les choses soient encore plus claires, pour que Dieu reconnaisse définitivement les siens, l'Eglise a fait circuler, sous le manteau cette fois, une liste des cinq ou six partis recommandables. Parmi eux, l'Alliance du centre - parrainée initialement par le président Lech Walesa - et l'Action catholique, une nouvelle formation ouvertement intégriste, dont le slogan est « Famille, nation, Etat ».

Pour Wlodzimierz Dobrowolski, trente et un ans, un des responsa-

## L'Autriche est-elle antisémite ?

Les vieux démons sont-ils toujours vivaces en Autriche ? Une marche silencieuse contre l'antisémitisme a réuni environ huit mille personnes à Vienne, jeudi 24 octobre, le jour même où un sondage indiquait que la quasi-absence de juifs dans le pays n'empêchait pas l'antisémitisme de continuer à sévir en Autriche. Le président Kurt Waldheim, le chancelier socialiste Franz Vranitzky et le vice-chancelier conservateur Erhard Busch avaient apporté leur soutien à la manifestation, organisée notamment par l'association des étudiants autrichiens à la suite de la récente profanation d'un grand nombre de tombes dans un cimetière juif de la capitale autrichienne (le Monde du 14 octobre). Toutefois, ni le président ni le chancelier n'étaient présents.

Selon le sondage, réalisé par l'institut Gallup auprès de deux mille Autrichiens de plus de quinze ans, entre 20 et 30 % des

personnes interrogées ont « une attitude négative face aux juifs » : 31 % des Autrichiens ne voulaient pas avoir un juif en tant que voisin ; 20 % pensent que les emplois de responsabilité devraient être interdits aux juifs ; 15 % estiment qu'un propriétaire ou locataire d'un appartement devrait avoir le droit de refuser un locataire juif ; 50 % estiment que « les juifs sont eux-mêmes responsables de leur persécution dans le passé » et 20 % soulignaient « ne pas avoir de juifs dans le pays ».

Néanmoins, M. Simon Wiesenthal, le célèbre « chasseur de Nazis » affirme qu'il n'a « plus l'impression de vivre aujourd'hui en Autriche ». M. Wiesenthal juge « qu'aujourd'hui, les jeunes gens, qui ont entre 18 et 30 ans, sont totalement différents de leurs parents et de leurs grands-parents ». (AFP, Reuters)

bles de ce parti, « le communisme a rejeté la famille et la gauche a rejeté la nation ». Il évoque Mgr Jozef Michalik, l'évêque de Gorzow, à toute la sympathie de son mouvement, qu'il est difficile « de ne pas admirer le courage de ses opinions », qu'en plus, « il a passé de longs séjours au Vatican » et qu'il s'y a donc risqué à redire aux récentes déclarations de l'évêque.

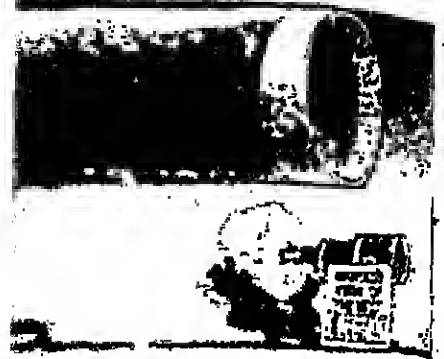
Le 29 septembre, celui-ci avait tout simplement affirmé : « Je le dis souvent et je le répéterai toujours : un catholique doit voter pour un catholique, un musulman pour un musulman, un juif pour un juif, un communiste pour un communiste, un maçon pour un maçon ».

Le porte-parole de l'épiscopat, l'abbé Brunns, qui rappelle aussi que l'évêque de Miechów « est très intelligent et a un grand avenir », a quelques difficultés, malgré tout, à justifier cette profession de foi bien peu œcuménique. Mais on sent qu'un fond de lui-même, cette déclaration ne l'a pas vraiment choqué.

Une des inconnues du scrutin de dimanche était donc de savoir quelle serait la portée réelle de cette offensive de l'Eglise, notamment dans les campagnes, où les curés jouent traditionnellement un grand rôle. Si cette offensive devait échouer, c'est-à-dire si les partis se réclamant ouvertement de l'Eglise réalisaient des scores peu glorieux et si, ce revanche, l'ennemi aujourd'hui déclaré de la hiérarchie - à savoir l'Union démocratique - confirmait la bonne position qu'elle a eue dans les sondages, alors les élections du 27 octobre pourraient marquer une date importante dans l'histoire de la Pologne. Elles pourraient, en effet, contribuer à la recomposition d'un paysage politique tout à la fois débarrassé du spectre du communisme et allégé de l'emprise de l'Eglise.

JOSÉ-ALAIN FRAILON

la CEE



Monde en direct sur RTI



## PROCHE-ORIENT

La préparation de la conférence de paix

## Israël a formé une délégation essentiellement composée de «durs»

Le gouvernement israélien a présenté, vendredi 25 octobre, la composition de sa délégation à la conférence de paix de Madrid. La plupart des membres de cette mission sont considérés comme des «durs». Cependant, au cours d'une conférence de presse, le président George Bush a parlé de «patience» et de «compréhension» mais a soigneusement évité les questions trop pressantes sur les chances de succès de la conférence. Il a notamment refusé de répondre à un journaliste qui lui demandait comment il serait possible d'espérer un déblocage de la situation quand Israël fait savoir qu'il refuse de rendre des territoires en échange de la paix, principe de base de la politique américaine au Proche-Orient. «Je ne répondrai pas à cette question, a-t-il dit. S'il y a une chose que je refuse de faire c'est de compliquer malencontreusement le processus.» M. Bush a souligné qu'il n'avait nullement l'intention de tenter d'imposer une solution aux participants. Par ailleurs, M. Yasser Arafat a affirmé vendredi qu'il accepterait tout ce que les délégués palestiniens à la conférence accepteraient, parce que «chaque Palestinien représente l'OLP». Le président de l'organisation palestinienne a reconnu que la conférence ne serait «pas facile» et qu'il faudrait encore «plus d'efforts pour aboutir à une paix réelle».

## JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme prévu, le ton continu de monter en Israël avant la conférence de paix à Madrid. Le gouvernement de Jérusalem a demandé, vendredi 25 octobre, à Washington de retirer l'accréditation d'un membre de la délégation palestinienne à Madrid, M. Saeb Erakat, qui avait proclamé la veille sur une chaîne de télévision américaine son appartenance virtuelle à l'OLP.

Les autorités israéliennes ont répété à l'envi qu'elles ne négocieraient pas avec «l'organisation terroriste» de M. Yasser Arafat. M. Itzhak Shamir, le premier ministre, l'a d'ailleurs répété dans un entretien la veille avec le *New York Times*. Toutefois, il a déclaré vendredi soir à la télévision : «Je ne vais pas à la conférence pour la faire exploser, mais pour y présenter les positions israéliennes.»

Faisant connaître la composition de la délégation qui l'accompagnera dans la capitale espagnole, le chef du gouvernement a confirmé que c'est lui, et personne d'autre, qui conduira les négociations.

## Les treize conseillers israéliens

Outre le premier ministre Itzhak Shamir, la délégation israélienne comportera treize membres, dont voici la liste :

- M. Yossi Ben Aharon, cinquante-neuf ans, secrétaire général de la présidence du Conseil et principal conseiller de M. Shamir. Il devrait être chargé des négociations bilatérales avec la Syrie. Certains le considèrent comme encore plus «dur» que M. Shamir.

- M. Elyakim Rubinstein, quarante-quatre ans, secrétaire du cabinet et proche collaborateur de M. Shamir. Il devrait être chargé des négociations avec la délégation jordanienne-palestinienne. Il était membre de la délégation israélienne aux négociations de paix avec l'Égypte.

- M. Benjamin Netanyahu, quarante-deux ans, vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Washington. Il est député à la Knesset sans l'étiquette Likoud.

- M. Uzi Landau, quarante-huit ans, député du Likoud et partisan de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Il semble avoir été choisi en tant que représentant des 100 000 colons des territoires occupés.

- M. Elihu Ben Elissar, cinquante-neuf ans, député du Likoud. Il a été le premier ambassadeur d'Israël en Égypte après la signature du traité de paix en 1978. Président de la commission aux affaires étrangères et à la défense de la Knesset.

- M. Sarah Doron, soixante-trois ans, présidente du groupe parlementaire du Likoud à la Knesset.

- M. Joseph Hadass, soixante-trois ans, directeur général du ministère des affaires étrangères.

- M. Zelman Shoval, soixante ans, ambassadeur d'Israël aux États-Unis.

- M. Shlomo Ben Ami, ambassadeur d'Israël en Espagne.

- M. Eytan Bentsur, cinquante-trois ans, directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, chargé du département Amérique du Nord.

- M. Salim Meridor, trente-six ans, conseiller du ministre de la défense, M. Moshe Arens.

- M. Yekutiel Mor, quarante-cinq ans, général de brigade, membre de l'état-major du ministère de la défense.

- M. Assad Assad, conseiller spécial de M. Shamir pour les affaires druzes. (Reuters)

M. Shamir a d'ailleurs rejeté la proposition d'un membre de l'entourage du ministre des affaires étrangères, qui lui suggérait de prononcer le discours d'ouverture, puis de laisser la place à M. David Lévy, cela afin de sortir de la «mini-crise» qui a agité le gouvernement et la classe politique israélienne dans son ensemble.

S'estimant «humilié» par l'attribution de la délégation des hommes de son ministère, M. Lévy avait fait savoir mercredi soir qu'il ne se rendrait pas à Madrid. Samedi matin, il refusait toujours d'accompagner M. Shamir en Espagne, mais une dernière entente entre les deux hommes, ayant été arrangée pour dimanche matin, avant le conseil des ministres, un changement de dernière minute n'était pas à exclure.

Les treize conseillers choisis par M. Shamir ont été recrutés, pour l'essentiel, dans les rangs les plus «durs» de son parti, le Likoud, et parmi les hauts fonctionnaires les moins suspects de libéralisme à l'égard de la question arabe. Pour faire bon poids, des sièges de député ont été offerts, d'une part, à un représentant des colons juifs de Cisjordanie et de Gaza, d'autre part, à un membre de l'opposition travailliste.

Le premier, M. Yisrael Harel, a décliné l'invitation, jugeant, à la suite d'un éditorialiste de *Haaretz* le matin même, que la conférence était une sorte «de viol collectif à

l'envers», l'administration américaine ayant plus ou moins contraint et les Arabes et les juifs à se retrouver pour négocier. «Alors que ni les uns ni les autres n'en ont vraiment le désir», le second, le général de réserve Ben-Elizer, vice-président travailliste de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, a été évincé par le cabinet du premier ministre, après que le Parti travailliste ait fait savoir que ce représentant défendait à Madrid la position de sa formation et non celle de M. Shamir.

## Regain d'intimidation

Plusieurs élus du parti de M. Shimon Peres se trouveront cependant dans la capitale espagnole mercredi prochain, à titre d'observateurs privés. D'autres encore devaient participer samedi soir à Tel-Aviv à une grande manifestation de soutien au processus de paix, convoquée par le mouvement La Paix maintenant. Les organisateurs, soutenus par la plupart des partis de gauche, espéraient plusieurs dizaines de milliers de personnes, mais la mobilisation des Israéliens, en faveur ou en défaveur du processus lancé par les Américains, est apparue particulièrement difficile ces dernières semaines.

Querelles inter-israéliennes d'un côté, déchirements inter-palestiniens de l'autre. Des affrontements violents ont eu lieu ces derniers jours dans les territoires occupés, entre partisans et adversaires de la conférence. On a pu noter, entre autres, que l'appel à la grève générale lancé pour le 24 octobre par le mouvement islamiste Hamas et ses alliés avait été assez largement suivi un peu partout dans les régions palestiniennes, sans qu'on sache très bien le rôle joué dans cette affaire par les techniques habituelles d'intimidation et de violence. Et tout cas, les délégués palestiniens ont pris vendredi matin à Jérusalem l'autobus pour Amman et la cérémonie des adieux s'est déroulée dans un certain climat d'émotion. Quelques larmes, des poings levés, et deux ou trois «V» de la victoire, sur fond d'hymne palestinien, en principe interdit par les autorités.

En fin d'après-midi, à son arrivée à Amman, M. Hanane Ashraoui, porte-parole de la délégation palestinienne en route pour Madrid, a déclaré qu'à son avis l'intifada allait s'intensifier dans les jours qui viennent, de manière, a-t-elle laissé entendre, à renforcer la légitimité de la délégation. Elle a ajouté que les négociateurs palestiniens abordent le processus de paix avec un cruel handicap, «puisque notre peuple est retenu en otage par un occupant». Dans l'heure qui a suivi cette déclaration, un ministre d'extrême droite du gouvernement israélien, M. Rehavam Zeevi, a demandé «l'arrestation immédiate» de M. Ashraoui à son retour.

PATRICE CLAUDE

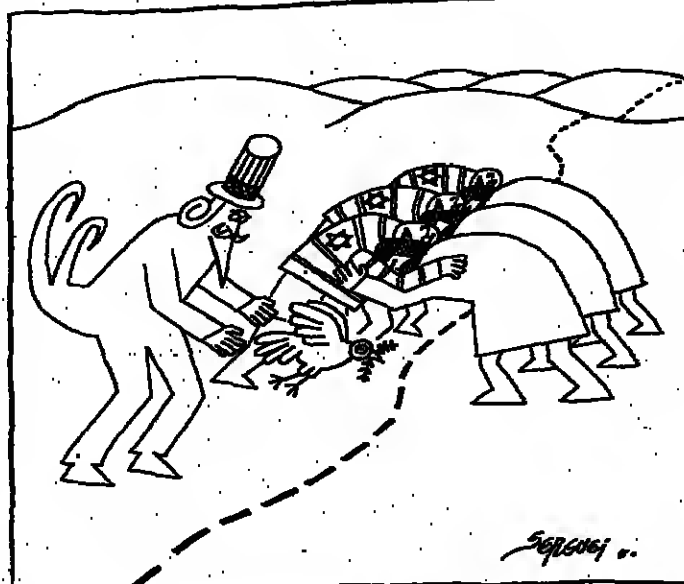
## Terre et paix

Suite de la première page

A quoi les Arabes répondent : «Je ne dois rien rendre.» Le Likoud et son chef Itzhak Shamir proposent «la paix contre la paix» à l'ennemi, qui exige «la terre», pour prix de cette même paix. Le désaccord est entier, la méfiance épaisse, et l'objet initial d'un éventuel marchandage, infime.

Pour Israël, le dialogue doit se nouer sans condition préalable et sans qu'on préjuge de l'épilogue; il faut laisser toutes ses chances à la négociation, qui sera souveraine. Ensuite, comme le disait David Lévy, ministre des affaires étrangères, «on fera travailler sa matière grise pour trouver une solution acceptable par tous». Pour les pays arabes - la Syrie en premier lieu - l'Etat juif doit rapidement s'engager à des concessions territoriales. Ces professions de foi maximales n'ont rien pour surprendre, avant d'aussi cruciales transactions.

La terre contre la paix? Itzhak Shamir appartient à une famille politique pour qui cet échange est o. priori impensable. C'est affaire, à ses yeux, de sécurité et d'identité. Ayant posé en postulat la haine arabe envers Israël, il attend de l'ennemi la preuve du contraire. Chez les hommes de sa génération, témoins ou victimes du génocide, demeure la tentation



de l'isolement altier face à un monde hostile.

Sûr du «bon droit» de son pays et peu enclin aux révisions déchirantes, M. Shamir brandit la sécurité comme un argument massif qui, au nom de l'impérative «profoundité stratégique», conjure la vieille «peur géographique», exclut le retour au passé, le repli sur la «ligne verte» d'avant 1967, mais aussi banalise la conquête et légitime l'appât territorial.

La vulnérabilité ressentie pendant la guerre du Golfe, les résonnances des Palestiniens lorsque les Scud tombaient sur Tel-Aviv et la dépendance économique accrue à l'égard des États-Unis n'ont fait que renforcer ce souci de sécurité, au sens étroit du terme. Le premier ministre oublie seulement que la sécurité totale restant une illusion, le recroisement d'un surcroît de territoire n'est qu'un élément parmi d'autres de «la sécurité politique» d'un Etat qui entretient aussi sa solidité des institutions, la vigueur de l'économie, la cohésion nationale.

## Pas

de «nouveau Sadate»

Les soupçons du Likoud se nourrissent, il est vrai, de la défiance arabe. En acceptant, pour la première fois depuis sa défaite, l'idée d'une négociation directe avec l'Etat juif, la Syrie a, certes, accompli un geste décisif qu'Israël réclamait depuis toujours et auquel il se devait de donner une suite favorable, sauf à se renier sans vergogne. Pourtant, Hafez El Assad n'est pas un «nouveau Sadate», et Madrid ne sera pas Camp David.

On cherchait en vain dans le monde arabe les siges d'une volonté de réconciliation comparable à celle qui animait le président égyptien assassiné. Si le dialogue s'engage à Madrid, imposé par l'Amérique, c'est surtout parce qu'aucun des partenaires n'aura voulu déplaire à celui-ci ni osé torpiller son initiative. Mais le chef de la diplomatie syrienne a refusé d'avancer de scier la main de «l'homologue israélien», et la propagande de Damas n'a en rien répudié l'opinion à une conversion des esprits. La paix des cœurs n'est pas pour demain.

La réprobation d'Israël reste vive et - pour prendre un seul exemple - le représentant de l'Arabie saoudite, fidèle à une vieille habitude, continue de quitter ostensiblement la salle lorsque le délégué juif monte à la tribune des Nations unies. L'état de guerre demeure le fondement juridique des relations entre Israël et ses voisins, Égypte exceptée. Presque autant qu'hier, Israël est en quête de légitimité. Aux yeux du monde arabe - et pour reprendre une distinction sartrienne - ce pays existe mais n'est pas, faute de légitimité.

## Une patiente conquête

Terre contre paix? Pareil compromis contredirait surtout l'idéologie du «Grand Israël», chère aux héritiers du révisionnisme de Ze'ev Jabotinsky et Menahem Begin. Dans la trilogie juide terre-peuple-Bible, le Likoud privilégie résolument la terre, fidèle à une conception du sionisme-exalté et maximaliste. Il a comme axiome la primauté des droits éternels du peuple juif «de la Méditerranée au Jourdain». Aux droits partiels et concrets à vivre sur la même terre qu'Israéliens et Palestiniens ont reçu de leur histoire commune, le Likoud oppose un droit total - et imaginaire - au bénéfice d'un seul des deux peuples.

Il en découle une «stratégie de la persistance», au nom de laquelle,

à partir des collines au charme biblique, l'occupant «maille» le sol de localités juives, isole les villages arabes, fragmente la société palestinienne, contrôle les ressources en eau, étend son emprise sur l'économie locale.

Déjà cent cinquante implantations en Cisjordanie, une quinzaine à Gaza... Peu importe, dès lors, si la majorité des quelque cent mille résidents juifs y sont indifférents à l'idéologie ambiante, si ces jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement bon marché se comportent plus en banlieusards qu'en colons. Ce qui compte aux yeux du pouvoir, c'est l'approche du point de non-retour, au-delà duquel tout compromis territorial deviendra impossible, tout projet d'autonomie vide de sens.

L'irréversibilité de cette conquête patiente et minutieuse compromettrait la recherche d'un règlement équitable du problème palestinien et, du même coup, les chances d'une paix véritable. C'est parce qu'elle a senti ce danger que l'administration Bush tint tant à un «gel» des implantations. M. Shamir et ses amis rétorquent, avec un brin de cynisme, que la poursuite des implantations est favorable à la paix, puisqu'elle oblige les Arabes à négocier rapidement ce qui peut l'être encore.

Le Likoud justifie aussi la maintenance de ce faux statu quo au nom de ses principes. Quoi? «Geler» les implantations? Mais ce serait admettre aujourd'hui qu'on avait tort hier. Bien plus, ce serait - déjà - accepter l'idée d'un possible partage du «Grand Israël», au nom d'une symétrie, toujours niée, entre deux nationalismes également légitimes; ce serait reconnaître la vraie nature du conflit israélo-palestinien; un choc entre deux peuples aux droits imprescriptibles.

Eo atterdant, le Likoud s'est bien gardé d'annoncer de jure la Cisjordanie et Gaza. D'abord parce que les accords de Camp David interdisent qu'on touche au statut «provisoire» des territoires. Mais, surtout, pour ne pas créer dans les frontières de l'ancienne Palestine mandataire une entité binationale où la présence de plus de deux millions de citoyens Arabes, meooceraient le caractère «juif» de l'Etat. Quant aux principes, M. Begin avait naguère tranché : «On n'annexe pas son propre pays».

L'après-Madrid durera - s'il dure - plusieurs années. Maître d'œuvre de la négociation, le gouvernement américain détient, à terme, la clé de son succès. Pour un président des États-Unis, disait Jimmy Carter, le Proche-Orient est un «job à plein temps». Beaucoup dépendra donc de la patience d'Amérique et de son obstination.

L'indéniable relève, au sein du Likoud, pourrait infléchir sa politique vers plus de pragmatisme. En tant que projet de peuplement, le sionisme s'était fixé deux objectifs : installer en Israël une majorité juive; y faire venir la majorité des Juifs. Le premier objectif fut atteint, le second reste une chimère. Il n'empêche : l'intégration du million de juifs soviétiques arrivés - ou attendus - en Israël sollicite toutes les énergies du pays et exige beaucoup d'argent, américain. Si les États-Unis maintiennent leur pression, la droite israélienne, une fois réunie, devra un jour choisir entre les territoires et les dollars de l'Onclie Sam.

D'ici là, Itzhak Shamir pourrait préparer, s'il le voulait, la tâche de ses successeurs. Car sans lui la négociation ne peut commencer, mais avec lui elle ne peut aboutir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

## AMÉRIQUES

COLOMBIE : alors que le pays subit un regain de violence

## La campagne électorale s'est achevée dans le désenchantement

Salze millions d'électeurs étaient invités à désigner, dimanche 27 octobre, les cent sénateurs et les cent députés et les cent deux sénateurs du nouveau parlement colombien. Le précédent, élu en mars 1990, a été dissous par l'Assemblée constituante, qui a siégé de février à juillet 1991.

## BOGOTA

de notre envoyé spécial

Scepticisme, désenchantement, confusion : l'ambiance n'était pas précisément l'enthousiasme à la veille des élections. C'est l'apathie qui l'emporte dans la population, lassée sans doute par la multiplication des consultations - quatre pour la seule année 1990 - et peu séduite par une campagne sans vrais débats sur les questions essentielles : les conséquences de la politique économique néo-libérale du gouvernement, la montée du chômage, la hausse spectaculaire de la délinquance, le trafic de drogue toujours aussi vivace avec son cortège de corruption, et les lenteurs de la pacification.

La violence politique, qui a fait plus de vingt morts ces derniers jours, connaît un regain de vigueur. Accrochages entre militaires et guérilleros, attentats, enlèvements et règlements de comptes sauglants sont le pain quotidien. «A Medellin et dans le département d'Antioquia, dit un général, il y aura encore plus d'hommes en 1991 que l'année dernière». Le gouvernement a décidé de reprendre, tout de suite après les élections, le dialogue de paix, suspendu fin septembre, avec

les mouvements rebelles de la Coordination Simon-Bolívar. Ceux-ci rédigent des déclarations de bonnes intentions mais ne contrôlent manifestement pas les multiples bandes armées devenues autochtones, tout en se réclamant de l'idéologie de la guérilla.

Les électeurs, qui doivent aussi choisir, pour la première fois au scrutin direct, les vingt-sept gouverneurs du pays, n'ont que l'impression de voter un coup de tête devant un trop-plein de candidats. Des mille aspirants à un siège de député, quatre-vingt-neuf listes libérales, cinquante-deux du Parti conservateur orthodoxe et 45 de l'Alliance démocratique M-19 (ex-guérilla légalisée en 1990) pour le Sénat. Mesurage et fanfaronne n'ont certes pas manqué. Mais les banderoles, innombrables, donnent aux capitales de province des allures de fête foraine désertée. Les candidats, se sont tous réclamés du «changement» et ont promis une «nouvelle Colombie», dans la ligne de la Constituante, dont les travaux avaient secoué l'opinion avec ses perspectives de bouleversement du jeu politique traditionnel. Apparemment, la ferveur est retombée et les experts prévoient un taux d'abstention record.

## Confusion et divisions

D'autres arguments militent en faveur de l'abstention. D'abord, un système électoral compliqué, surtout pour les paysans : les photos et les numéros des candidats de toutes les listes concurrentes figurent sur le même bulletin de vote géant, le *target*. Ensuite, le panachage presque général. Des personnalités libérales ou conservatrices très connues se

retrouvent sur des listes du M. 19 de M. Antonio Navarro no du Mouvement de salut national (MSN) de M. Gómez Hurtado, conservateur dissident. De «sans loup» font, certes, leur apparition à gauche comme à droite, en particulier dans la Nouvelle force démocratique (NFD) dirigée avec brio par M. Andres Pastrana, ancien maire de Bogota et fils de l'ex-président conservateur Misael Pastrana. Mais l'impulsion globale est que les candidats et les vieux politiciens sont revenus en force.

Le parti libéral au pouvoir se présente en ordre dispersé bien que l'ancien président Lopez Michelsen ait mené une campagne énergique en faveur de l'unité et du regroupement postélectoral de tous les élus libéraux pour constituer une majorité au moins relative dans le nouveau Congrès. Mais c'est le président Gaviria, dont la cote de popularité est encore très élevée, qui reste le vrai joker d'une formation qui hésite à s'engager carrément sur la voie de la modernisation.

En fait, commente le sociologue Fabio Sanabria, les vieux partis sont morts et les nouveaux sont encore en gestation. L'ancien président libéral Carlos Lleras Restrepo, notable respecté, est plus sévère. «Je suis attristé, dit-il, je n'ai jamais vu une telle confusion». Et M. Carlos Lemos, libéral lui aussi et ancien ministre du gouvernement Barco, estime que le «grand problème du pays est éthique et non pas politique». Le sondage récent semble lui donner raison. Plus de 90 % des Colombiens s'accordent presque unanimement à qualifier toutes les tendances confuses.

MARCEL NIEDERGANG

هكذا من لامل

• Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 5

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LL

TÊTE-A-TÊTE.





## AFRIQUE

ZAÏRE : tandis que les violences se généralisent

## Les troupes françaises et belges vont quitter le pays

La France et la Belgique ont décidé, vendredi 25 octobre, le départ de leurs troupes stationnées au Zaïre depuis les émeutes de fin septembre (nos dernières éditions du 26 octobre). « Notre action de coopération est interrompue » et « donc l'ensemble des coopérateurs civils et militaires quittent le Zaïre », a déclaré la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, en justifiant cette décision par « l'absence d'évolution politique ».

Les ressortissants étrangers restés au Zaïre après les émeutes et pillages des 23 et 24 septembre ont reçu ordre, vendredi 25 octobre, de quitter immédiatement le pays, où l'on craint de plus en plus une généralisation des violences.

Pour la cinquième journée consécutive, la ville minière de Lubumbashi, dans le Shaba, a subi des pillages. Des émeutes ont éclaté dans la région

du bas Zaïre, qui entoure Kinshasa. Selon des sources diplomatiques, des soldats ont participé à des pillages à Moanda, Lukala, Inkisi, Boma et Mbandaka. À Moanda, port sur l'Adoubaï, des émeutes ont mis le feu à des installations de la compagnie pétrolière Zairep, d'après une source contactée par téléphone. A Kinshasa, où des manifestations ont fait au moins cinq blessés jeudi, les domiciles de trois responsables de l'opposition ont été attaqués.

Le plus important groupe d'opposition zaïrois a réclamé l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix pour protéger la population après le départ des troupes françaises et belges. « Ces gouvernements [français et belges] devraient mettre sur pied une force d'intervention internationale au Zaïre, en mesure d'assurer la protection de la population sans distinction », a déclaré l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dans un communiqué publié à Bruxelles. Principale formation de l'opposition — la coalition d'opposition, — l'UDPS

est dirigée par M. Etienne Tshisekedi, que le président Mobutu a limogé, lundi, de son poste de premier ministre, au profit de M. Muungu Bumba.

L'Union a décidé d'exclure de ses rangs le nouveau premier ministre et son parti, le Rassemblement démocratique pour la République (RDR). Le mouvement a également appelé à une grève générale. Son président a, par ailleurs, salué « l'arrivée des journalistes de l'Office zaïrois de radio-télévision (OZRT) dans la grande famille du changement ». Le personnel de l'OZRT a en effet décidé, lors d'une assemblée générale, de « libérer l'information ».

Les ambassadeurs de la CEE à Kinshasa ont remis au président Mobutu un message selon lequel « la CEE et ses États membres considèrent que la mise en place d'un gouvernement qui ne correspondrait pas aux critères de consensus et de démocratisation déjà définis dans sa note du 21 octobre constituerait une menace pour la stabilité politique et économique ». (AFP, Reuters.)

Avant de « lâcher » le président Mobutu

## La Belgique, les Etats-Unis et la France se sont concertés

BRUXELLES

de notre correspondant

L'époque où la Belgique soupçonnait la France de jouer son propre jeu au Zaïre pour prendre la place de l'ancienne puissance coloniale dans ce pays est révolue. Les décisions d'évacuation annoncées, vendredi 25 octobre, par Paris et Bruxelles avaient été précédées, la veille, dans la capitale belge, d'une réunion tripartite entre M. Mark Eyskens, ministre belge des Affaires étrangères, le sous-directeur pour l'Afrique au Quai d'Orsay et un haut fonctionnaire de l'administration américaine. Il s'agissait de définir une attitude commune et d'évaluer ses conséquences.

Les Belges poussaient beaucoup à l'accélération d'un processus de retrait, c'est-à-dire au « lâchage » complet de M. Mobutu. Ils n'avaient pas à prendre, comme l'ont fait les Français, la décision d'arrêter la coopération avec le Zaïre, puisque celle-ci avait été suspendue après le massacre des étudiants de Lubumbashi, en 1990. En revanche, ils devaient se

décider au sujet du sort de leurs trois mille compatriotes restés au Zaïre — principalement à Kinshasa et dans le sud du pays — sur un total de quelque dix mille lors de l'envoi, fin septembre, d'un contingent qui s'élève maintenant à huit cents parachutistes. Les militaires étaient les premiers à réclamer l'évacuation totale, en raison des difficultés de leur mission.

## Nouvelle démarche diplomatique

En pleine campagne électorale, face à la pression d'une partie des formations politiques flamandes à l'Assemblée nationale, le gouvernement belge ne veut surtout pas de la mort d'un soldat ou d'un civil qui serait immédiatement exploitée par ses adversaires. A l'issue d'un conseil de cabinet restreint, vendredi, le premier ministre a été fort clair. Il « insiste vivement » pour que tout le monde parte « dans les plus brefs délais » sous « la protection ultime » des parachutistes. On estime cependant à Bruxelles que de nombreux

religieux ne tiendront pas compte de cette invite. Des missionnaires ont déjà exprimé leur « stupéfaction » devant la politique du premier ministre. Pour sa part, l'émissaire américain ne pouvait donner qu'un avis, son pays n'ayant aucun intérêt réel à ce qu'un pays qui a eu tant d'intérêts au Zaïre ne soit pas pris après un seul tête-à-tête avec Paris.

Les Américains, qui voient peut-être au-delà du Zaïre et croient à la disparition de M. Mobutu sur la situation en Angola, ont obtenu qu'une dernière chance soit donnée au dictateur : les ambassadeurs des Etats-Unis, de la France et de la Belgique feront très rapidement une nouvelle démarche en vue d'obtenir la mise en route d'un véritable processus démocratique, avec élections libres.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Paris était la dernière capitale à coopérer avec Kinshasa

En 1990, Bruxelles avait cessé toute coopération avec Kinshasa. La même année, pour cause de non-respect des droits de l'homme, Washington avait mis fin à son aide militaire. En revanche, Paris continuait d'aider l'ancien Congo belge : un budget de 100 millions de francs était prévu pour cette année. Mais l'ampleur du soutien français avait néanmoins beaucoup diminué.

Depuis 1984, Paris a accordé, au total, un milliard de francs à Kinshasa, au titre de l'aide civile. Au ministère de la Coopération, on prend soin de préciser qu'à aucun moment il ne s'est agi de versements directs aux autorités zaïroises, mais d'assurances à des projets. De 1985 à 1988, le montant de cette assistance avait augmenté, à la suite de l'élaboration d'un programme d'ajustement structurel économique et financier avec les organismes internationaux de crédit, mais avait baissé depuis 1988-1989 quand ces organismes avaient jugé la cause zaïroise désespérée.

L'an passé, l'aide s'est élevée à 980 millions de francs, dont 596 millions de francs de remise de dettes — la France avait décidé au sommet de Dakar, en 1989, d'annuler 995 millions de francs de la dette zaïroise. En 1991, il était prévu d'allouer 100 millions de francs et la Caisse centrale de coopé-

ration économique devait financer des projets pour 230 millions de francs. Une partie seulement de ces sommes a été versée.

Près de quatre mille Français vivaient au Zaïre avant les émeutes et pillages des 23 et 24 septembre. Il n'en restait plus, ces derniers jours, que six cents, auxquels Paris a demandé de quitter le pays. Se trouvaient parmi eux cent-quatre-vingt coopérateurs, dont quatre-vingt-dix relevant du ministère de la Coopération.

Ce chiffre n'inclut pas les quatre-vingt-seize militaires français qui jouaient le rôle de conseillers à Kinshasa et dans une école de blindés en province, dans le cadre d'un accord d'assistance et de coopération technique (la France et le Zaïre ne sont pas liés par un accord de défense). Quelques semaines avant les troubles de la fin de septembre, c'était un Français qui commandait encore la trentième et dernière brigade, celle dont les soldats ont mis le feu aux poudres en se livrant, les premiers, aux pillages.

L'essentiel des troupes françaises intervenues lors de ces émeutes, afin de protéger les ressortissants étrangers, a quitté le pays. Ne reste à Kinshasa qu'une compagnie de parachutistes, soit cent cinquante hommes, qui devraient partir dès que les opérations d'évacuation seront terminées.

## DIPLOMATIE

Au sommet de Madrid

## MM. Gonzalez et Mitterrand soulignent leur approche commune des questions européennes

MM. François Mitterrand et Felipe Gonzalez ont souligné une fois de plus, jeudi 25 octobre à Madrid, la convergence de leurs analyses sur les principaux événements internationaux. « Nos pays sont sur des positions proches », a d'emblée souligné M. Gonzalez lors de la conférence de presse commune.

MADRID

de notre correspondant

Sur l'épineuse question du terrorisme basque que la presse espagnole a mise en exergue à l'occasion de la visite présidentielle, le chef du gouvernement espagnol s'est déclaré satisfait de la coopération avec la France, qui « a été constante depuis 1983 », même « si l'on redouble d'efforts ». M. Mitterrand s'est dit prêt à « intensifier avec elle la lutte contre les mesures de répression contre le terrorisme ». « La France, a-t-il ajouté, ne refuse rien à ce qui est

conforme à la souveraineté nationale espagnole et française. Nous sommes vraiment à la disposition pour faciliter le retour à la paix civile en Espagne ».

A propos de la conférence sur le Proche-Orient qui doit s'ouvrir le 30 octobre dans la capitale espagnole, aucun des deux dirigeants ne s'est risqué à faire le moindre pronostic sur ses résultats. M. Gonzalez s'est refusé à indiquer si les travaux allaient se poursuivre à Madrid au-delà de quelques jours. M. Mitterrand, pour sa part, a estimé qu'il n'y avait pas de raison de penser que l'accord sur les procédures, c'est-à-dire un résultat remarquable. Le fait que les adversaires en présence soient désormais face à face mais dans un dialogue, c'est un grand progrès, a-t-il conclu.

L'essentiel des pourparlers a porté sur l'Europe et la réunion de Maastricht des 9 et 10 décembre au cours de laquelle une « union politique » pourrait être créée. « L'accord est tout entre les deux parties, précise le communiqué commun, quant à la nécessité de développer une politique extérieure et de sécurité commune incluant, à

échéance fixe, l'objectif d'une défense européenne, élément substantiel d'une véritable union politique. » Les difficultés, à Maastricht, ne viendront pas de l'Espagne. M. Mitterrand a fait remarquer que de toute façon il y avait « une infinité d'expressions diplomatiques » pour les résoudre.

Evocant le prochain sommet de l'OTAN à Rome les 7 et 8 novembre, le chef de l'Etat a déclaré, sur un ton amusé : « La grande difficulté, c'est qu'il n'y a plus d'ennemis même s'il y a encore des armes. Je me demande s'il n'y a pas qui en cherchent désespérément. Cherche en ennemis désespérément : ça vous rappelle quelque chose ? » a lancé M. Mitterrand, en ajoutant : « Plutôt que d'avoir l'esprit chagrin, plutôt que de ne rencontrer que des diplomates éplorés car c'est difficile de faire la guerre tout seul, je pense que l'on doit s'efforcer de bâtir des systèmes communautaires ; c'est ce que nous faisons en Europe ».

MICHEL BOLE-RICHARD

Un « cadeau politique » à Pékin

## La CEE normalise ses relations avec la Chine

Les Douze ont décidé, plus de deux ans après la répression du « printemps de Pékin », de normaliser leurs relations avec la Chine. « Il est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas isolée », a déclaré le vice-président de la Commission, M. Frans Andriessen.

PÉKIN

de notre correspondant

Il s'agit de deux décisions pour former la première haute délégation de la Communauté européenne à se rendre à Pékin depuis ce qui est maintenant politiquement évoqué sous le nom d'« événements de 1989 ». A leur tête, M. Frans Andriessen (Pays-Bas), vice-président de la Commission.

Bat avoué de cette expédition : reprendre, maintenant que les pays de la CEE le font à titre bilatéral, les relations entre la CEE et la Chine en dépit, selon M. Andriessen lui-même, des « forts sentiments des opinions d'Europe » sur la question des prisonniers politiques ou du Tibet. Il s'est livré à plusieurs variations sur la nécessité de ramener la Chine au sein de la communauté d'affaires mondiale, car « il est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas isolée ».

Ce nouveau « cadeau politique ».

selon le terme employé par des diplomates européens, est doublement payant pour Pékin puisqu'à la gratification morale s'ajoute un constat de quasi-impasse sur le problème de plus en plus pressant du déficit commercial européen avec la Chine. Il était, selon les chiffres européens, de 6,7 milliards de dollars en 1990, et devrait doubler cette année. Pékin leur oppose ses chiffres, qui feraient apparaître un déficit chinois de 2,3 milliards.

Simple « inconvénient » de ces « statistiques aux caractéristiques chinoises », elles ont tenté les exportations indirectes, via Hong Kong, soit 7,2 milliards de dollars américains en 1990. Pour les Européens, la cause de ce déficit est à rechercher dans une réduction des importations chinoises de haute technologie et un renforcement croissant des barrières douanières incluant une prolifération de tracasseries administratives.

## La définition chinoise des droits de l'homme

Autre épine dans le pied européen, évoquée notamment avec le premier ministre M. Li Peng, les candidatures de la Chine et de Taiwan au GATT. L'économie continentale « n'est pas à proprement parler conforme aux critères du GATT », mais les Occidentaux ont besoin d'inclure la prospère et nationaliste dans le système. Pékin

ne s'y oppose pas si elle peut rejoindre le GATT avant Taiwan, qui serait considérée, comme aujourd'hui Hong Kong, comme « territoire douanier séparé ».

Cette dispendieuse ambassade européenne aura permis l'inauguration d'un centre de bio-technologie à Pékin dont le financement avait été bouclé avant la crise de 1989. Mais le Parlement européen semble peu disposé à ouvrir les crédits à la Chine en raison du problème des droits de l'homme. En guise de contre-attaque, à un moment où les Etats-Unis s'efforcent eux aussi de forcer les barrières douanières chinoises, le représentant de la Chine à une commission de l'ONU a appelé les nations industrialisées à ouvrir davantage leur marché aux exportations des pays en voie de développement au lieu de formuler « des propos superflus » sur leur mode de développement.

A Pékin, M. Li Langjing, vice-ministre du commerce extérieur, a promis à M. Andriessen « non pas un document, mais plutôt un livre entier » sur la définition chinoise des droits de l'homme. Pour s'entendre tout de même retourner qu'il existait déjà sur ce sujet une déclaration universelle, à laquelle Pékin a souscrit. Le dialogue de sourds n'est pas prêt de prendre fin.

FRANCIS DERON

Manœuvres pour la succession de M. Perez de Cuellar

## De nouveaux noms sont lancés pour faire échec aux candidats africains au poste de secrétaire général de l'ONU

Au cours des soirées informelles pour la succession de M. Javier Perez de Cuellar, dont le mandat expire le 31 décembre, le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros Ghali, et le ministre des finances du Zimbabwe, M. Bernard Chidzero, ont obtenu chacun neuf des quinze voix (1).

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Depuis dix jours, la course s'intensifie à New-York. Vendredi 25 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité ont procédé à un second « vote blanc », une procédure qui a valeur indicative et ne les engage pas formellement, au cours de laquelle chacun vote pour autant de candidats qu'il le souhaite.

Lors d'une première consultation de ce genre mardi dernier, deux des six candidats africains, MM. Boutros Ghali et Chidzero, avaient obtenu dix voix chacun. Quelques délégations occidentales, dont les Américains et les Britanniques, ont alors introduit (apparemment sans les consulter tous) cinq nouveaux « candidats » : le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland, le

premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, le ministre des affaires étrangères norvégien, M. Thorvald Stoltenberg, le ministre des affaires étrangères néerlandais, M. Hans Van Den Broek, ainsi que le prince Sadrudin Aga Khan, représentant spécial du secrétaire général pour les affaires humanitaires de la crise du Golfe.

Les représentants des pays non alignés au Conseil ont protesté contre ces nouvelles candidatures. M. Van Den Broek, ne savait apparemment pas que son nom avait été présenté. Quant à M. Mulroney, il a démenti être candidat.

Le président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, l'ambassadeur indien M. Gharekhan, a proposé une date limite pour l'introduction de nouveaux candidats. Proposition « catégoriquement » refusée par la délégation américaine qui a encore présenté un autre candidat vendredi après-midi en la personne de M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères.

La tactique des Américains est d'« épargner les voix », estime un diplomate occidental. Selon lui, les délégations opposées à la nomination d'un secrétaire général africain « continueront de présenter des candidats-surprises jusqu'à ce qu'elles réussissent à trouver un nom qui recueille un large soutien ». Cette tentative n'a pas eu

raison pour l'instant de la détermination des non-alignés, soutenus par la France, en faveur d'un Africain. MM. Boutros Ghali et Chidzero, ont toutefois, tous les deux, perdu une voix au cours du deuxième tour du vote blanc, vendredi soir.

Le futur élu doit recueillir neuf des quinze voix au Conseil de sécurité, mais les membres permanents de ce Conseil disposent chacun du droit de veto. Le candidat choisi par le Conseil de sécurité doit ensuite être élu par les cent soixante-six pays membres de l'Assemblée générale. Les consultations bilatérales se poursuivront lundi.

AFSANE BASSIR-POUR

(1) Résultats des votes blancs : Neuf voix : M. Boutros Ghali, Egypte. M. Bernard Chidzero, Zimbabwe. Sept voix : M. Olusokun Obasanjo, Nigeria. Six voix : M. Nguma Francis Owono, Gabon. M. James Jonah, Sierra-Léone. Cinq voix : prince Sadrudin Aga Khan, Iran. M. Brian Mulroney, Canada. M. Hans Van Den Broek, Pays-Bas. M. Kenneth Dattzie, Ghana. M. Michel Doo Kingue, Cameroun. Quatre voix : M. Namze Terence, Burundi. Trois voix : M. Raul Manglapus, Philippines. Deux voix : M. Gro Harlem Brundtland, Norvège. M. Thorvald Stoltenberg, Norvège. Une voix : M. Krzysztof Skubiszewski, Pologne.



55 من الجمل

Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 7

## POLITIQUE

Le Conseil d'Etat se prononce sur une circulaire de 1985

### Demi-victoire pour l'enseignement privé

Depuis des mois l'enseignement privé se plaint de ne pouvoir être aidé aussi largement que les écoles publiques par les collectivités locales. Le droit est venu à son secours et exige du gouvernement qu'il revienne sur la réglementation mise en place par M. Jean-Pierre Chevènement, en 1985, pour mettre fin à la querelle scolaire, après que les socialistes eurent renoncé au projet Savary. Saisi par des gestionnaires de l'enseignement privé, en mai 1985, le Conseil d'Etat s'est prononcé, vendredi 25 octobre, sur une des circulaires contestées du ministre de l'Éducation nationale. Il n'a donné aux requérants qu'une satisfaction juridique limitée, mais leur a fourni de solides arguments pour continuer leur bataille.

Si la loi du 31 décembre 1959, dite « loi Debré », a obligé l'Etat et les collectivités locales à fournir aux écoles privées ayant signé des « contrats d'association » les mêmes sommes que celles qui sont attribuées aux établissements publics pour leurs frais de fonctionnement, elle n'a pas prévu d'aides aux dépenses d'investissement. Aussi les gestionnaires de l'enseignement privé, faute d'obtenir une modification de la législation, espéraient-ils que le Conseil d'Etat en donnerait une interprétation moins restrictive que celle qu'avait retenue M. Jean-Pierre Chevènement, lorsque, ministre de l'Éducation nationale, il avait, par trois circulaires du 13 mars 1985, mis fin à la guerre scolaire.

Pour l'essentiel, le Conseil a donné raison, vendredi 25 octobre, au gouvernement. Puisque les collectivités publiques ont des « obligations de service public », elles ne peuvent pas refuser de financer les écoles privées, conformément à la loi du 31 décembre 1959, qui, sous la dénomination de « dépenses de fonctionnement », a prévu des aides pour les dépenses de grosses réparations et les dépenses de location soient considérées comme du « fonctionnement » et non comme de l'« investissement ». Pour les premiers, les juges administratifs n'ont eu aucun mal à répondre que c'était impossible.

Pour les secondes, la question était plus ardue. M. Marcel Pochard, commissaire du gouvernement, qui, contrairement à ce que son titre indique, n'est pas chargé de défendre les positions ministérielles, a expliqué que si les dépenses de location de bâtiments étaient bien, en termes

comptables du fonctionnement, la loi de 1959 précisait que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat devaient être prises en charge « dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».

Or les collectivités publiques, étant, dans la plupart des cas, propriétaires des bâtiments qu'elles mettent à la disposition de l'Éducation nationale, « il n'y a pas véritablement », à leur charge des « dépenses de location des immeubles qui permettent de donner lieu à équivalent à verser à l'enseignement privé ». Le Conseil d'Etat a entièrement partagé cette analyse.

#### Traitements différents

Les défenseurs du privé n'ont pas pour autant tout perdu. Loin s'en faut. D'abord parce que le Conseil a aussi suivi M. Pochard, lorsque celui-ci a expliqué que la loi, établie par une des « circulaires » de 1985, des dépenses de l'enseignement primaire qui pouvaient être couvertes par le remboursement des frais de fonctionnement ne pouvait en aucun cas être limitative, malgré sa « rédaction très rigoureuse ». Pour mettre les points sur les « i », le Conseil dans un de ses considérants a précisé que la circulaire contestée « ne fait pas par elle-même obstacle à la prise en compte des dépenses afférentes au secrétariat et à l'administration des établissements privés ».

Or les requérants s'appuyaient justement sur une interprétation, justement qu'ailleurs, pour prouver l'inégalité de traitement. S'il leur a donné juridiquement tort, l'arrêt leur a donné raison dans les faits.

Un autre point de la décision ne peut que les satisfaire. En introduisant de sa circulaire, M. Chevènement affirmait : « Il convient de rappeler que les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privé qui concourent au service public ne peuvent porter, conformément à la loi du 31 décembre 1959, que des dépenses de fonctionnement ». Or le Conseil d'Etat a estimé que le ministre se trompait dans son interprétation de la législation. Il a donc annulé cette partie du texte ministériel.

La « loi Debré » effectivement n'a apporté qu'une dérogation partielle, et strictement limitée, à une loi du 30 octobre 1886 qui interdisait d'accorder des fonds publics au bénéfice des écoles primaires privées. Pour l'enseignement secondaire il n'en va pas de même.

Comme l'a fait remarquer M. Pochard, le Conseil d'Etat, le 6 avril 1990, a eu l'occasion d'in-

terpréter la loi du 15 mars 1880, la célèbre « loi Falloux », en expliquant qu'elle permettait aux collectivités locales qui le souhaitent de mettre à la disposition des établissements privés « un local existant », et même de leur accorder une subvention « n'existant pas de l'établissement non couvertes par les fonds publics versés au titre d'un contrat d'association ». Mieux même, le commissaire du gouvernement, qui a été suivi, sur ce point aussi, par le Conseil, a fait remarquer qu'aucune disposition législative n'interdisait ni ne plafonnait des subventions d'investissement aux établissements privés d'enseignement technique.

Curieusement, il apparaît que les établissements privés ne peuvent recevoir aucune aide des communes lorsqu'ils investissent pour leurs écoles primaires, mais qu'ils peuvent bénéficier d'une subvention des départements ou des régions, sous un plafond de 10 %. Inscrivables se livrent aux mêmes opérations pour leurs lycées ou leurs collèges, et qu'il n'y a même aucune limite pour les établissements techniques.

Le Conseil d'Etat n'a pu que faire appliquer la législation en vigueur. Mais en rappelant cette situation, qui n'est guère compréhensible, il a indirectement indiqué qu'il serait peut-être raisonnable de modifier la loi. Les défenseurs de l'enseignement privé en espèrent-ils vraiment plus ?

THIERRY BRÉHIER

Le débat sur le mode de scrutin

### M. Mitterrand réfléchit...

MADRID

de notre envoyé spécial

Au soir de sa brève visite officielle à Madrid, vendredi 25 octobre, M. François Mitterrand avait l'humour malicieux. Quand un journaliste français lui a demandé, à la fin de sa conférence de presse, ce qu'on pouvait lui souhaiter pour son soixante-quatrième anniversaire, qu'il devait célébrer le lendemain, il a répondu en badinant : « D'y arriver ! ».

Quand un journaliste espagnol, moins amène, a estimé que la France manifestait aujourd'hui, dans sa contribution à la lutte contre les terroristes basques, moins de détermination qu'à l'époque du gouvernement de M. Jacques Chirac, il lui a simplement répliqué par une pique : « Moi, je ne me mêle pas de vos problèmes de politique intérieure... » C'est le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui a remis l'auteur de la question à sa place en affirmant que, sur ce terrain, le rapprochement de la France et de l'Espagne devait beaucoup, depuis 1981, à M. Mitterrand.

La veille au soir, déjà, en marge d'une réception à l'Eliseo, le président de la République était apparu très guilleret à ses

amis. Il s'était montré particulièrement satisfait de la poursuite des négociations entre les infrastructures et la ministre de la Santé et surtout de la détermination des chefs de la détermination des infrastructures à la suite de ses appels à l'ordre, complétés par ses propos apaisants au Journal du Centre qu'il avait inspirés sa conversation du mardi 22 octobre au matin avec le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe.

#### Chamboulement ou statu quo ?

Il avait invité ses interlocuteurs à l'optimisme en affirmant sa propre sérénité tout en déplorant déjà son ironie... au déclin des propositions de réforme constitutionnelle formulées par M. Jacques Chirac, le même jour, dans le Monde.

Selon certains de ses auditeurs, M. Mitterrand s'est réjoui de voir la révision de la Constitution de 1958 recommandée aujourd'hui par ceux-là mêmes qui se passaient en gardiens intransigeants des tables de la Loi fondamentale quand il préconisait naguère, par exemple, d'élargir la recours au référendum. Mais le président de la République, en ce domaine, n'a pas l'intention, pour le moment, de brusquer les choses.

En revanche, M. Mitterrand semble un peu plus pressé d'avancer dans sa réflexion sur les éventuels effets incertains du mode de scrutin pour les prochaines élections avec retour périodique à la proportionnelle. Il en a beaucoup été question dans l'après-midi qui le transportait vendredi matin à Madrid en compagnie de MM. Roland Dumas, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy et M. Elisabeth Guigou.

Le ministre des relations avec le Parlement s'était joint à eux à la demande personnelle de M. Mitterrand. M. Jean Popper n'avait pas grand-chose à faire en Espagne, vendredi, mais le chef de l'Etat souhaitait la consulter après avoir rendu hommage, mardi, sur France-Inter, au mode de scrutin mixte (mi-majoritaire, mi-proportionnel) désormais appliqué aux élections municipales à partir de l'une de ses propositions.

Toutefois, à en juger par la moue qu'affichait, vendredi soir, M. Popper avant son retour à Paris, rien n'est encore décidé. Compte tenu de la complexité du sujet, rien n'est exclu non plus. Ni un chamboulement total ni... le statu quo.

ALAIN ROLLAT

Les querelles de courants au PS

### M. Mauroy estime que M. Chevènement est « perdant sur toute la ligne »

M. Pierre Mauroy a répondu, le 24 octobre, aux critiques de MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Popper sur le sort réservé à leurs courants dans la désignation des candidats aux élections régionales. Pour le premier secrétaire du PS, qui s'exprimait dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre de la Défense est « perdant sur toute la ligne ». « Il paraît que le ministre de la Défense, qui est en grave difficulté », a-t-il répondu, « en 1982-1983, a continué M. Mauroy, M. Chevènement n'était pas d'accord avec la politique que je proposais. Il a quitté le gouvernement. Il a eu tort. Pendant la crise du Golfe, ministre de la Défense, il était en désaccord, il est parti ; à nouveau, il a eu tort. Et maintenant, il a encore tort. C'est la troisième fois. Cela fait beaucoup. » Le premier secrétaire a affirmé que, dans la formation des listes de candidats aux élections régionales, M. Chevènement a eu « son compte, pour ce qu'il représente ».

Quant à M. Popper, M. Mauroy a déclaré que, « lui aussi, il a des difficultés ». « Heureusement qu'il est ministre ! », a-t-il ajouté. Mais son courant, c'est quoi ? Les membres du comité directeur et parlementaires estiment que le courant ont publié une déclaration appelant tous ceux qui croient à un nouvel avenir pour le PS à se rassembler.

Dans un amendement au « projet » socialiste

#### M. Quilliot dénonce le rôle de la technocratie

M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, maire démissionnaire de Clermont-Ferrand, et M. André Botton, député des Alpes-de-Haute-Provence, ont déposé un amendement au « projet » socialiste sur le rôle et la place de la technocratie dans notre système politique. Les deux parlementaires estiment que la technocratie s'est constituée, « au travers des institutions de la V<sup>e</sup> République, en un système politique global, exerçant une influence déterminante sur les principaux instruments administratifs, sociaux, économiques et financiers ».

Constatant que le débat est atténué, ils jugent que « la politique se restreint de plus en plus à des débats parcelaires ou conjoncturels, ou à la recherche de la reconnaissance médiatique plus qu'à celle de la reconnaissance sociale ». Cet amendement a reçu la soutien d'une quinzaine de députés socialistes de toutes tendances.

ANDRÉ PASSERON

La préparation des élections régionales dans le Var

### Le PS rejette la tête de liste désignée par M. Tapie

NICE

de notre correspondant régional

Premier accord pour M. Bernard Tapie dans la constitution des listes de la majorité présidentielle en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le député des Bouches-du-Rhône avait désigné, jeudi 24 octobre, comme tête de liste dans le Var M. Marc Egloff, conseiller général (MRG) des Bouches-du-Rhône et adjoint au maire d'Aix-en-Provence (nos dernières éditions du 26 octobre).

Ce choix, si priori surprenant, s'expliquait par le fait que M. Egloff est bien connu dans le département du Var, où il fut, de 1964 à 1979, directeur adjoint des services incendie et de secours avant de rentrer sa carrière à la tête du Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSEC), un orga-

nisme ayant compétence sur quinze départements du Sud-Est.

Dans un communiqué, publié vendredi 25 octobre, la Fédération socialiste du Var a manifesté son « étonnement » au sujet de « la procédure utilisée », en rappelant qu'elle avait désigné, dès le 15 juin, les membres de sa liste, conduite par M. Maurice Janetti, ancien sénateur du Var, et que celle-ci avait été officiellement ratifiée, le 13 octobre, par la convention nationale du PS.

« La désignation unilatérale de M. Egloff nous apporte aucun « plus » et apparaît inopportune », a expliqué M. Barthelemy Mariani, premier secrétaire du PS du Var. Sa personnalité n'est pas en cause mais il n'est pas élu du Var et n'a pas d'autre légitimité que celle que lui a donnée M. Tapie. S'il veut constituer sa liste, qu'il le fasse. Pour notre part, nous maintenons celle qui a été approuvée par les militants et qui a été entérinée au plan national. »

G. P.

Un colloque du Club Vauban sur « la modernité du politique »

### Réformer les institutions pour répondre au déficit démocratique

Depuis sa création, en 1984, par M. Antoine Veil, le Club Vauban tente de révéler parmi les élus les « profondes convergences » qui, « sur les principaux sujets de société, transcendent la ligne de démarcation électorale ». Des consensus sont apparus, en effet, lors du colloque organisé le 24 octobre, à l'Assemblée nationale, sur le thème « la modernité du politique », et notamment celui-ci : pour répondre au déficit démocratique, il faut réformer les institutions.

Tous les intervenants au colloque du Club Vauban, parmi lesquels MM. Jacques Barrot, Alain Carignon, Jean-Pierre Delalande, Jean-François Faure, Yves Galland, Pierre Faure, Henri Nallet, Robert Savy, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi, Dominique Strauss-Kahn, Jacques Taubani, Mitebel Vauzelle et M. Simon Veil, ont constaté « une mollesse de notre société politique » et préconisé pour « une réforme en profondeur de nos institutions ». M. Pierre Avril, professeur de droit, a dénoncé le déséquilibre institutionnel qui existe au détriment du Parlement ainsi que les transferts de droit et de fait, de la souveraineté : avec l'affirmation du rôle du Conseil constitutionnel, « la priorité absolue donnée à l'Etat de droit va à l'encontre de la démocratie, de l'expression populaire ».

M. Avril a plaidé pour une « reparation institutionnelle » du régime, tandis que M. Barrot a préconisé, au contraire, un changement radical. « Je suis pour la V<sup>e</sup> République », a-t-il déclaré, « mais c'est-à-dire pour le régime présidentiel. Actuellement, à-t-il ajouté, nous sommes au temps de la démocratie indéchiffrable. (...) Le seul contre-pouvoir qui existe, face au président, est celui de la rue. » S'inscrivant en faux contre les critiques de droit, M. Jacques Taubani, député (RPR) de Paris, a affirmé : « Il n'y a pas de démocratie sans Etat de droit ni même sans division de l'Etat de droit. »

#### « Sortez un peu »

M. Carignon a remis en cause, lui aussi, le système politique. « La vie publique ne fonctionne plus, a-t-il affirmé, le maire de Grenoble. C'est le cadre d'ensemble qu'il faut modifier. Les hommes sont bons, le système est mauvais. » Selon M. Veil, le changement le plus facile, aujourd'hui, est le passage du régime présidentiel à un régime d'équilibre institutionnel et de secours dans sa logique et dans son évolution, est beaucoup plus présidentiel que parlementaire, a-t-elle souligné.

Les universitaires ont apporté un éclairage différent, dénonçant le « masochisme de la classe politique » et encourageant leur auditoire à s'ouvrir un peu sur l'extérieur. Le système français, selon M. Louis

Favreau, président de l'Association française des constitutionnalistes, « marche plutôt bien par rapport à [ceux de] l'étranger ».

Aussi M. Georges Vedel a-t-il lancé cette exhortation : « Sortez un peu à l'extérieur ! » Pour M. Olivier Duhamel, « la révision radicale est inutile et impossible ». « C'est un choc illusoire, a-t-il assuré. Le révisionnisme radical n'a été de tout temps, en France, le refuge des politiciens. » Il a reconnu, néanmoins, qu'un consensus est en train de se dessiner sur certaines réformes constitutionnelles d'empêcher, notamment la réduction du mandat présidentiel à cinq ans.

Outre le débat sur les institutions, l'interrogation a porté aussi sur la société française : « Est-il possible de la réformer ? » « Comment expliquer que 41 % des Français jugent la politique comme étant une activité peu honorable ? » Selon M. Pascal Perrineau, nous sommes en pleine « crise d'adaptation, de transition. La société a changé, le système politique n'a pas changé au même rythme. »

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur, et M. Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val-d'Oise, estiment que la société est « triale » : il y a ceux qui sont dans le coup, ceux qui galèrent et ceux qui sont exclus. » Pour M. Strauss-Kahn, nous nous occupons de « ne pas nous occuper uniquement des plus démunis » et de « faire une politique en faveur de ce groupe central, celui des classes moyennes ».

A l'occasion de son congrès annuel

### Le RPR veut affirmer son unité et sa combativité

Le congrès du RPR, qui a ouvert ses travaux samedi 26 octobre à Paris, n'a pas statué sur l'objet de désigner ou de renouveler les dirigeants du mouvement, tâche qui revient aux Assises nationales, réunies tous les trois ans.

Le congrès, qui siège tous les ans sur un ordre du jour fixé par le conseil national, doit approuver le « projet » du RPR présenté sous le titre : « La France en mouvement ; rassembler pour changer ». Ce texte d'une centaine de pages, accompagné de dix solutions concrètes sur « les problèmes qui préoccupent le plus les Français » (le Monde du 23 octobre), constitue en réalité la contribution du RPR à un futur programme de gouvernement de l'opposition tout entière. En le présentant dès maintenant, M. Chirac et ses amis ont d'abord voulu montrer que leur parti possédait déjà un projet complètement élaboré, prêt à l'usage, mais toujours susceptible de s'intégrer dans un ensemble de propositions que présentera l'Union pour la France au printemps prochain.

L'élaboration de ce texte a tenu compte des conclusions communes déjà tirées par les états généraux de l'opposition pour les matières que ceux-ci ont traitées. Il en reste cependant d'autres qui n'ont pas

encore été abordées, comme la politique européenne. Le projet a été préparé par une consultation des fédérations entreprises au printemps dernier. Celles-ci ont envoyé des contributions qui représentent environ neuf cents pages. La synthèse a été faite par des groupes de travail.

La première journée du congrès devait être occupée par les travaux de trois commissions, consacrées respectivement à l'unité du RPR, à la vie des Français et à l'ambition de la France. Mais les membres du comité directeur et parlementaires ont estimé que le courant ont publié une déclaration appelant tous ceux qui croient à un nouvel avenir pour le PS à se rassembler.

M. Chirac devait notamment demander une modification des institutions, comme il l'a exposé dans le Monde du 24 octobre, et M. Balladur se démarquer nettement de la politique économique de M. Bérégovoy. Ce souci d'éviter toute confusion avec le gouvernement en matière économique se reflète encore dans d'autres domaines, notamment dans celui de l'immigration, pour lequel le RPR veut tenter de récupérer ou de détourner à son profit les séductions que les idées véhiculées par l'extrême droite exercent sur son électorat.

■ **Racification.** - Dans notre compte rendu d'une réunion du PCF à Lyon (le Monde du 26 octobre), une erreur de transmission nous a fait écrire que des militants reprochaient à M. Charles Fiterman de glisser vers le « socialisme démocratique ». Il fallait lire : vers la « social-démocratie ».



## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Solidarité avec les anciens combattants d'Afrique du Nord

La question des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée a dominé, vendredi 25 octobre, l'examen du budget du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

M. Louis Mezardieu est un ministre que l'opposition ménage volontiers. Se faisant le porte-parole de ses amis politiques, M. François Rochelandet (UDC, Loire) a admis que la nomination de M. Mezardieu à la tête du secrétariat d'Etat aux anciens combattants avait « changé le climat ». « Le dialogue avec les associations d'anciens combattants, a-t-il précisé, a été renoué ».

Mais l'indulgence pour le ministre d'a gauche valait pour les comptes que celui-ci a présentés au point que, privé de majorité, il a dû en réserver le vote. Le fonds de solidarité destiné aux anciens combattants d'Afrique du Nord âgés de plus de cinquante ans et confrontés au chômage de longue durée fut parmi les dispositions les plus vivement discutées. Ce fonds a bénéficié d'une rallonge de 100 millions de francs provenant de l'évolution supplémentaire de 150 millions débloquée, jeudi 24 octobre, par le premier ministre. Mais les députés de droite et du PC ont estimé que l'enjeu, pour

cette catégorie d'anciens combattants, n'était autre aujourd'hui que l'octroi d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans. M. Christian Cabat (RPR, Loire) n'a pas manqué d'établir un parallèle avec les promesses présidentielles aux agriculteurs.

L'autre motif d'inquiétude dans ce budget, dont le montant de 26,9 milliards de francs accuse une baisse de 1,08 % par rapport à 1991, est la réorganisation des services administratifs se traduisant par une suppression de quatre cents emplois. « Le fonctionnement du secrétariat d'Etat et de l'Office national des anciens combattants (ONAC) en souffrira », a jugé M. Daniel Le Menn (PC, Aisne). D'une même voix, MM. Jean Lurain (PS, Moselle) et Jean Brocard (UDF, Haute-Savoie) ont aussi exprimé, sur ce sujet, leur « préoccupation » et leur « inquiétude ».

M. Mezardieu dut enfin s'expliquer sur la baisse des crédits de fonctionnement affectés à la « politique de la mémoire », c'est-à-dire les cérémonies nationales et la documentation historique. Dans un vibrant plaidoyer, il s'est engagé à tout mettre en œuvre pour mener à bien la « politique de la mémoire » et à multiplier les initiatives afin que « le socle des valeurs fondamentales de la République ne soit pas remis en cause ».

F. B.

## Bataille de chiffres sur le logement social

L'examen de la partie « urbanisme et logement » du budget du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a donné lieu, vendredi 25 octobre, à une bataille de chiffres entre le gouvernement et l'opposition sur la portée du soutien au logement social.

Construire trois cent mille logements par an : telle est l'ambition que poursuit M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, afin de répondre en partie aux besoins du pays, estimés par l'INSEE à trois cent vingt mille logements neufs par an.

A lui seul, espèrent-ils, ce projet de budget devrait, à travers un dispositif d'incitations à l'investissement, permettre la construction de vingt mille à trente mille logements supplémentaires dans les dix-huit mois. « La France, avec 5,5 logements pour mille habitants, continue à construire largement plus, exception faite de la Hollande, que les autres pays européens », a souligné M. Debarge.

Dans ce cadre général, si les crédits affectés au logement d'un montant de 54,3 milliards de francs subissent une baisse de 9,53 % par rapport à 1991, le gouvernement a cherché à privilégier le « secteur locatif social ». Ainsi le soutien aux prêts locatifs aidés (PLA) devrait-il porter sur quatre-vingt mille logements supplémentaires, soit cinq mille de plus que les années précédentes.

Se permettant au passage « une petite remarque polémique », M. Quilès a rappelé que le gouvernement de M. Jacques Chirac n'avait prévu, en 1988, que cinquante-cinq mille prêts locatifs aidés. En outre, deux cent mille logements sociaux seront rénovés, conformément aux engagements du président de la République de réhabiliter un million de logements en cinq ans.

A chacun ses chiffres. Ceux dont dispose l'opposition ne sont pas moins éloquentes. En recourant à d'autres indicateurs, tels les prêts d'accession à la propriété (PAP) et les aides personnelles au logement (APL), M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) aboutit à la conclusion suivante : « Sur l'ensemble du secteur social aidé, les chiffres sont édifiants : trois cent vingt et un mille logements en 1979, cent vingt-cinq mille à présent. Voilà ce qu'il faut dire pour rester fidèle à l'honnêteté ! » De son côté, M. Jean Tibéri (RPR, Paris) a cherché à relativiser les mesures gouvernementales visant à stimuler la construction privée. « Vous accordez des dégrèvements, a-t-il expliqué, mais, en même temps, vous créez un impôt, la « participation à la diversité de l'habitat » dont le montant risque d'être supérieur aux aides nouvelles ».

Faute de majorité, le vote de ces crédits a été réservé. Toutefois, les députés ont voté à l'unanimité l'article 86 du projet de loi de finances, relatif à la circonstance, relative à l'allocation de logement social, jusqu'à présent, cette allocation de logement social (ALS), attribuée sous certaines conditions de ressources, ne bénéficiait qu'aux ménages résidant en Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer. Elle sera désormais étendue à tous les ménages résidant dans des agglomérations de plus de cent mille habitants, ce qui représentera cent cinquante-dix mille bénéficiaires de plus - en attendant sa généralisation, en janvier 1993, à l'ensemble du territoire. **FREDERIC BOBIN**

Une majorité de Français favorable à un mandat présidentiel de cinq ans. - Selon un sondage IPSOS publié dans l'hebdomadaire *Le Point* (daté 25 octobre-1<sup>er</sup> novembre), 75 % des Français sont « très » ou « assez » favorables à la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel et, parmi ceux-ci, 76 % pensent que, si une telle réforme était votée, M. Mitterrand devrait se faire élire à lui-même.

Le premier des sondages réalisés en 1993 (sondage réalisé par téléphone les 17 et 18 octobre auprès d'un échantillon national de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus).

Le premier satellite américain de télévision directe. - Le premier satellite américain de télévision directe, DIRECTV, de Hughes Communications Inc., sera mis sur orbite en décembre 1993 par une fusée Ariane-4. La signature du contrat de lancement a eu lieu jeudi 24 octobre à Washington, annonce dans un communiqué la société ArianeSpace, chargée de la commercialisation de la fusée européenne. DIRECTV offrira aux Américains équipés de petites antennes de réception de 45 cm de diamètre un large choix de programmes : information, sports, variétés, cinéma.

## MOTS CROISÉS

## COMMUNICATION

Les dix ans de la FM

## M. Georges Kiejman prépare une réforme de la loi sur l'audiovisuel

M. François Mitterrand, président de la République, a ouvert vendredi 25 septembre à Paris le colloque « Vive la radio », destiné à célébrer les dix ans de la FM. « Sans la radio, la démocratie serait muette », a déclaré d'emblée le chef de l'Etat, rendant ainsi hommage à un secteur en pleine mutation et à l'essor auquel il a grandement contribué dès son arrivée au pouvoir en 1981. Ce colloque a surtout représenté une tribune pour les radios périphériques : elles commencent à faire pression sur un ministère de la communication qui prépare une réforme de la loi de 1986 sur l'audiovisuel, et notamment de son chapitre sur les concentrations.

« Enthousiasme et désordre » : c'est en ces termes que M. Michel Costa, directeur de l'information de TF1 et ancienne présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a décrit au cours du colloque « Vive la radio », vendredi 25 et samedi 26 octobre à Paris, le paysage radiophonique du début des années 80. En 1991, l'enthousiasme ne s'est pas tari, mais le désordre n'a pas disparu.

En dix ans, le paysage radiophonique a connu une révolution qui a fait basculer définitivement les auditeurs du côté de la FM, vu l'apparition de nouvelles entreprises et de nouveaux réseaux, lesquels ont mis à mal l'assise des radios périphériques. D'où un certain nombre de revendications pour un réajustement de la loi sur l'audiovisuel.

Malgré leurs intérêts souvent divergents, les radios privées sont parties à l'assaut de la loi sur l'audiovisuel de 1986, et notamment de son chapitre sur les concentrations : une radio ne peut posséder plus d'un réseau national (30 millions d'auditeurs potentiels). Le ministère de la communication a entrepris une vaste consultation qui devrait déboucher sur une

modification de la loi sur l'audiovisuel au printemps prochain.

Profitant des « dix ans de la FM », les radios les plus anciennes en ont profité pour exprimer leur mécontentement sur un certain nombre de points clés. Ainsi RTL et Europe 1 se sont associées, vendredi 25 octobre, pour une émission commune dans le but de protester contre le nombre insuffisant de fréquences FM qui leur sont attribuées. Comme les auditeurs sont de moins en moins sur les ondes longues et de plus en plus sur la FM - en 1990, 59 % des auditeurs écoutaient la FM contre 38 % les années précédentes - les deux radios périphériques s'inquiètent d'être écartées de certaines portions du territoire.

## Couvrir tout le territoire

A l'instar de Radio-France, qui se voit fréquemment reprocher le nombre élevé de ses fréquences, elles demandent donc depuis 1990 de pouvoir couvrir tout le territoire. Même chose pour Radio-Monte-Carlo (RMC), Cantonnée au sud de la France, cette radio périphérique souhaite pouvoir s'étendre à tout l'Hexagone. Dans un livre blanc qui sera prochainement rendu public, M. Jean-Noël Tasse, directeur général de RMC et président du Syndicat des radios généralistes, demande en outre que l'attribution des fréquences se fasse sur appel d'offres et que leur durée d'attribution passe de cinq à dix ans.

Exigences qui n'ont pour l'instant pas l'heur de plaire au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), qui se fait l'avocat de la diversité. M. Jacques Rigaut, PDG de RTL, s'est en outre inquiété d'une résurgence du « dirigisme ». Prenant à parti M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, qu'il soupçonne de vouloir imposer des quotas de chansons françaises sur les ondes, il a affirmé que ces quotas étaient un « cancer qui rongerait la liberté ».

Un débat déjà vif, mais qui risque de s'intensifier au fur et à mesure que le ministère de la communication précisera sa volonté de réforme.

Y. M.

o Mort du créateur de la série télévisée *Star Trek*. - Gene Roddenberry, le créateur de la série télévisée *Star Trek*, est mort d'une crise cardiaque, jeudi 24 octobre, à l'âge de soixante-dix ans, à Santa Monica (Californie). Le premier des soixante-dix-neuf épisodes de *Star Trek* - tous réalisés par Paramount Pictures - avait été diffusé le 18 septembre 1966 par le réseau NBC. A la fin de sa diffusion en 1969, ce feuilleton de science-fiction était devenu un véritable phénomène, avec sa ligne de produits dérivés (livres, jeux, vêtements) et ses clubs de fans (*trekkers*). Une nouvelle série a été tournée en 1987.

## LIVRES POLITIQUES

A U soir de sa vie, un homme politique se penche sur son passé. Né au début du siècle, il a vu succéder la Troisième République dans le désastre de la seconde guerre mondiale et la Quatrième sous la menace d'une guerre civile. Il a contribué à l'installation de la Cinquième, qui n'a pas exactement répondu à ses espoirs. Pendant ce temps, il a rempli toutes sortes de mandats locaux, nationaux, internationaux. Il s'agit d'un des principaux courants politiques du pays. On devine qu'il a des choses à dire.

Dans cette longue et riche expérience, Pierre Pflimlin privilégie la dimension qui fut et qui reste la plus tournée vers l'avenir : l'histoire de son ouvrage : *Mémoires d'un Européen*. Cependant, ses souvenirs les plus instructifs, pour ses lecteurs, ont trait au passage de la Quatrième à la Cinquième République et aux débuts de celle-ci. S'il les fait revivre, ce n'est point pour en tirer gloire ni pour régler des comptes, mais pour apporter sa contribution « à la recherche sur l'histoire de ce demi-siècle ». L'ambition est modeste, le témoignage précieux.

Engagé dans l'action politique, aux fonctions les plus hautes et à des moments-clés, Pierre Pflimlin a su garder la distance, et parfois la mettre, avec son rôle public. Il a été pleinement engagé dans la carrière sans s'y identifier totalement, au risque de ne pas toujours répondre à ce que l'on attendait de lui, de ne pas se couler dans la stature que son parcours, son personnage, son éloquence et certaines de ses prises de position, lui désignaient et semblaient lui destiner. Il y a une part de mystère dans la politique, comme dans toute aventure humaine, et une plus grande part encore de hasard et de malentendus. Ceux qui s'y lancent ne sont pas soumis qu'aux ballottages électoraux. Il est arrivé à Pierre Pflimlin, pria dans la tourmente, ce qu'il est advenu à d'autres hommes politiques dont la juste des vues, la fermeté des engagements, ne furent pas en phase avec les nécessités immédiates de l'histoire. Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut avoir raison au bon moment.

Ainsi, en mai 1958, à l'un des moments de cette douloureuse gestation qui conduisit les Français à se résigner à la perte de leur empire colonial, au plus fort de la plus grave crise politique de la Quatrième République, Pierre Pflimlin est appelé à prendre la direction du gouvernement. La nouvelle président du conseil avait la réputation d'un démocrate-chrétien professant des vues libérales sur la question algérienne, ce qui n'était pas le cas de tous ses amis. Libéraux, c'est-à-dire ouvertes à une éven-

## Un Européen dans la tourmente nationale

tuelle évolution, à terme, du statut des départements français d'Algérie, que d'autres voulaient conserver tels quels dans la République.

Pierre Pflimlin n'était ni un prophète de l'émancipation des peuples colonisés ni un bradeur de l'empire : il essayait, avec prudence, précautionneusement, de préparer l'avenir, ce qui est le minimum à attendre de la responsabilité politique. Mais quand, sur fond de frustration et de crispation conservatrice, la passion s'en mêle, le moindre leur de lucidité, la plus modeste innovation, s'interprètent comme des signes de faiblesse ou de trahison. En réalité, on prêtait à Pierre Pflimlin plus que ce qu'il disait touchant l'Algérie, en ce sens qu'à ses yeux l'urgence était ailleurs. Il donnait la priorité à la réforme de l'Etat, aux moyens de gouverner plus qu'à l'action gouvernementale à entreprendre, tant le fonctionnement de la Quatrième République lui paraissait inadéquat aux tâches à remplir.

Pierre Pflimlin voyait juste et il fut de ceux qui demandaient des modifications constitutionnelles, dont la suite montra qu'elles anticipaient le régime de la Cinquième République. L'histoire lui rend justice sur ce point, mais elle a enregistré aussi qu'il se préoccupait des moyens de prévenir l'incendie alors que le feu était déjà dans la maison. De ce décalage historique avec la réalité, il n'était ni le seul ni le plus responsable. La paradoxe est qu'il en fut la victime parce qu'il se trouvait le dernier détenteur d'un pouvoir à bout de souffle, alors qu'il se comptait parmi ceux qui jugeaient le système politique de l'époque avec le plus de lucidité et la question algérienne avec le moins d'aveuglement.

S'agissant de l'Algérie, le plus grand dirigeant de l'époque préconisait, dans la meilleure des cas, la temporisation là où il eût fallu de l'audace et du courage. Pierre Pflimlin raconte que Robert Lacoste, socialiste à poigne - dont Guy Mollet, leader du parti, se demandait s'il était socialiste - lui confiait en 1957, alors qu'il avait en charge l'administration et la pacification de cette colonie : « Il se peut que l'Algérie devienne indépendante mais notre rôle d'homme politique est de faire en sorte que cela n'arrive pas prématurément, que des transitions soient assurées. » Il serait trop facile, après coup, de

jurer avec condescendance les acteurs de la Quatrième République. Ceux de la Cinquième, y compris le plus prestigieux d'entre eux, qui ne manquaient pas de lucidité, ont, tout au long, poind à la tâche, avec les mêmes ambitions.

Il serait trop facile aussi d'accuser les hommes politiques en général, comme cela se produit actuellement, car ils ne sont pas seuls à façonner l'esprit public. Pierre Pflimlin qui, toujours en 1957, craignait, la guerre se prolongeant, un retournement de l'opinion, nous comme un fait naturel que la « bonne tenue » de celle-ci en faveur de l'action militaire s'expliquait alors par l'optimisme officiel entretenu par la plus grande partie de la presse. Les médias faisaient bien d'entretenir leur mémoire, au cas où les concerne, lorsqu'ils s'érigent en juges.

A l'instar des autres caciques de la Quatrième, qui bien souvent l'avaient précédé, Pierre Pflimlin s'est, sous la pression des cadres de l'armée d'Algérie et de la population européenne de ces départements, rangé sous l'autorité du général de Gaulle en mai 1958. Tous ont contribué à l'élaboration d'un nouveau régime dans lequel le leader alsacien aurait pu, à l'évidence, retrouver d'aussi grandes responsabilités que dans le précédent. De Gaulle, « le seul grand homme » qu'il ait rencontré dans sa vie publique, lui en fait miroiter la possibilité à plusieurs reprises. Mais, si fortes qu'ait été les affinités et l'estime réciproques des deux protagonistes, leur collaboration s'est tournée court.

Elle a échappé d'abord sur le désir de Pierre Pflimlin de prendre du champ, ensuite sur deux désaccords : l'un portant sur l'orientation présidentielle du régime, auquel l'ancien maire de Strasbourg voulait préserver sa vocation parlementaire et l'autonomie du gouvernement ; l'autre, plus décisif, sur l'Europe. Européen d'avant la guerre, conforté dans ses convictions après le conflit, Pierre Pflimlin s'inscrit dans le sillage des pères fondateurs (Monnet, Schuman, Adenauer, De Gasperi) en faveur d'une entité supranationale. Il estime que l'attachement gaulliste à l'Etat-nation a retardé la construction européenne.

L'histoire, comme on dit, tranchera. En attendant, elle dispose du témoignage d'un acteur du premier plan, interlocuteur apprécié du général de Gaulle, qui livre des informations inédites et apporte un éclairage personnel sur la manière dont est née la Cinquième République et dont elle a évolué dans l'esprit de son fondateur.

► *Mémoires d'un Européen, de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République*, de Pierre Pflimlin. Fayard. 321 pages, 150 F.

ANDRÉ LAURENS

Une ame de







## HEURES LOCALES

## RÉPÈRES

## AQUITAINE

## Inquiétude pour le développement du pays basque espagnol

LES régions atlantiques du nord-ouest de l'Espagne, les plus proches voisines de l'Aquitaine, sont les oubliées de l'investissement étranger. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine qui s'inquiète du « non-développement, voire de l'appauvrissement » de régions avec qui l'Aquitaine a choisi de collaborer dans le cadre notamment de l'Association du Sud-Europe atlantique.

En 1990, les investissements directs étrangers en Espagne ont atteint 1 829,6 milliards de pesetas, soit 47 % de plus qu'en 1989, année qui avait elle-même enregistré une hausse de 43 %. Mais sur les 24 milliards de francs investis par la France, les dix-sept régions espagnoles n'ont pas bénéficié de la même manne. Madrid, la capitale, draine à elle seule 46 % des capitaux, et la Catalogne 30 %. L'Andalousie et l'Euskadi font pâle figure avec respectivement 5,5 % et 2,8 %.

Réunies, la Cantabrie, les Asturies, la Galice et l'Euskadi ne drainent que 4 % des investissements étrangers. « Le Pays basque espagnol est en train de passer à côté du boom économique », constate la chambre régionale de commerce et d'industrie, qui pronostique une marginalisation accrue de la corniche cantabrique et du nord-ouest de l'Espagne. Selon la CRCI d'Aquitaine, ces déséquilibres ne présagent rien de bon et constituent « un facteur d'affaiblissement de l'ensemble de la façade atlantique européenne ».

## HAUTE-NORMANDIE

## Le Tréport refait à neuf

EN pleine application du plan Mellick de réduction de la flotille de pêche française, la ville du Tréport, en Seine-Maritime, vient d'inaugurer son nouveau port. D'un coût de 71 millions de francs (MF), cet équipement entièrement financé par le conseil général va permettre l'accueil dans des conditions satisfaisantes des cinquante-huit bateaux qui y débarquent régulièrement leur pêche.

Un bassin à flot (avec un niveau constant de l'eau) a été creusé spécialement pour eux, ce qui a nécessité la construction d'une digue et d'une échelle à poissons pour les truites de mer et saumons qui remontent la rivière à Hesle. Jusqu'à présent les pêcheurs utilisaient le bassin de commerce qui bénéficie aussi d'un programme de refonte d'une valeur de 30 MF.

La rénovation du port du Tréport, classé port départemental de Seine-Maritime avec Écamp (Dieppe) étant un port d'intérêt national, Le Havre et Rouen, ports autonomes, revêt un caractère très particulier puisqu'il se situe à l'extrême limite septentrionale de la Haute-Normandie, une partie des équipements se trouvant même dans la Somme sur le territoire de la commune de Merles-Bains. En Seine-Maritime, on ne craint donc pas d'affirmer qu'un département normand prend intégralement à sa charge le seul port de commerce de Picardie.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Palavas retrouve son passé

PALAVAS n'avait qu'un seul monument historique, la Redoute, une petite tour de 12 mètres sur 12, datant du treizième siècle et invisible aux yeux du public. La Redoute avait en effet vu ses créneaux rasés, et l'on avait construit autour d'elle l'immense château d'eau qui trône sur la ville. Le maire, M. Christian Jossien, a donc entrepris de le sortir de cet écrieu peu reluisant en le démontant pierre à pierre pour la reconstruire hors de l'agglomération, sur l'étang du Levant.

Une quarantaine de compagnons du devoir se sont rendus à Palavas afin de réaliser pour les pierres manquantes des blocs à l'ancienne. Ils ont travaillé en public, dans les arènes, avec l'aide de trente chômeurs recrutés pour l'occasion par la municipalité. En collaboration avec l'Association régionale paritaire pour la formation continue dans le BTP, ces jeunes ont pu ainsi suivre un stage pratique de trois semaines d'apprenti-tailleur de pierre. Une douzaine d'entre eux doivent être sélectionnés pour participer à la reconstruction de la tour, qui devrait être achevée pour le 14 juillet 1992.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants Etienne Banzet (Rouen), Ginette de Matha (Bordeaux) et Jacques Monin (Montpellier).

## Construction : retour à la rigueur

À Paris, comme dans d'autres grandes villes de France, la pratique des dérogations aux règles de l'urbanisme est condamnée par le Conseil d'Etat

DEPUIS le 7 octobre, un projet de modification du POS de Paris est mis à l'enquête publique dans les mairies des vingt arrondissements de Paris. Les Parisiens ont jusqu'au 9 novembre pour faire connaître leurs observations. Cette consultation inhabituelle est la conséquence d'une série de décisions du Conseil d'Etat d'abord, puis du tribunal administratif de la capitale, annulant plusieurs permis de construire et provoquant l'inquiétude chez les promoteurs (le Monde du 12 août 1991).

Saisis par des particuliers qui s'étonnaient de la hauteur de certains immeubles, les juges ont estimé que l'article du POS sur lequel les services de la mairie s'étaient appuyés pour autoriser les constructeurs à dépasser le nombre de mètres carrés normalement prévu par l'application du coefficient d'occupation des sols était trop vague.

Les dépassements de COS, ou surdensité, motivés par la simple invocation d'une raison architecturale, étaient devenus monnaie courante. Les juridictions administratives ont voulu donner un coup d'arrêt à ce laxisme qui est loin d'être innocent. D'une part, il entraîne l'édification d'immeubles de plus en plus élevés qui masquent l'horizon et la lumière à des centaines de citoyens mécontents, d'autre part, il est fort rémunérateur pour les promoteurs et pour les municipalités qui touchent une taxe de surdensité pour chaque mètre carré supplémentaire. Ainsi les dépassements de COS accordés par la Ville de Paris en 1989 lui ont rapporté 1,169 milliard de francs. En donnant tort aux services muni-

cipaux, les juges administratifs les ont contraints à faire une nouvelle rédaction plus précise de l'article du POS sur lequel ils s'appuyaient jusqu'ici. La Ville de Paris est la première à se mettre en règle. C'est cette modification - en l'occurrence celle de l'article U15 - qui est soumise à l'appréciation des citoyens. Aux quelques lignes assez succinctes d'autrefois, les services municipaux proposent de substituer un texte extrêmement détaillé, qui ne couvre pas moins de quatorze pages. Désormais les promoteurs ne pourront obtenir à Paris des mètres carrés dépassant ceux prévus par le COS que dans sept cas précisément énumérés. Il faudra que leur immeuble assure « un front bâti cohérent » et masque les murs-pignons des bâtiments déjà construits de part et d'autre. Autrement dit, il devra remplir ce qu'on appelle en urbanisme une « dent creuse ».

## Un grand remue-ménage

Pour les terrains se trouvant à l'angle de deux rues, les volumes devront « s'harmoniser avec les constructions voisines ». Des dépassements pourront être également autorisés s'ils améliorent l'accessibilité et la sécurité des immeubles, par exemple dans le cas de l'adjonction d'un ascenseur à un bâtiment qui n'en possédait pas, si des commerces sont prévus au rez-de-chaussée, s'il s'agit de fermer une loggia sur une HLM en réhabilitation, ou encore si le projet comporte un équipement public. Enfin, quel qu'en soit le motif, les surdensités seront limitées à un certain nombre de mètres carrés. Il est probable que, ainsi encadrées, les autorisa-

tions de dépassement de COS vont se faire plus rares à Paris. Cela ne va pas manquer de chagriner nombre de promoteurs et de diminuer les recettes de la Ville. Autre conséquence : toutes les villes de France dont le POS comporte un article 15 aussi vague que l'était celui de la capitale vont devoir se mettre au diapason. C'est en prévision de cette vague de modifications que le ministère de l'équipement va, dans les semaines qui viennent et après avoir sans doute demandé l'avis du Conseil d'Etat, expédier des instructions aux préfets. Ceux-ci devront rappeler un certain nombre de principes aux municipalités qui vont modifier leur POS. Les dépassements de COS ne sont nullement laissés au bon plaisir des maires mais doivent obéir à des règles précises. Ils doivent être plafonnés soit en mètres carrés, soit en volume. Ils ne peuvent être motivés que par des raisons d'architecture, d'urbanisme ou d'amélioration d'un service public, et sûrement pas par la nécessité d'alimenter le budget communal au moyen de la taxe de surdensité.

Ce grand remue-ménage et ce retour à la rigueur provoqués par un arrêt du Conseil d'Etat ne sont pas les premiers du genre. Déjà, en 1973, une décision historique de la Haute Juridiction - elle concernait alors la ville de Limoges - avait stoppé la pratique des dérogations systématiques aux règles de la construction. Une nouvelle fois les juges administratifs complètent donc le code de l'urbanisme, le rendant plus contraignant et, en somme, ils rappellent tous les responsables de la construction à la raison.

MARC AMBROISE-RENDU

amicales de locataires, actifs pour la réalisation du programme de DSO (Développement social de quartier). « Nous sommes là, dit une religieuse, pour entendre les cris, les rires, les larmes de toute une cité. » Accusés d'avoir raté les grands rendez-vous de l'urbanisation et du développement universitaires et scientifiques de la région parisienne, les évêques souhaitent prendre à temps la mesure des projets futurs, comme celui de Roissy-2, de Seine-Amont dans le Val-de-Marne, de l'extension de la Défense. « Le développement se fait là. Il faut y être », martèle Mgr Deroubaix, évêque de Saint-Denis. Conscients du retard pris en vingt-cinq ans, ils veulent « sortir des cadres d'Église », encourager toutes les formes de proposition, voire de contestation, au nom d'une certaine idée de l'homme dans la ville.

HENRI TINCO

(2) La construction de la cathédrale d'Evry commencera cependant avec six mois de retard par rapport au calendrier prévu, compte tenu de difficultés de financement.

## Une église à la Défense

« On ne construit pas à la Défense comme dans un champ de batailles » : le Père Francis Durieux, vicaire général du diocèse de Nanterre, illustre par l'analogie le bras-de-fer qui l'oppose - pacifiquement - à l'établissement public de la Défense. Un accord de principe existe pour la construction d'une église sur le parvis. Ouvert en 1977, le relais Jean-XIII - 150 mètres carrés au pied des tours Atlantique et Crédit Lyonnais - n'est plus adapté à la taille prise

par le centre d'affaires, de congrès et de tourisme, surtout depuis la construction de l'Arche et avant le projet d'extension de la Défense vers l'ouest.

A l'emplacement actuel du relais Jean-XIII, sur trois étages, le projet d'église Notre-Dame de Pentecôte est ambitieux. Il porte sur 1 600 mètres carrés, soit « la surface de deux tours de la première génération », dit-on à l'établissement public. Les négociations se poursuivent, avant que les architectes ne se mettent au travail.

## BIBLIOGRAPHIE

## L'Europe communautaire et les régions

ENARQUE, diplomate de carrière, présentement en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, M. Yves Doutriaux a une faculté rare à Bruxelles : il peut se mettre dans la tête que le jargon des eurocrates, leurs sigles obscurs, leurs concepts, ne font pas encore partie de la culture générale. Son langage pédagogique, son esprit clair, lui ont permis d'écrire un petit ouvrage : *La Politique régionale de la CEE*, qui - sans être plus hilarant que le sujet lui-même - sera une lecture facile et profitable pour tout élu, tout responsable local désireux de s'instruire sur la politique communautaire à l'égard des régions.

Comment est-on « éligible » au FEDER, au FEAGA et autres « fonds structurels » ? Comment profiter de

« programme ENVIREG » ou « INTERREG » ? A quoi se reconnaît-on comme « une région industrielle en déclin », ou « une région ultra-périphérique » ? Le livre apporte quelques-unes des réponses essentielles pour qui a médité sur ces chiffres : 420 milliards de francs sont prévus pour l'aide communautaire aux régions sur la période 1989-1993 et 42 % des ressortissants des Douze y ont droit à un titre ou à un autre. Encore faut-il connaître les moyens de s'attirer la manne quand on est nn de ces conseils régionaux avec lesquels la Commission de Bruxelles souhaite développer le « partenariat », parfois - dans le cas du « transfrontalier » - par-dessus la tête des Etats.

« D'une certaine manière, les fonds structurels sont appelés à compenser

l'image parfois négative véhiculée dans les régions par les contraintes nées de la réforme de la politique agricole commune », écrit diplomatiquement M. Yves Doutriaux. Il est bien placé pour avoir cette 1993 risque d'être moins faste pour nos entités locales, parce qu'il faudra bien prendre quelque part, dans le budget communautaire, tout l'argent nécessaire à l'Est, à commencer par l'ancienne RDA. Raison de plus pour ne pas perdre de temps, comme l'ont compris quelques régions françaises aussi actives que les Länder allemands dans le lobbying bruxellois.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

► *La Politique régionale de la CEE*, par Yves Doutriaux, 123 p., Presses universitaires de France, collection Que sais-je ?

## La décentralisation méconnue

LES Français ont-ils oublié leurs leçons d'instruction civique ? Tel est la question qui vient à l'esprit à la lecture du sondage publié par l'hebdomadaire la Gazette des communes dans son numéro daté du 21 octobre. (1). A quelques mois des élections régionales, on découvre ainsi que seulement 15 % des personnes interrogées savent comment sont élus les conseillers régionaux. Pour les élections cantonales, le niveau de connaissance est un peu plus élevé puisque 31 % connaissent l'existence des cantons.

La décentralisation a profité aux départements et aux régions, estime 49 % des sondés, même s'ils sont 21 % à penser que les préfets ont plus de pouvoir grâce aux lois de 1972 et 1982. Comme l'écrit la Gazette, « la décentralisation mériterait encore quelques explications. Ces réponses devraient conduire les responsables politiques à être plus pédagogues ».

(1) Sondage réalisé par CSA et la Gazette, du 27 septembre au 3 octobre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

## BLOC-NOTES

## AGENDA

► **Technologies et développement régional.** - Un atelier sur le rôle des technologies dans le développement régional est organisé, mardi 29 octobre, au cours des quatrièmes Journées internationales d'Intellim (convention interprofessionnelle européenne de l'immobilier intelligent et des technologies) qui auront lieu au Palais des congrès à Strasbourg.

► **Réseaux.** 21, rue Rollin, 75005 Paris. Tél. : 43-29-15-31.

► **Intérêt social.** - La Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales organise un colloque sur l'intérêt social du personnel et les perspectives du nouveau régime indemnitaire, mercredi 30 octobre, à Paris.

► **Renseignements au** (16-1) 42-56-39-70.

► **Congrès de l'Union des conseillers généraux de France.** - Le système congrès national de l'Union des conseillers généraux de France, qui aura lieu à Colmar les mercredi 30 et jeudi 31 octobre, doit évoquer les questions du statut de l'élu local, de l'aménagement du territoire et de l'espace rural et de l'avenir des départements.

► **Union des conseillers généraux de France.** 109, boulevard d'Alsaceville, 54041 Nancy Cedex. Tél. : 83-28-52-79.

## PUBLICATIONS

► **Cartes thématiques.** - Le service technique de l'urbanisme du ministère de l'équipement et du logement édite le premier ouvrage qui présente les cartes générales et thématiques sur les caractéristiques physiques d'un site, le milieu naturel ou l'occupation humaine. Ces cartes représentent une source d'information indispensable à toute étude d'environnement et d'aménagement.

► 176 pages, 320 francs. A commander au STU, Arche de la Défense, 92065 Paris la Défense Cedex 04. Tél. : 40-81-15-82.

► **Culture et ruralité.** - Les Editions municipales viennent de faire paraître un ouvrage intitulé *Animation culturelle en milieu rural*, qui présente les pratiques culturelles (mouvement associatif, ministères, collectivités) ainsi que les pratiques culturelles des ruraux, et notamment la lecture publique.

► 214 p., 190 F, 4 rue du Bou-

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

## « LE MONDE »/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

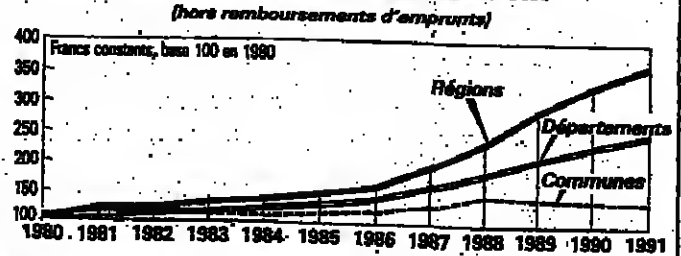
Chaque mois le Crédit local de France présente un thème destiné à éclairer l'évolution des finances locales.

## Les dépenses d'investissement

LES dépenses d'investissement des collectivités locales comprennent essentiellement les dépenses d'équipement (travaux et acquisitions réalisés en direct), les subventions d'investissement versées et les remboursements d'emprunts : environ 60 %, contre quelque 25 % pour les communes et plus de 30 % pour les départements. Cependant, le poids relatif des dépenses d'investissement communales (hors remboursements d'emprunts) est plus élevé, avec près de 95 milliards de francs en 1991, contre 87 milliards pour les départements et environ 30 milliards pour les régions.

Depuis 1980, les dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts) des communes, départements et régions ont augmenté, en moyenne annuelle et en francs constants, de 5,4 %. La plus forte progression concerne les régions (+12,3 %), qui ont connu une poussée de leurs dépenses d'équipement à partir de 1989 (date du transfert de compétence en ce qui concerne les lycées) et un doublement de leurs subventions versées, en dix ans. Les départements ont également connu une croissance importante de leurs dépenses d'investissement (avec un taux de croissance moyen annuel de 9,5 %), qui s'explique largement par les efforts déployés en matière de voirie et d'équipements scolaires.

## Evolution comparée des dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts)





هكذا من الجمل

## HEURES LOCALES

Le casse-tête des déchets ménagers

# La montagne d'ordures de Marseille

Chaque jour, quatre-vingts wagons emportent les déchets de la ville jusqu'à la plaine de la Crau, où ils sont entassés depuis 1912

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

La décharge d'Entressen, la plus grande d'Europe, où la ville de Marseille déverse 1 000 tonnes de déchets chaque jour, a complètement changé d'aspect au cours des dix dernières années. Finies les images-chocs : ces tas d'ordures, ces montagnes de déchets qui cherchaient désespérément à débarrasser leurs cornes d'oripeaux ridicules ; ces arbres des alentours transformés en grotesques éponges de plastique bleu.

Il est difficile d'imaginer que la butte du Ventoulet, qui domine de ses 30 mètres de haut les 145 hectares de la décharge, est elle-même une montagne d'ordures. L'herbe et les ruisseaux s'y développent en harmonie, laissant à peine entrevoir au milieu de leurs denses quelques morceaux de porcelaine ou de plastique. Seule une odeur assez forte d'un gaz étrange se dégage des entrailles de la terre. Ce sommet domine quelques étages paisibles où des pêcheurs lancent leurs hameçons. Tout autour s'étend la plaine alluviale de la Crau.

Un usage de plusieurs dizaines de milliers d'oiseaux blancs est là pour rappeler que la décharge est toujours en activité. Sur un « casier » d'environ 5 hectares, le spectacle est conforme à la légende : « dantesque » qui court depuis des années sur Entressen. Des grues pelleteuses arrachent d'une dizaine de wagons des tonnes d'immonables déchets, surtout, surtout, les jours de mistral, des sacs en plastique multicolores. Des bulldozers qui rognent en crachant d'épais panaches de fumée repoussent ces nouveaux arrivages vers le sommet de la butte, envahissant une dizaine de mètres plus haut. D'autres énormes engins aux roues dentées, dites à « pieds de mouton », tassent ces déchets. Tout autour, des grilles de plusieurs mètres de hauteur retiennent les sacs qui s'échappent. Au pied des wagons, des ouvriers ramassent les envahisseurs plastiques. Des équipes doivent même aller les rechercher dans la campagne environnante lorsque le mistral les entraîne au-dessus des barrières. Derrière la butte où sont déversés les ordures, d'autres buttes, on en compte une dizaine, des couches de détritus antérieures à 1940 (avant l'arrivée des sacs en plastique) et des sacs poubelles. Elles serviront d'engrais aux plantations qui sont faites sur des collines d'une dizaine de mètres de hauteur.

### Des déchets en couches verticales

Jusqu'en 1980, ici c'était un chantier. Aujourd'hui, c'est une vraie décharge. On a remarqué avec fierté M. Roger Blanchet, responsable des lieux, devant ses bureaux ombragés de platanes et de buissons de jardins, près de la voie ferrée qui amène les wagons depuis la ligne Paris-Marseille. La ville de Marseille a effectivement compris depuis une dizaine d'années que laisser la décharge d'Entressen en l'état ne pouvait que contribuer à nuire à l'image, déjà passablement détériorée, de la cité. Jusqu'en 1960, les ordures étaient déposées en couches verticales. Une voie ferrée était construite au fur et à mesure pour quadriller les 45 hectares de terrains achetés par la ville en 1912. C'est d'ailleurs parce que les agriculteurs de la plaine de la Crau récupéraient depuis la fin du siècle dernier les ordures de la ville pour s'en servir d'engrais que les pous de Marseille ont eu l'idée d'implanter leur décharge dans cette zone caillouteuse à 65 kilomètres de la ville.

En 1967, alors que la zone de décharge est portée à 80 hectares, on commence à étaler les déchets par couches de 2 mètres et à les arroser régulièrement au printemps et en été pour éviter les incendies. La voie ferrée trouve alors son tracé définitif dans le vallon au milieu des collines de déchets anciens que les ouvriers appellent le « val d'enfer ». Il faut attendre 1980 pour voir apparaître la technique du compactage, et quelques années plus tard le recouvrement des couches successives par de la terre.

La régularisation administrative a commencé il y a trois ans à l'incinération du ministère de l'Environnement. La décharge d'Entressen est en effet toujours considérée comme parfaitement légale par les autorités : aucune autorisation n'a d'ailleurs été demandée depuis 1912. Il leur est bien sûr plus possible de prendre des précautions pour protéger la zone, mais la décharge ne pollue pas particulièrement la nappe

phénétique. Les responsables locaux du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) n'ont constaté qu'une concentration « modique » de sulfates et de chlorures en aval de la décharge. La Société du canal de Provence est par ailleurs chargée de l'entretien des zones qui ont déjà été réhabilitées et mises en culture, ce qui justifie sans doute la dénomination actuelle de la décharge : Centre de traitement biologique des résidus urbains.

### Récupérer le biogaz

Certains habitants de Saint-Martin-de-Crau, commune sur laquelle se trouve Entressen, ne savent même pas que leur commune reçoit chaque jour les ordures de la ville de Marseille. Il est vrai qu'avec ses 22 000 hectares Saint-Martin-de-Crau est une des communes les plus étendues de France et que la décharge se trouve à 9 kilomètres du centre-ville. « L'image d'une commune soumise comme elle l'est à la présence de cette décharge d'une ville de 800 000 habitants, et de ces usines d'exploitations et de nombreux pipe-lines, a certainement conduit certains à refuser de s'y installer », reconnaît M. Claude Vulpian, Ardent défenseur du biotope de la Crau, qui regrette aussi que les émanations de gaz venant de la décharge rendent souvent l'atmosphère, de la commune aussi polluée que celle de la zone de Fos.

Mais si le premier magistrat de Saint-Martin-de-Crau appréhendait la fermeture d'une entreprise dont 45 des 60 employés pourraient s'ajouter aux 450 chômeurs de cette commune de 11 000 habitants, il prépare déjà la demande d'adhésion de la ville à un syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères, puisque elle n'aura plus accès comme maintenant à la décharge d'Entressen. Par contre M. Vulpian apprécie les efforts de la ville de Marseille pour

mettre en place un système de récupération du biogaz qui s'échappe des millions de tonnes d'ordures entassées. Il pourrait servir pendant une quinzaine d'années à déshydrater ce fameux foin de la Crau dont on dit qu'il nourrit les chevaux de la reine d'Angleterre et de l'émir du Koweït. Une activité qui emploie plus de cinq cents personnes.

Les fanons de la base militaire d'Istres et de l'aérodrome de Marignane risquent aussi un jour de ne plus être assez efficaces pour chasser les monstres rous et les goélands argentés qui viennent perturber les vols des avions au cours de leur périple entre les canyons, les tles du Frioul et le gigantesque « self-service » d'Entressen.

La ville de Marseille elle-même est confrontée à ces convois qui partent chaque jour de la gare d'Arène près du port et du centre souterrain du boulevard Bonnefoy au Prado. Quatre-vingts wagons recouverts de filets qui n'empêchent pas les gabiers de la poursuivre en pliant, malgré la crise démographique que traverse la ville (10 000 habitants la quittent chaque année), le tonnage de ces déchets ne cesse d'augmenter : 80 000 tonnes en 1960, 300 000 en 1973, 400 000 en 1990.

Les 300 hectares que possède la cité phocéenne sur le site d'Entressen sont perennellement de se débarrasser ne pouvant au moins ne quinzaine d'années encore de ses déchets sur un site qui a été aménagé avec une certaine réussite. Mais M. Robert Vigouroux sait trop que « même si la politique n'est pas que l'écologie », il lui faut faire quelque chose pour qu'on ne mène plus sa ville du doigt. Le plan écologique qu'il a présenté en début d'année l'annonçait : le conseil municipal a lancé en juillet un concours « pour la mise en œuvre de nouvelles filières complémentaires de traitement des déchets ». Ainsi, en 1991, on jouera peut-être au golf sur ce qui fut la plus grande décharge d'Europe.

CHRISTOPHE DE CHENAY

# Brest choisit l'incinération

Une usine vert et rouge est aujourd'hui installée sur l'ancienne décharge. Des milliers de goélands ont pris la fuite et les écologistes semblent satisfaits

BREST

de notre correspondant

INCINÉRATION ou méthanisation ? La question avait été posée en 1984, au moment où la ville de Brest décidait de construire une usine de traitement des ordures ménagères sur le site de l'ancienne décharge. EDF-GDF voulait que Brest s'engage dans la voie du « bio-gaz » et devienne la vitrine nationale d'une technologie plus propre. Mais les responsables de la communauté urbaine avaient préféré un procédé ayant fait ses preuves.

Malgré la constitution d'un comité de défense, la communauté n'a pas en de grandes difficultés à imposer la construction dans un quartier pourtant très urbanisé. L'espoir de voir disparaître la décharge, l'emportant, parmi la population, sur la crainte des fumées de l'incinération. Le feu vert des écologistes de la SEPBN (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) a facilité la procédure, ainsi qu'un travail d'information auprès des associations de quartier avec pour garantie de transparence, en ce qui concerne les rejets, la proposition d'installer un poste de mesures placé sous la responsabilité d'une association pour la prévention de la pollution atmosphérique.

Il est vrai que le Spermot, où trône aujourd'hui une grande usine vert et rouge, était devenu l'endroit le plus détestable de la ville. Dans ce qui fut autrefois un joli petit vallon dont de vieux Brestois se souviennent avec nostalgie, sont entassés 2 millions de mètres cubes d'immonables, sur une hauteur de 25 mètres. La fermeture de cette décharge arrivée à saturation était attendue comme un soulagement en raison des

odeurs, des poussières et des nuées de goélands venant se régaler dans ces lieux. Une étude lancée par la SEPBN avait permis d'établir un comptage relativement précis des hôtes de ces lieux : 40 000 à 50 000 oiseaux. Depuis, faute d'ordures à se mettre sous le bec, le nombre de ces éboueurs des mers a sérieusement diminué. Certains ont choisi le centre-ville pour fouiller dans les sacs poubelles lorsqu'ils ne sont pas assez vite collectés.

Le quartier n'en est pas pour autant réconcilié avec ses ordures. Car la plaie de la décharge ne s'est toujours pas cicatrisée. D'autant que l'usine s'est avérée plus bruyante que prévu. Il a fallu faire des améliorations pour en réduire l'intensité sonore. La communauté urbaine, qui avait d'ailleurs émis des réserves quant au paiement de la facture (celles-ci sont à 95 % levées), souffre qu'il n'y a plus aujourd'hui de plaintes et estime donc que son contrat est rempli sur ce point.

Eviter

### les micro-installations

Mais le fait qu'on ait cessé d'empiler à ciel ouvert est déjà un grand pas vers la réhabilitation du site. Construite entre 1986 et 1988, l'usine d'incinération, qui a coûté 160 millions de francs hors taxes, traite 125 000 tonnes de déchets par an, provenant des huit villes de la communauté urbaine et de cinq SIVOM de la région de Brest. Après des réticences, l'intercommunalité a joué, elle a pris une forme très large pour résoudre un problème précis. Des cantons ruraux croient aussi sous leurs ordures, ils ont ainsi trouvé une solution économique. Cette solution unique a abouti à la fermeture de petites décharges et a permis d'éviter un gaspillage d'argent dans des micro-installations.

La « qualité » des ordures destinées à l'incinération augmente dans la mesure où se créent, sur toute la zone de collecte, des déchetteries modernes. Dans la seule communauté urbaine, ce dispositif de tri ajouté à la mise en place de conteneurs permet de récupérer 3 000 tonnes de verre, soit 5 % du tonnage recueilli, quantité appréciable, et 40 000 litres d'huile usagée.

En valorisant les ordures ménagères, cette usine permet de faire une économie d'environ 10 000 tonnes de pétrole. Les deux fours, d'une capacité de combustion de 18 tonnes par heure, chauffent les bâtiments de la Sécurité sociale, six ensembles immobiliers, deux piscines, l'université, l'hôpital, cinq lycées, l'hôtel de ville, trois collèges ou groupes scolaires, une bibliothèque, un gymnase, soit l'équivalent de 10 000 logements.

Ce réseau (un investissement de 70 millions de francs), qui s'étend sur 14 kilomètres, est géré par la société UTEC (filiale de la Compagnie générale de chauffage). Celle-ci achète la chaleur à l'usine et la facture aux abonnés du réseau, à qui l'on garantit au moins un prix 5 % au-dessous de l'énergie conventionnelle. Autrement dit, les recettes varient en fonction des indices énergétiques. Et cela influe, par ricochet, sur le coût du traitement de la tonne d'ordures. De 100 francs annoncés lors du lancement de l'installation, on est passé à 150 francs car les dividendes de la chaleur sont tombés de 13 millions de francs à 5,5 millions de francs, pour un amortissement annuel de 12 millions de francs et des frais d'exploitation de 11,5 millions de francs.

Epurateur

### des fumées

En ce qui concerne la protection de l'environnement, la barre a été placée au niveau des normes européennes, plus draconiques que les normes nationales. L'usine possède une installation d'épuration des fumées très sophistiquée, permettant leur refroidissement, leur déchloruration, la captation des métaux (mercure, cadmium), ainsi que leur dépoussiérage. Elle est en outre équipée d'un procédé « bio-stop », installé pour la première fois dans le monde, selon la communauté urbaine. Il s'agit d'arrêter la fermentation des ordures par insufflation d'air chaud afin de rendre possible leur stockage.

A Brest, la capacité de « conservation » est de 4 000 tonnes. L'intérêt d'un tel procédé est de n'avoir pas à répandre à l'air libre les ordures lors des arrêts techniques ou lors des pannes sur les fours. La mise au point du biostop s'avère cependant délicate. Des phénomènes d'auto-inflammation se sont déjà produits à l'intérieur du conteneur. Et quand, pendant le mois de septembre, l'usine a été en partie arrêtée, il a fallu recourir à la méthode ancienne de la décharge. Mais la parade est maintenant trouvée, assurent les responsables de la communauté.

Usine pilote, l'installation du Spermot ne peut cependant édifier l'ensemble des déchets du Grand Brest. Il reste 35 000 tonnes de gravats et d'objets non incandescibles, qu'il faut entreposer dans la décharge, déjà saturée faute de trouver un autre lieu. Les projets de centre d'enfouissement à l'étude dans le département du Finistère suscitent à chaque fois de vives réactions parmi la population. D'où des retards pris quant à la réhabilitation du site de la décharge, qui doit devenir dans un avenir proche ou lointain un espace de sports et de loisirs.

M. Jean-Pierre Laizé, directeur du service d'hygiène de la communauté urbaine, estime qu'il faudra se fixer pour objectif de ne plus rien mettre en décharge. En attendant, il faut aussi entreposer des fumées provenant du traitement des déchets que par lessivage les métaux qu'elles contiennent soient entrainés vers les nappes. La communauté urbaine avait mené une expérience d'« inertage ». Mais il n'existe pas encore de règlementation nationale sur ce point. Pour reprendre l'expression du maire et président de la communauté urbaine, M. Pierre Maille, « globalement, la situation s'est améliorée ». Un propos optimiste, qui prend en compte les problèmes non encore résolus, mais qui n'oublie pas qu'une plaie a disparu.

GABRIEL SIMON

# Collecte sélective à Dunkerque

Le mercredi est le jour des poubelles bleues pour les habitants de la communauté urbaine du Nord, qui ont appris à trier les matériaux récupérables

LILLE

de notre correspondant

Le tri sélectif, à Dunkerque, est d'abord une histoire d'hommes. Celle de quatre militants, dont André Gabet, trois cadres d'entreprise et un médecin, tous les quatre habitants de Hem, dans la banlieue de Lille, qui se disent, au début des années 70, qu'on ne peut continuer à gaspiller et à polluer impunément.

Ils lancent, avec toute la force du siècle choisi (l'innovation). Une association se constitue et commence à disposer, ici et là, dans les quartiers des communes voisines, puis dans la métropole lilloise tout entière, des bacs pour récupérer les bouteilles et les vieux papiers. Tout fonctionnait alors sur l'apport volontaire : les gens devaient se déplacer pour déposer verre et vieux papiers. « Nous avons appris, sans le savoir à cette époque, un nouveau métier, raconte André Gabet. On a découvert que la population était démunie : qu'elle attendait qu'on l'aide à s'organiser. Mais on s'est rendu compte aussi que notre système serait d'ailleurs et de bonne conscience aux collectivités et qu'il n'avait aucun avenir industriel, car la quantité des déchets récoltés, verre et papier-carton, était trop petite. »

### Expérience concluante

L'ingénieur métallurgiste s'aperçoit rapidement qu'il doit développer son projet. Grâce à l'aide d'un homme de quatre-vingt-sept ans, Albert Denvers, président de la communauté urbaine de Dunkerque, qui se lance, avec l'appui de l'agence régionale de l'énergie, celui de l'agence pour la récupération des déchets, dans l'aventure de Triselec. « Vers 1985-1986, nous avons défini l'idée de la deuxième poubelle, de la poubelle à trier intelligemment. Nous avons essayé de vendre, mais nous nous sommes heurtés à de multiples obstacles liés aux mentalités, celle des élus, celle

des professionnels aussi bien du ramassage que des industries susceptibles de réintégrer les matériaux recyclés dans leur production. »

Pourtant, aujourd'hui, à Dunkerque, la poubelle bleue est entrée dans les mœurs. Trente-cinq mille foyers en sont équipés : d'ici à 1993, ce chiffre sera porté à cinquante-six mille, soit les trois quarts de la population. Resteront hors du jeu les immeubles collectifs, qui seront dotés de bacs spécifiques. La poubelle bleue est destinée à recevoir verre, papier-carton, métaux, plastique, etc., les déchets « propres et secs ». Les habitants font eux-mêmes le tri, et, au bout d'un an et demi d'expérience, force est de se rendre compte qu'ils suivent plutôt bien les consignes. Mieux, en tous les cas que ce qu'on espérait, puisque, sur les 16 000 tonnes collectées en poubelles bleues depuis un an, on est plus proche des 80 % que des 70 % effectivement recyclables.

Le dispositif de collecte ne s'est pas alourdi, même si, au moment de la mise en place, il a fallu négocier avec le syndicat CGT des éboueurs, ce qui a retardé sensiblement la généralisation de l'opération. Le ramassage de la poubelle bleue s'est simplement substitué à l'une des trois collectes hebdomadaires traditionnelles.

Les produits collectés sont acheminés vers Triselec, l'usine de tri située dans la zone industrielle de Petite-Synne, à 8 kilomètres du centre-ville. De l'extérieur, rien ne laisse supposer qu'il s'agit d'une usine de traitement d'ordures ménagères. Seuls les camions et les conteneurs des produits triés prêts à partir laissent deviner l'activité de l'entreprise. A l'intérieur, l'impression est la même. Les déchets sont déversés à l'abri. Un engin les dépose sur un tapis roulant, qui les monte à la salle de tri. Celui-ci est effectué, pour une grande part, manuellement. L'idée n'en est pas toujours bien acceptée par les visiteurs ou les délégations d'élus qui

se succèdent à Dunkerque, comme si, en quelque sorte, on avait mauvaise conscience à faire trier nos déchets par des hommes et des femmes.

Mais, selon André Gabet, pour l'instant, il n'existe pas de machine adaptée, et lui-même paraît d'ailleurs moins pressé de trouver la machine adéquate que Triselec devient, en même temps, une entreprise de réinsertion. De chaque côté du tapis, le personnel saisit cartons, papiers, plastiques divers qui s'en vont dans un grand bac, où ils sont concassés et stockés. Même chose pour les métaux capités par des aimants et les verres cassés. Les bouteilles réutilisables sont triées et stockées séparément.

Les industriels

### longtemps réticents

Entrée en service en décembre 1989, Triselec n'a pas encore équilibré ses comptes - il fallait attendre la montée en charge, - mais cela devrait être le cas en 1991 : le coût de fonctionnement est estimé à 300 francs la tonne pour 16 000 tonnes collectées et traitées. En 1990, l'entreprise a revendu les matériaux triés 240 francs la tonne et facturé 130 francs la tonne de produits collectés à la communauté urbaine. A titre de comparaison, l'incinération est facturée 250 francs la tonne.

L'entreprise a le statut d'une société d'économie mixte, dans laquelle les concepteurs du projet ont voulu intégrer, outre les collectivités locales, les industriels. Mais verriers et papeteriers se sont montrés, à l'époque, réticents, car cela leur aurait donné une image de grands maîtres dans leur logique de contrôle d'un bout à l'autre leur filière de production. Seuls à ce moment ont suivi les récupérateurs. Cependant, pour se mettre à l'abri des fluctuations de cours, Triselec a pu négocier à des prix garantis - entre 15 % et 20 % - l'achat de ces produits.

Aujourd'hui, les choses ont bien

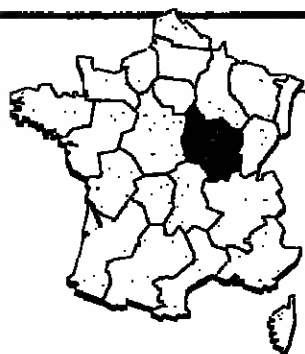
changé. Des grands de l'industrie se sont regroupés au sein de ERRA (European Recycling and Recovery Association), dont l'objectif est de développer la récupération des déchets ménagers recyclables. ERRA participe à dix projets pilotes en Europe, dont deux en France : Chambéry et... Dunkerque. Triselec, de son côté, se dit que son expérience est transposable dans d'autres sites, d'autres collectivités. Son coût relativement réduit (11 millions de francs pour une capacité de 16 000 tonnes), la réduction extrême des nuisances en font une unité de proximité pour une collectivité locale moyenne ou grande. Le détail est important, car qui dit proximité par rapport à la zone de ramassage dit coût réduit de la collecte.

L'idée fait son chemin. La communauté urbaine de Lille, dont la situation politique s'est éclaircie depuis les dernières municipales, a repris le problème de zéro et, là, on change d'échelle : de 80 000 tonnes à Dunkerque, on passe à 600 000 tonnes annuelles à Lille. Et la question est d'autant plus difficile mais plus saine à résoudre qu'un s'y est donné pour principe la « territorialité », qui implique de traiter, de recycler et d'éliminer sur son propre territoire les déchets produits. La méthode consistera à « jeter moins, trier plus et traiter mieux ».

D'ores et déjà, la métropole lilloise s'est engagée dans une expérience de collecte sélective en mettant à la disposition des habitants d'une dizaine de communes des poubelles à compartiments, qui ont l'avantage, par rapport à la poubelle bleue, d'éviter une collecte spécifique. Et André Gabet d'espérer que si Lille se met « au traitement intelligent » des déchets domestiques et, après elle, peut-être les villes du bassin minier du Pas-de-Calais, il y aurait là un « gisement » qui pourrait amener à simplifier encore le processus Triselec et à inventer une activité nouvelle dans la région.

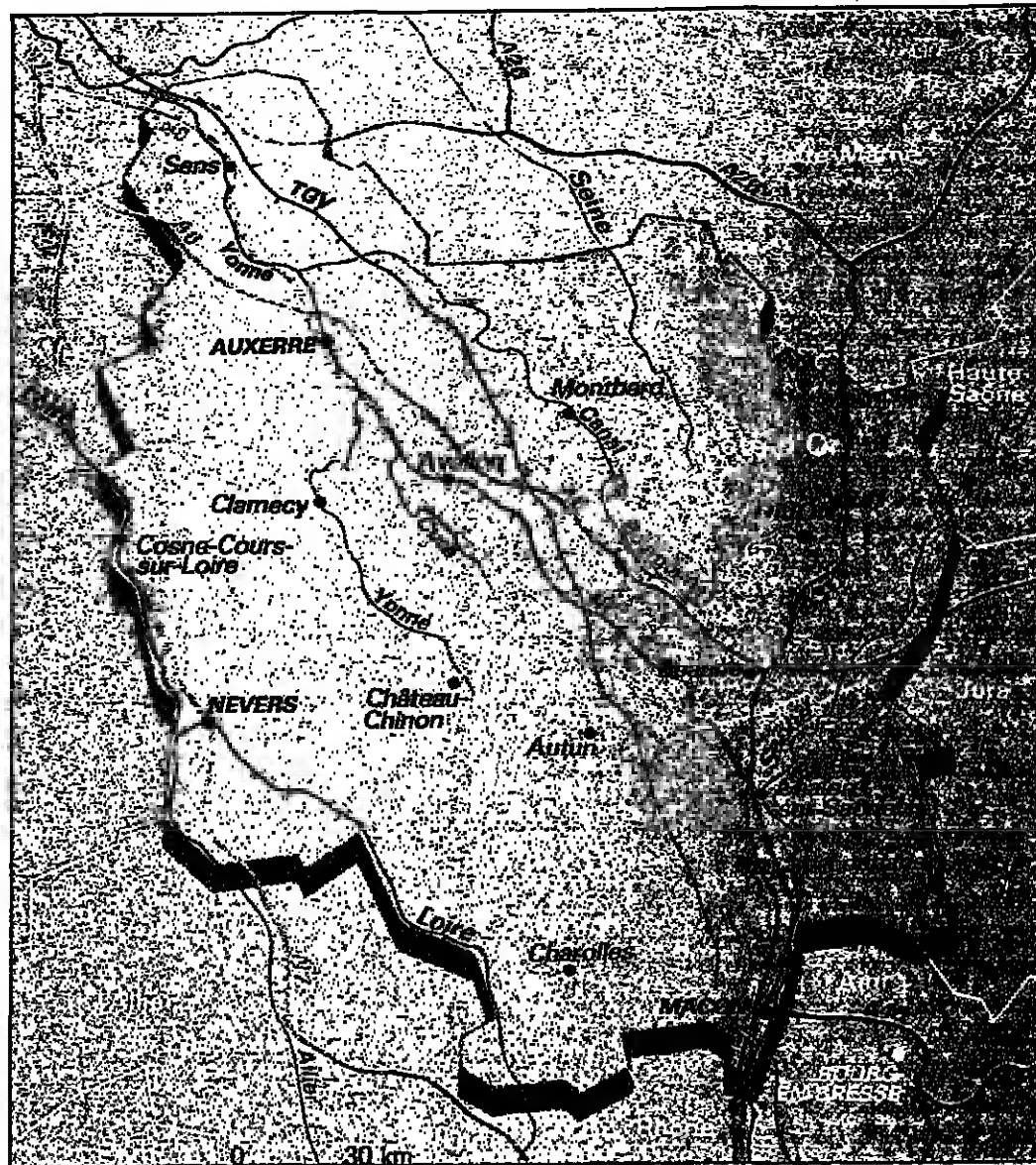
JEAN-RENÉ LORE





## UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

## BOURGOGNE : un



**Préfecture :**  
Dijon

**Départements :**  
Côte-d'Or  
(préfecture : Dijon)  
Nièvre  
(préfecture : Nevers)  
Saône-et-Loire  
(préfecture : Mâcon)  
Yonne  
(préfecture : Auxerre)

**Superficie :**  
31 591 km<sup>2</sup>

**Population :**  
1 609 653 habitants

**Principales agglomérations :**  
Dijon  
(226 000 habitants)  
Chalon-sur-Saône  
(77 000 habitants)  
Montceau-les-Mines  
(47 417 habitants)  
Mâcon  
(47 000 habitants)  
Auxerre  
(42 000 habitants)

*S'il est une région qui symbolise le bien-vivre, la tradition de l'accueil — non sans truculence — c'est bien la Bourgogne. Les atouts que lui confère une réputation prestigieuse se heurtent à des handicaps dont le moindre n'est pas la coexistence de deux «petits» départements avec des voisins qui prétendent représenter à eux seuls l'entité régionale. Il lui manque un homme (ou une femme), à moins que ce ne soit un projet « fédérateur ».*

**S**i la Bourgogne ne se pose plus la question de son éclatement, elle n'en subit pas moins les trailements d'une Yonne qui longe vers le grand Paris, d'une Saône-et-Loire qui regarde vers la plus méridionale Rhône-Alpes, d'une Nièvre toujours attirée par le Centre et d'une Côte-d'Or (Or comme Orient) orientée sur la Franche-Comté.

En 1979, le conseil régional, alors présidé par le Parti socialiste, avait voté, à l'instigation de M. François Mitterrand, un vœu pour accoler le nom de Nivernais à celui de Bourgogne. L'affaire est entendue depuis que la Nièvre est entrée à l'Elysée.

Voilà le sort d'une région dont le cœur renvoie à la périphérie. L'hydrographie l'atteste : les trois rivières qui baignent la France reçoivent toutes un peu d'eau de Bourgogne. Quatre villes (dont trois des quatre chefs-lieux de département) définissent les quatre coins de la forme de losange arrondi qui est celle de la Bourgogne administrative : Sens au nord, Nevers à l'ouest, Mâcon au sud et Dijon à l'est. Cette dernière ville, excentrée par rapport à la région et au département de la Côte-d'Or, dont elle est le chef-lieu, se voit même confrontée à l'impertinence de ceux qui s'interrogent sur sa capacité à remplir son rôle de capitale régionale pour mieux décider que, désormais, elle joue en deuxième division.

Une étude d'orientation pour l'aménagement de la Bourgogne à l'horizon 2015 conclut à une réponse mitigée : oui, Dijon assume son rôle de métropole régionale dans les domaines de la formation supérieure, de la qualité de vie, de la croissance démographique, de l'hôtellerie et en tant que carrefour ferroviaire ; mais elle est à la traîne pour la recherche, la culture, la création d'entreprises, les services spécialisés, le transport urbain, la construction de logements et les flux aériens.

## Champions de l'ordre et champions du mouvement

*Les partis conservateurs et ceux de gauche sont représentés presque à égalité dans une région qui, comme bien d'autres, est à la recherche des leaders dont elle a besoin.*

**«M**ÉDIANE», «modérisme», «mesure» : la gauche comme la droite empruntent ces adjectifs pour qualifier la Bourgogne politique. La précarité de l'équilibre de la toute jeune institution régionale leur donne raison. La droite détestait la présidence de janvier 1974 à octobre 1979 d'abord pendant quatre ans avec M. Jean Chamant, élu indépendant de l'Yonne, puis avec M. Marcel Lucotte, élu indépendant de la Saône-et-Loire, qui ne la quittera qu'en avril 1985 pour la céder en avril 1989, en application de la législation anti-cumul, à M. Raymond Janot, UDF de l'Yonne. Encore ce dernier ne se reconnaît-il qu'une «majorité entre guillemets» puisqu'il n'est assuré que de vingt-sept voix sur un effectif de cinquante-cinq conseillers régionaux.

La gauche a eu son intermède avec deux socialistes de Saône-et-Loire : M. Pierre Joux, élu en octobre 1979, laisse son fauteuil à M. André Billardon jusqu'en mai 1983. Cette alternance droite-gauche ira jusqu'à l'attribution, de mai 1983 à avril 1985, de la présidence au bénéfice de l'âge, c'est-à-dire de celui du doyen centriste, M. Frédéric Lescure, élu de la Côte-d'Or.

L'idée de région est récente, ici comme ailleurs, et elle a eu du mal à faire des adeptes. M. Robert Poujade s'amuse encore du souvenir de ses escapades avec M. François Mitterrand, il y a une douzaine d'années. Tout deux préféraient les balades dans le vieux Dijon à discuter histoire, littérature et poésie, aux débats avec leurs collègues. Quelque temps avant l'élection présidentielle de 1981, le maire de Dijon a même proposé à son compagnon de promenade de signer le Livre d'or de sa ville... doutant fort que l'occasion se représenterait quand le premier des socialistes serait devenu président de la République.

Certains préfèrent insister sur le côté républicain de l'ancien duc. «La révolution de la conscience publique et la révolution du mépris» l'emportent sur le «juste milieu».

Plutôt favorable à la gauche sous la III<sup>e</sup> République avant de l'être à la droite, au milieu du siècle, la Bourgogne comme toute n'est pas très différente de l'ensemble national. Nièvre

et Saône-et-Loire préfèrent le «modérisme», Côte-d'Or et Yonne se retrouvent dans la mouvance conservatrice. C'était déjà le cas en 1849 et en 1936 quand le scrutin impliquait un choix de société.

La simultanéité des scrutins régionaux et législatifs de 1986 a eu un double effet. Considérés comme lot de consolation pour les écarts des listes législatives, les candidats à la région se sont trouvés être souvent des semi-permanents, voire des quasi-permanents de partis politiques. Réputés plus sectaires, ils se sont révélés moins politiques et plus aménageurs.

## Un combat partisan

La droite, qui ne dispose que d'une majorité relative, a, nécessairement, fait en sorte de ne pas provoquer la minorité de gauche, elle-même soucieuse de ne pas se trouver prise au piège d'un appoint conjoncturel du Front national.

Le combat qui s'annonce promet d'être plus partisan que régional. Par crainte du désintérêt des électeurs, les conseillers sortants sont prêts, quand ils ne le souhaitent pas directement, à laisser aux vedettes régionales, le commandement de la bataille. C'est ainsi que M. Pierre Bérégovoy, fort d'un sondage attribuant un mieux au PS des lors qu'il mènerait la liste, s'est dédité, renonçant du même coup au conseil général (où il avait été élu en 1985 avec six voix d'avance sur son adversaire, dans un canton de sa ville de Nevers) et reléguant en deuxième position le régionaliste nivernais, M. Eugène Teissière.

En Côte-d'Or, les socialistes n'en finissent pas de régler leurs conflits internes. Désigné par les militants, Roland Carrut a été désavoué par la convention nationale de son parti.

François Patriat reprendra-t-il ses idées ? «L'ancien», masquette pour une bonne frange de socialistes et d'électeurs de centre gauche, assure qu'il ne voulait pas être candidat. Quitte à «y aller», il réclame une totale liberté pour composer sa liste.

Décidément, le Morvan est trop proche pour qu'on ne distingue pas entre PS et majorité présidentielle. Le

miterrandisme, plus large que le seul PS, suscite des vocations. Dans la Nièvre, la candidature du conseiller général (adhérent de France mine) de Montsauche, canton qu'a représenté François Mitterrand pendant trente-deux ans, est encouragée par le ministre d'ouverture, M. Jean-Pierre Soisson.

Incontournable de l'échiquier bourguignon, le maire d'Auxerre disperse la répartition de la «strate radicale» dans le paysage électoral, «le reflux du socialisme» et «l'émergence écologiste». Sa discrétion dans l'enceinte régionale depuis son ralliement au miterrandisme en 1988 (lui et M. Pierre Rebours, du MRG de la Côte-d'Or, s'abstiennent dans les votes serrés qui remettent en cause la majorité relative) fait même que ses anciens amis ont du mal à le diaboliser pour le faire passer pour un traître. M. Soisson conduira sa liste «pour le développement de l'Yonne à côté» de celle du PS. «Même si on souffre de la comparaison des scores des deux listes, on n'a pas vocation à perdre notre identité», estime M. Roger Lassus, chef de file du PS dans l'Yonne. Quant à M. Henri Nallet, qui préfère se réserver pour le conseil général, il répliquait à l'idée d'affronter son «collègue du gouvernement».

Comment ne pas voir dans la complicité entre Nièvre et Yonne, entre François Mitterrand et Jean-Pierre Soisson, le symbole d'une alliance des petits départements ? Comment expliquer autrement que leur connivence résulte de leur vision commune du métier d'élus locaux ? Ils sont l'un et l'autre de la race de ceux pour qui rien ne vaut la présence sur le terrain et le contact personnel avec les électeurs. Certes, leur cas n'est pas isolé : ceux dont la notoriété est la plus grande dans la région, la doivent d'abord et surtout à leur mandat qui de maire, qui de député. Ce n'est pas la dimension régionale qui est, de ce point de vue, la plus rentable.

Pourtant, certains conseillers régionaux y croient. Un Alain Suguenod, élu en 1986 dans la Nièvre, à qui le RPR a délégué la mission de s'implanter dans le Beaunois, est catégorique : «Je ne suis reconnu complètement dans cette entité nouvelle». Il se définit d'ailleurs comme «avocat bourguignon et élu bourguignon». Oui, ils y croient à ce régu-

isme mais ils trébuchent, surtout dans les rangs socialistes : «A force de vouloir tout faire, on perd l'efficacité», observe M. Vouillot, «la politique régionale manque de cohérence, d'esprit de planification», estime M. Teissière.

«Je reproche à la droite le choix des présidents, Lucotte, Lescure, Janot, qui n'ont rien fait pour que la Bourgogne transforme ce qu'elle compte comme prestige en une dynamique pour ceux qui y croient et y travaillent» : le jugement de M. Billardon, qui sera tête de liste socialiste en Saône-et-Loire est assez partagé. M. Soisson réserve sa sévérité à «l'équipe actuelle qui n'est pas conforme à la splendeur passée» de la Bourgogne. En se posant elle aussi la question de ses locomotives pour le sortin de mars, la droite montre qu'elle n'est pas insensible à ces critiques. M. Philippe Aubergier, député et maire RPR de Joigny (Yonne) reconnaît les efforts faits par la région pour les lycées, admet que «l'équipe en place est relativement saine» mais regrette son «manque de notoriété». Tout en jugeant que les listes qui se préparent dans son camp «manquent de pepes», il ne veut pas céder aux pressions qui le conduiraient à être lui-même candidat.

## Le choix des hommes

Le RPR, jugeant que le rapport de forces lui est désormais favorable, voudrait bien prendre la région. Premier obstacle : l'attaque frontale contre le président sortant est rendue d'autant plus impossible que M. Janot, membre honoraire du Conseil d'Etat, est un incontestable gaulliste (en 1958, il avait été appelé par l'homme du 18 juin, alors président du conseil, pour participer à l'élaboration de la Constitution de la V<sup>e</sup> République). Deuxième obstacle : le choix d'un successeur. M. Jean-François Bazin, actuel président de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (qui regroupe tous les conseillers régionaux RPR, UDF et divers droites) et vice-président de l'assemblée régionale, ne fait pas l'unanimité dans son propre camp. Si tous reconnaissent son attachement à la région, beau-

coup doutent de sa capacité à rassembler. Question de caractère, assurent les plus indulgents ; ceux qui le sont moins craignent que son élection à la présidence passe par une compromission avec les élus du Front national.

La «solidarité» du RPR laisse de marbre M. Poujade. Reste M. Dominique Perben, maire de Chalon-sur-Saône et député, d'autant moins tenté qu'il est, comme M. Poujade, soumis à la législation anti-cumul. Estimant que, dans son propre département, le RPR est plus fort que l'UDF (les résultats de 1986 lui donnent raison), il revendique la tête de liste pour M<sup>me</sup> Madeleine Mazzière. C'était sans compter avec le retour sur la scène régionale de M. Lucotte (UDF-PR), sénateur et maire d'Auxerre, dont la baisse démographique le dispense d'envisager l'abandon d'un mandat. La partie de bras de fer est engagée : et M<sup>me</sup> Mazzière, si elle est toute disposée à laisser la conduite de la liste à M. Perben, ne se fera pas hara-kiri pour M. Lucotte.

Ayant appliqué le principe que lui avait glissé dans le train Paris-Nevers un proche de M. Bérégovoy, M<sup>me</sup> Simone Rignault (RPR) est

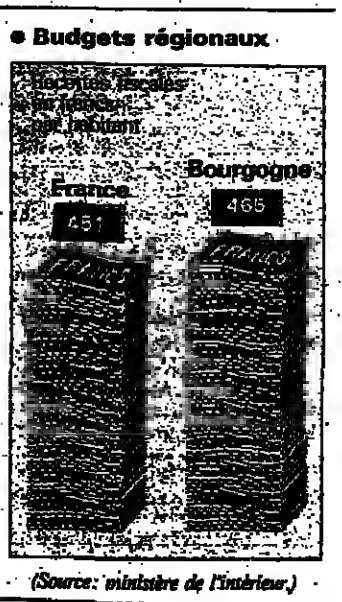
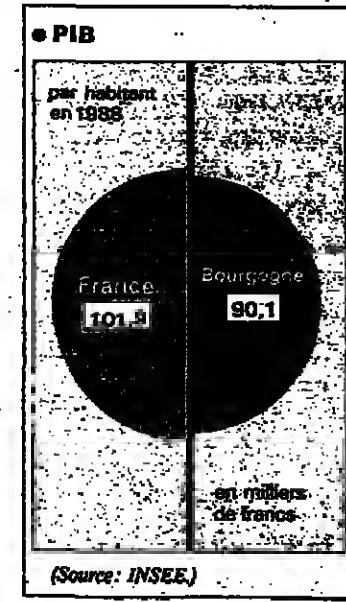
«maître dans son camp». C'est donc à elle que revient sans difficulté la tâche de tirer la liste d'union RPR-UDF. Il n'empêche, elle souhaite, son tempérament de battante aidant, que «les points lourds aillent à l'assemblée régionale» où l'ambiance est «sympathique mais parfois trop consensuelle».

«Le consensus a ses limites», relève M. Pierre Jaboulet-Verchère. Ce grand nom du vignoble ne s'autorise aucune indulgence avec M. Janot dont l'hospitalité manifeste et volontiers affichée au Front national est indéfectible. Il salue d'avance à la perspective de l'élection du président de région. Ancien du RPR, qu'il a quitté en 1981, il juge que la droite ne pourra pas ne pas tenir compte des élus du Front dont il est la tête de pont en Bourgogne.

Plutôt que d'envisager une telle négociation, M. Perben rode son argumentaire pour se persuader que c'est plutôt du côté des écologistes qu'il faut chercher, si besoin est, un renfort. Voir, M. Thierry Gueugnot, qui mène la liste des Verts en Saône-et-Loire est formel : «Nous ferons tout pour que le FN n'ait pas de responsabilités».

A. C.

## TENDANCES









## JUSTICE

Une vidéoconférence nationale sur la départementalisation de la justice

## M. Nallet a dialogué par satellite avec 2 000 magistrats et fonctionnaires

Le ministère de la justice a organisé, vendredi 25 octobre, une vidéoconférence nationale sur le thème de la départementalisation, au cours de laquelle MM. Henri Nallet et Michel Sapin ont répondu aux questions de près de 2 000 magistrats et fonctionnaires. Cette opération était boycottée par les deux principaux syndicats de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, modéré) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Ce dernier a dénoncé une « opération promotionnelle qui tient lieu de concertation ».

LYON

de notre bureau régional  
« Monsieur le Garde des sceaux, sous prétexte de vouloir réformer

une institution aussi archaïque que la justice, n'allez-vous pas renforcer le pouvoir de petits potentats locaux qui se servent de l'indépendance comme d'un cache-sexe pour défendre leur autoritarisme quasi malséculaire ? »

Cette question-là était-elle, comme tellement d'autres, « une bonne question » ? Le ministre de la justice ne se risqua pas à le souligner, et la conférence même avec habileté, mais, sur l'écran, il ne cilla point. C'est avec une enstance sereine qu'il dialogua avec le greffier en chef, et néanmoins militant CGT, qui, depuis Lille, et grâce au satellite Télécom 1, venait de l'interpellé avec une aussi singulière alacrité.

Cheveux longs cascading sur les épaules, chemise largement ouverte, ce greffier griffu mais courtois, se distinguait sans doute des quelques centaines de magis-

trats, avocats ou auxiliaires de justice venus « vidéodiscuter » avec leurs ministres de tutelle - MM. Nallet et Mielbel Sapin, ministre délégué - depuis cinq centres interactifs, à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse (1). Mais il donnait, aussi, tout son sens à l'échange direct par vidéotransmission organisée, vendredi 25 octobre, plus de trois heures durant, sur le thème de la « départementalisation » judiciaire présentée, en juin, au conseil des ministres (Le Monde du 14 juin).

On en était aux questions diverses et les interrogations, les critiques, les suggestions, étaient remuées, à un rythme soutenu, de la France judiciaire profonde, parmi laquelle les représentants de la hiérarchie et des syndicats dominaient nettement. « Pourquoi changer quelque chose qui marche si bien ? », avait demandé d'entrée, et sans volonté de provocation, une greffière en chef de Lyon apparemment saisie par les vertiges d'une « gestion financière déconcentrée ». Nous ne départementaliserons que les crédits qui peuvent l'être, parce qu'ils ne sont pas « stratégiques », répondit en substance M. Nallet, qui avait insisté sur « le plus » en matière d'efficacité, d'autorité et de collégialité qui devrait constituer la réforme projetée.

## Hostile au changement

Malgré son engagement liminaire et solennel à ne pas toucher à la carte judiciaire, à la répartition des contentieux ni aux statuts des personnels, le garde des sceaux dut constamment se replier sur cette position défensive. Et consacrer l'essentiel de ses propos à rassurer les membres d'une institution plus que jamais rétive, voire hostile, en apparence ou tout cas, à l'idée de changement.

« Pas question de supprimer des tribunaux d'instance, cela irait contre mes propres opinions et serait politiquement suicidaire », martelait ainsi M. Nallet, présentant la départementalisation de la gestion comme une « récupération » des pouvoirs des préfets ou des trésoriers payeurs généraux.

Dans l'esprit du ministre, les futurs « présidents départementaux » pourraient fort bien devenir les « coordonnateurs secondaires des dépenses » de justice. Cette nouvelle maîtrise de la trésorerie permettant de résoudre des problèmes quotidiens - le paiement d'heures supplémentaires aux greffiers, l'achat d'une photocopieuse, l'aménagement de locaux d'accueil - évoqués au fil des débats.

À la crainte, exprimée par une responsable régionale de la CFDT, de voir les personnels « déplacés comme des pions » par les effets d'une « gestion déconcentrée des effectifs », M. Nallet opposa le « respect scrupuleux du statut général » et la répartition, au plus près, de « blocs de compétence ».

Beaucoup d'intervenants ayant plus ou moins vivement regretté une absence ou une insuffisance de concertation préalable, M. Nallet préleva que si les principes étaient arrêtés, pour les modalités, qu'examine encore un comité d'experts, la discussion restait ouverte. Avec ou sans le relais d'un satellite.

ROBERT BELLERET

(1) Outre ces cinq centres interactifs, quelque 170 points de réception, répartis sur le territoire métropolitain, ont permis à près de 2 000 membres des professions judiciaires de suivre ce débat, avec la possibilité de poser des questions par télécopie. Le coût total de cette « première » technique, évalué à 600 000 F, ne dépassait guère celui d'un déplacement ministériel lourd en province.

En marge de l'affaire des Irlandais de Vincennes

## M. Paul Barril et la procédure

La procraïne en diffamation intentée au journal Le Monde et à notre collaborateur Edwy Plenel par l'ancien officier du GIGN, Paul Barril, a été renvoyée à une date sans doute fort lointaine à la demande des conseils du plaignant qui ont soulevé, vendredi 25 octobre, deux incidents de procédure. La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 22 novembre sur l'aspect procédural et le fond de l'affaire ne pourra être évoqué que lorsque toutes les voies de recours auront été épuisées.

« Vous êtes du mauvais côté de la barre... », remarque, sans malice, le président Jean-Yves Monfort, en constatant que les avocats de l'ancien capitaine Barril se sont installés à la place généralement réservée au prévenu. Chacun ayant repris le banc qui lui est normalement destiné, c'est pourtant du côté du plaignant qu'une voix s'élève pour plaider des incidents de procédure. Mais qu'on ne s'y trompe pas, M. Scotti est formel : « Il ne s'agit pas de fuir le débat ».

L'avocat veut voir juger Edwy Plenel, qu'il accuse d'avoir gravement mis en cause le capitaine Barril dans un article publié dans le Monde du 21 avril 1991 sous le titre : « Irlandais de Vincennes : les échoteries de l'Elysée ».

M. Scotti conteste seulement « l'offre de preuve de la vérité » faite par le journaliste, qui avait notamment cité comme témoin, l'ancien officier de gendarmerie Jean-Michel Beau et Bernard Jegat.

Tous deux ont été condamnés le 24 septembre dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, le premier

pour subornation de témoin, le second pour transport d'armes. Mais la cour d'appel ayant été saisie, ils ont toujours leur qualité d'inculpés qui ne leur permet pas de témoigner sous serment sans se priver des droits accordés à la défense. C'est l'argumentation classique du « survis à statuer » que l'avocat ne demande pas explicitement, laissant ce soin au substitut du procureur de la République.

M. Scotti estime aussi que la défense du Monde ne peut pas évoquer des faits couverts par la prescription des délits, qui est de trois ans. Sur ce point, il n'est pas suivi par le substitut Marc Domingo. Lors du procès concernant les conditions de l'arrestation des trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982, le magistrat n'avait pas caché sa conviction « à 95 % » sur le rôle joué par le capitaine Barril, qui n'était pourtant qu'un témoin. Et aujourd'hui il n'est plus tout à fait sûr qu'il s'agisse seulement d'un délit : « Ce type de faits aurait pu supporter une qualification plus grave de nature criminelle dont la prescription atteint dix ans », souligne M. Domingo.

C'est aussi l'avis de M. Yves Baudelot, défenseur du Monde. « M. Barril est soupçonné d'avoir placé des armes chez les Irlandais. C'est là le vrai débat ! » Et l'avocat évoque l'article 114 du code pénal qui prévoit la peine criminelle et la dégradation civique « lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens (...). » Se tournant vers ses adversaires, M. Baudelot ajoute : « C'est ce débat-là que vous refusez. »

MAURICE PEYROT

Après un accident mortel

## Deux cadres de la SNCF sont inculpés pour avoir remis un rapport tronqué à la justice

Deux cadres de la SNCF, M. Pallac, directeur adjoint du service juridique à Paris, et M. Daniel Danis, chef de la division équipement à la direction régionale de Rennes, viennent d'être inculpés par M. Roucou, juge d'instruction à Rennes, « de faux et usage de faux ainsi que d'altération de documents privés de nature à faciliter la recherche d'un crime ou d'un délit ».

RENNES

de notre correspondant

Après la mort, le 13 juin 1989, à Messac (Ille-et-Vilaine), d'un jeune agriculteur de vingt-six ans, M. Jean-Luc Malaty, dont l'autonomie est brisée - avant de prendre feu - par un wagon de 64 tonnes transportant des traverses en béton, un cheminot et son supérieur immédiat - celui-ci est défendu par l'avocat de la SNCF - sont inculpés d'homicide

involontaire. La SNCF rédige un rapport sur les circonstances de l'accident, les responsabilités retenues et les mesures à mettre en place à l'avenir pour éviter un tel drame.

Mais c'est un condensé de ce rapport qui sera finalement remis au juge d'instruction. Les passages sur la non-qualification de l'agent qui a effectué la manœuvre, la non-conformité de la manœuvre au règlement interne, la réorganisation ultérieure des chantiers, les essais de freinage postérieurs à l'accident n'apparaissent pas dans la version officielle. Avec l'aide de la CGT, M. Claude Larzul, avocat au barreau de Rennes, entre en possession des deux rapports, le faux et le vrai et interpelle le tribunal correctionnel de Rennes sur les « omissions » du dossier. Le 21 mai 1991, le tribunal correctionnel de Rennes avait décidé de surseoir à statuer « jusqu'à ce que la juridiction compétente se prononce sur le faux prétendu » par l'avocat du « lampiste ».

CHRISTIAN TUAL

## MÉDECINE

Une campagne publicitaire contre le tabac

## « Fumer, c'est pas ma nature »

Le ministère des affaires sociales et de l'intégration, le ministère de la Santé, la Caisse nationale de l'assurance maladie et le Comité français d'éducation pour la santé ont lancé, samedi 26 octobre, une nouvelle campagne de prévention du tabagisme.

La pouasnière rouge de la Monument Valley, le galop des chevaux sauvages, les pantalons de cuir du cow-boy... La nouvelle campagne contre le tabac a un air de déjà vu. Le fin du spot lève toute ambiguïté : « Fumer, c'est pas ma nature », déclare avec un fort accent américain la héros au visage buriné, chassant d'une narine revêche un fillet de fumée. Il ne s'agit donc pas du cow-boy Marlboro. Mais la ressemblance n'est ni fortuite, ni involontaire.

Cette campagne ne s'attaque pas aux fumeurs mais au tabac, indique M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Les fumeurs doivent se réapproprier les valeurs d'aventure, d'espace et de nature. Elles ne sont pas la propriété exclusive d'une marque. Ce film publicitaire, diffusé sur les écrans de télévision et de cinéma du 26 octobre au 26 novembre, s'inscrit dans une nouvelle stratégie : valoriser les choix de vie sans tabac tout en soutenant une libre détermination face à la cigarette. Ne pas fumer n'est pas un renoncement mais un choix personnel.

Cette campagne est aussi le reflet de la volonté des pouvoirs publics d'être plus offensifs. Le spot s'attaque à un personnage légendaire, le cow-boy Marl-

boro, né en 1954 à Chicago de l'imagination du publicitaire Leo Burnett. Le groupe Philip Morris, inquiet à l'idée de voir « son » cow-boy cracher ses poumons dans la prairie, avait demandé, le 21 octobre, au Comité français d'éducation pour la santé (CFES) de visionner le film afin de préserver les droits de la marque. En vain. Le refus du CFES est motivé par le fait qu'il n'y a à aucun égard d'indigence envers les marques de cigarettes.

La société se réserve toutefois la possibilité de saisir la justice, notamment si elle considère que la film aait discriminatoire. Les commanditaires de la campagne (le ministère des affaires sociales et de l'intégration, celui de la santé, la CNAM et la comité français d'éducation pour la santé) sont sereins. « Notre cible est constituée par les jeunes de seize à vingt-cinq ans. Nous ne faisons que nous placer sur le terrain des valeurs », indiquent-ils.

Cette publicité intervient au lendemain de l'interdiction d'une campagne « La pub tue » par le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris (le Monde du 26 octobre). « Il ne s'agit pas d'un jugement sur le fond, commente M. Durieux. A Quimper, le tribunal de grande instance est revenu sur l'ordonnance du juge des référés dans le même dossier ». « Fumer, c'est pas ma nature » a inscrit, néanmoins, dans une offensive générale des pouvoirs publics contre le tabac.

MICHÈLE AULAGNON

## ÉDUCATION

Devant le congrès des grandes écoles

## M. Jospin souhaite créer deux filières de formation d'ingénieurs

Le ministre de l'éducation nationale a réaffirmé à Toulouse, vendredi 25 octobre, devant le congrès de la Conférence des grandes écoles, sa volonté d'ouvrir le débat sur l'adaptation des formations d'ingénieurs. Il préconise, en particulier, la mise en place de deux filières, l'une en quatre ans et l'autre en six ans, au lieu de l'unique filière actuelle en cinq ans.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Réunis à Toulouse les 24 et 25 octobre, les directeurs de grandes écoles d'ingénieurs et de managers attendaient M. Jospin de pied ferme. Non seulement, pour la première fois depuis 1988, le ministre venait s'exprimer devant eux. Mais, surtout, les cent cinquante-huit écoles de la Conférence se sentaient menacées, voire agressées, par la volonté affichée par M. Jospin, au début de l'été, d'ouvrir le dossier des grandes écoles, de réduire à quatre ans la durée de formation des ingénieurs et à un an celle des classes préparatoires (Le Monde du 24 octobre).

## Un diplôme d'ingénieur-docteur

Fort du soutien du conseil d'administration de l'École polytechnique et de son président, M. Bernard Esambert, qui vient de faire connaître leur opposition à la réduction de la durée des études, également soutenus par le président de la commission éducation-formation du CNPF, M. Claude Michel - qui est venu leur dire combien cette mesure serait inopportune - les directeurs de grandes écoles l'ont donc rappelé haut et fort pendant deux jours : le projet du ministère aurait des conséquences graves sur le niveau de qualification des ingénieurs et des cadres de l'économie française, ainsi que sur la crédibilité internationale de leurs établissements. Et chacun de réclamer concertation et débat avec les pouvoirs publics.

Obéissant volontiers sa proposition iconoclaste de réduction à un an des « prépas » scientifiques,

M. Jospin a centré son analyse sur la place des formations françaises d'ingénieurs dans le paysage et la compétition internationale à la veille de 1992. Il a exprimé sa volonté « à l'instar des grands pays industrialisés (Etats-Unis et Allemagne), d'instaurer deux niveaux d'ingénieurs : un niveau de référence à bac + 4 et un niveau supérieur à bac + 6, destiné à ceux qui auront su inventer leur créneau ».

Le niveau de référence à bac + 4 - inférieur d'un an au standard actuel reconnu par la commission des titres d'ingénieurs - serait accessible soit par les écoles, soit par des formations universitaires et, en particulier, par les

nouveaux instituts universitaires professionnalisés (IUP) lancés cette année et qui sont précisément des formations conduisant en quatre ans au diplôme d'ingénieur-ingénieur. Quant au niveau supérieur en six ans, il serait validé par un nouveau diplôme « d'ingénieur-docteur », ouvert aux diplômés des écoles ou aux diplômés de l'université et reposant sur un travail de recherche de deux ans, incluant « la participation active au développement d'un brevet ».

Autant de propositions qui ont fait monter d'un cran l'exaspération de la plupart des responsables d'écoles présents à Toulouse. Beaucoup, sans doute, sont d'ac-

cord sur la nécessité d'introduire au niveau bac + 4 un nouveau profil de formation de cadres techniques, intermédiaire entre les techniciens et les ingénieurs. Et aucun ne voit d'inconvénient à ce que les IUP, par exemple, occupent ce créneau. Mais les responsables d'écoles n'admettent pas que ce niveau devienne le standard de base pour tous les ingénieurs. Et pas davantage de voir les écoles placées sur le même plan que des formations universitaires encore embryonnaires et incertaines. « Rien ne sera décidé unilatéralement ni imposé », a précisé M. Jospin.

GÉRARD COURTOIS

Une « marche nationale » à Paris

## Les sourds réclament « le droit à une éducation bilingue »

Près de deux mille sourds ont affectué, vendredi 25 octobre, une « marche nationale » pour réclamer le décret d'application d'une loi de janvier 1991 leur accordant « le droit à une éducation bilingue - langue des signes et français ». Le secrétaire d'Etat aux handicapés, M. Michel Gillebert, qui a reçu une délégation, a précisé que ce décret faisait l'objet d'une étude interministérielle avant son examen par le Conseil d'Etat.

C'était un silence tout relatif. Partout des mains bavardes décrivait des arabesques. Paotomimes volubiles d'un cortège enjoué. Des adultes et des enfants sourds, étaient venus manifester, à l'appel de la FNSF (Fédération nationale des sourds de France), pour réclamer le droit à une éducation bilingue, langue des signes et français. Dès le

milieu du dix-huitième siècle pourtant, l'abbé de l'Épée avait donné aux sourds un langage gestuel. Mais, en 1880, au congrès de Milan, les partisans de la parole l'avaient emporté. La langue des signes devenait hors la loi supplante par l'oralisme. Les sourds devaient apprendre à parler. Ce n'est qu'en 1976 que le signe a retrouvé droit de cité.

En France, l'enseignement « bilingue » s'est principalement développé dans des établissements privés mis en place par des associations. « Nous manquons cruellement d'établissements bilingues », explique M. Guy Bouchesveau, vice-président de l'Académie de la langue des signes française. Nous ne sommes pas contre l'oralisme, mais nous voulons éviter l'intégration sourde. Nous souhaitons que l'enfant acquière, grâce à l'éducation bilingue, la connaissance de sa différence.

Une mère raconte les difficultés rencontrées pour éduquer son fils. A cinq ans, alors qu'il était dans

une école oraliste, il ne parlait toujours pas à la maison. Et puis une orthophoniste a créé une école maternelle avec un adulte sourd, et par le langage des signes l'enfant s'est épanoui. Aujourd'hui, elle s'apprête pour l'avenir : « Les enfants sourds n'ont pas beaucoup de choix pour leur vie professionnelle. Ils s'orientent vers le tertiaire, la bureautique ou l'informatique, ou vers des métiers manuels, comme la cordonnerie ou l'horticulture ».

Chaotat, vingt et un ans, a décidé, pour sa part, de faire des études universitaires et s'est inscrite en géographie à Paris-VII : « J'ai dû me battre pour suivre les cours, expliquer-les. L'année dernière, j'ai finalement pu trouver un interprète grâce à des financements du Lions Club. L'Etat ne nous aide absolument rien ». Et de rêver d'une université pour les sourds, comme il en existe une aux Etats-Unis.

MARTINE LARONCHE











# CULTURE

MODE

## La rue sans joie

Le défilé des collections du prêt-à-porter s'achève. Entre les recherches techniques et l'affolement des tendances, les «grands» ne déçoivent pas

«Il y a un progrès technique, constate déjà Cocteau, mais ce que je regrette dans notre époque, c'est que les choses ne nous viennent plus que par reflet. Il n'y a plus de pénétration». A Paris, dans la Cour Carrée du Louvre, notamment, les défilés du printemps-été des créateurs et couturiers viennent de s'achever dans une grande confusion. Sous l'apparente performance de nouveaux tissus, nylon métallisé, jersey laqué, matières thermosensitives qui changent de couleur en fonction de la chaleur, c'est le corps tout entier qui disparaît, enseveli sous des images éphémères, mais entretenu par le tapage médiatique des tendances, l'imposition d'une certaine jeune création éphémère, le genre néo-sexy que se donne une fausse élite en hypocrisie collective.

Tout s'amplifie, tout se montre, tout se diffuse, et une fois de plus,

les femmes achètent les petits prix de Kookai, les costumes-pantalon de Et Vus, APC, Agnès B., l'été qui compose le passe-partout branché; les plus riches ont les «basiques» d'Isis de la Fressange, l'ex-mannequin vedette de Chanel, qui a ouvert sa boutique avenue Matignon.

L'écrit se creuse, l'air se raréfie. Comme les animaux téta qui se croisent entre eux, les créatrices défilent à côté des mannequins. A part cela, la mode de l'été 1992 se joue la comédie du grand message fin de siècle.

«Le non-fini, c'est ma manière d'exprimer l'éthique», dit Rei Kawakubo (Comme des garçons), auteur d'une collection médiatiquement radicale, d'un travail précis sur l'effiloché, l'arraché (des treillis aux pans de doublure apparente), le décapé (robes en dentelle de papier chimique, vestes marine, lacérées au couteau à la

manière d'un monochrome de Lucio Fontana). Mais est-ce assez pour faire de l'art, ainsi destructeur soit-il? Le coup de eolâtre égaré, bien sûr, les séries commerciales (montrées seulement aux acheteurs dans le show room de la place Vendôme) plus quelques modèles, pièces à conviction d'une très grande technicité: carreaux géométriques de gabardine ou de polyester chinois dévotement, dans un jeu d'épingles, d'étranges fourreaux zippés.

Yohji Yamamoto met dans sa vérité un peu plus de fiction et d'amour: il y avait, dans son défilé, l'émotion du tissu pincé de toute part mais libre, l'éclat de ses robes en mousseline noire et blanche, hommage à Madeleine Vionnet et au corps des femmes. Beau travail sur la limite, l'équilibre, d'un simple qui ne sonne jamais dans l'ordinaire.

Nuance difficile atteinte sinon par des puristes comme Marc Andriessen avec ses vêtements apparemment si simples qu'ils se font oublier. En organisant son défilé dans une bouche de métro désaffectée, à Strasbourg-Saint-Denis, sur le thème «Circulez, il n'y a rien à voir», Martin Margiela, couturier d'une époque formidable, décline le thème «miser» de la saison. Il est si sobre, entortillé des vieilles soies des Pucelles comme on essore son cœur. Pourtant, au-delà de cette «fouille archaïque du naturalisme» dont parlait Jean Renoir, les portraits de l'été appartiennent ici et là, images européennes en noir et blanc, crayonnées de rouge à lèvres pour des silhouettes qui évoquent tour à tour Piss, les scènes de maisons closes vues par Brassai, les filles de joie, les torse nus de la musique, les démons aux bas fétus.



Vitesse légèreté, efficacité le vêtement d'Issey Miyake ne parade pas, il s'enfile comme une tenue de survie.

La silhouette s'allonge, les coliflures gonflent, les chaussures de fête sortent des garçonniers. On peut commencer à à repérer de mode et de vêtements: en juillet dernier, Azzedine Alaïa, toujours en retard sur le calendrier des présentations mais d'une certaine façon, toujours en avance, a donné le ton de cette mode inspirée des années 40, le fameux style rétro sorti par Yves Saint Laurent en 1971.

On retrouve, cette saison, beaucoup de combinaisons lingerie, de peignoirs de soie dignes d'Arletty dans Hôtel du Nord, de déshabillés (Yves Saint Laurent, Jean-Paul Gaultier), de jeux autour de l'ouvert et du fermé, du long fendu (Montana, Christian Lacroix), du court érotiquement voilé. Voici le tour des réines de la nuit qui,

dans la pénombre, s'habillent en hommes, plus fardées que jamais. Pendant une semaine, de défilés en fêtes nocturnes, Paris a été le théâtre d'un spectacle camp, procès d'intention à l'égard de l'Amérique byzantine et puritaine, magnifiquement orchestré par Thierry Mugler.

Divas de la nuit new-yorkaise, Susan Barch était venue avec tout un aréopage de travestis finement habillés «couture». Voici, surgie des limbes une réaction au style naturel, à l'écran lisse de la bonne conscience. Après le minimalisme des années 80, la débauche d'artifices fixera peut-être les vraies images de cette fin de siècle tourmentée. Mais pour dire la vérité, l'artifice suppose force et rigueur. Dans l'affaissement général, les

grands, d'Yves Saint Laurent à Jean-Paul Gaultier, brillent d'autant plus qu'ils possèdent la mémoire et le métier. Quelles que soient les circonstances, il est bien ridicule celui qui ose, dans un cortège de veuves en stretch, faire défiler la naine de Twin Peaks, le feuilleton de David Lynch, sur un air de Marlene (Michel Klein).

Il y a des choses comme ça qu'il vaut mieux laisser à d'autres. A Josef Sternberg, par exemple, parce que les haillons, il savait les rendre sublimes. Un petit trou, juste au creux de l'épaule. Un bas filé, mais pas d'importance. Parce que c'était Marlene dans Blonde Venus. Et qu'elle chantait: «Je suis une femme libre».

LAURENCE BENAÏM

## Le «camp» en V O

Au Vietnam il y avait la guerre, à Cuba un paradis, les portraits du Che et d'Angela Davis s'élevaient sur les murs des chambres d'étudiants. On voyageait beaucoup en psychédélie. Alors il s'est trouvé des New-Yorkais qui ont tourné en dérision la bonne conscience forcée des uns, la politisation bête des autres. Des gens qui tendaient à la société un miroir de sorcière. Ils en montraient les grimaces, les mensonges, les trahissements. C'est pour eux que défini leur esprit que Susan Sontag a inventé le mot «camp».

Le travesti a acquis une vraie force de subversion. Parce qu'il ne se contentait pas d'intervenir les signes des sexes, mais dénonçait

par le grotesque la cruauté d'un monde qui courait après ses certitudes. Ce n'était pas si simple à l'époque, il fallait de la bravoure. Les princes de la dérision, les modèles, c'était la Ridiculous Theatre de Charles Ludlam et John Vaccaro, troupes de travestis goguenards, superbement insolents, qui avaient porté au sommet l'élégance de la guerre, l'art du grimage et de toutes les outrances. Ils connaissaient précisément leurs atouts et venaient juste, comme des blessés qui ne veulent ni céder ni mourir. Ils ont eu des disciples. Et puis le monde est devenu si féroce que le rire s'est égaré.

COLETTE GODARD

CINÉMA

## Un papa pour sourire

Une comédie sentimentale sur les traces de la paternité

MON PÈRE, CE HÉROS de Gérard Lauzier

A quel âge les filles quittent-elles leur père pour suivre un autre homme? Véronique, dite Véro (Marie Gillain), semble précocité: elle a quatorze ans et demi. Il est vrai qu'elle a déjà l'air d'une femme et que le divorce de ses parents l'amène à prendre des libertés. Mais Gérard Lauzier, scénariste et réalisateur, a renoncé à son humour noir de caricaturiste (sauf dans quelques scènes, dont l'apparition de la mère jouée par Charlotte de Turckheim).

Il a choisi la tendresse, et on ne s'en plaint pas, pour conter les vacances à l'île Maurice de Véro et de son père André - Gérard Depardieu - fier de passer quelque temps avec cette adolescente montée en graine qui l'appelle par son prénom et le traite plus en copain qu'en papa. Naturellement, André est jaloux des hommes qui regardent sa fille. Naturellement, elle n'en fait qu'à sa tête. Et lorsqu'elle jette son dévolu sur Benjamin (Patrick Mille), elle s'invente une liaison dangereuse avec cet André, qui, dit-elle, n'est pas son père, mais un aventurier héroïque et mystérieux. Le garçon marche, et le père, d'abord, n'y comprend rien.

A quelques gags superflus près (les scènes de plage), c'est joliment observé côté psychologie et traces de la paternité. Le rythme de comédie sentimentale rappelle parfois Jacques Becker. Voilà donc Lauzier transformé. Et concerné sans doute, comme l'est Gérard Depardieu, colosse agile qui trouve dans son texte de quoi jouer au naturel la vérité de sa vie affective.

En face de lui, Marie Gillain, plus embarrassée de ses sentiments que de son corps, exprime dans les jeux de l'imagination son amour filial répondant à un amour paternel qu'elle souhaite plus exaltant. C'est un film à deux, le film d'un père et d'une fille qui deviennent complices avant de se séparer sur une note d'indivisible mélancolie. Et de douceur.

JACQUES SICLIER

MUSIQUES

## Taj Mahal : le blues comme jamais

Après une éclipse partielle retour d'un érudit qui n'a jamais oublié de s'amuser

Taj Mahal voudrait mettre les choses au point: ce n'est pas parce qu'il est resté sans nouvelles de lui ces dernières années qu'il avait pris sa retraite. Le grand homme (il aurait pu jouer au basket) a enregistré six albums depuis 1983. Il se trouve simplement que, contrairement à ses prédécesseurs, *Like Never Before* (1) est commercialement distribué en France.

On y découvre ce qui a toujours fait l'originalité de Henry Saint Clair Frederick, dit Taj Mahal, guitariste, auteur et chanteur: une connaissance encyclopédique du patrimoine musical afro-américain alliée à un goût infatigable et à une ouverture d'esprit étonnante.

Né dans l'Etat de New-York il y a maintenant cinquante ans, Taj Mahal explique ainsi la formation de sa culture musicale: «Nous arrivons des côtes de Cuba, de Panama (son père était originaire de l'île de Saint-Kitts), j'ai toujours écouté de la musique jamaïcaine, bien avant la naissance du reggae. Dans ma ville, il y avait un magasin de disques qui répondait aux besoins de la communauté noire. Tandis le soir, on pouvait entendre à la radio des disques de Muddy Waters».

Plus tard, au milieu des années 60, on retrouve Taj Mahal sur la côte ouest. Le guitariste noir a formé un groupe avec deux autres virtuoses des six cordes, Ry Cooder et Jesse Ed Davis. Les Rising Sons sont devenus depuis une légende, et sur certains marchés, l'édition pirate des sessions que le trio enregistrera alors attend des semaines. Sous son nom, avec Jesse Ed Davis ou en solo, Taj Mahal enregistre alors pour CBS une série d'albums qui ouvrent des perspectives insoupçonnées à la génération du flower power.

Take A Giant Step/De Ole Folks At Home (2), *The Natch'l Blues* font découvrir le blues rural à cette génération du flower power. Il s'agit de la bande originale de *Sounder*, de Martin Ritt, et joue dans le film. Mais au bout d'un moment, la machine se met à tourner à vide: «Je ne jouais que dans des salles pleines et pourtant je ne voyais jamais rien sur moi dans les journaux. J'aurais pu continuer à me taper la tête: il n'y rien de pire que la vie en tournée». D'où une semi-retraite à la fin des années 70.

Taj Mahal en est sorti discrètement, enregistrant de temps en

temps, rapidement, pour de petits labels. Il a également réalisé des disques pour enfants en se basant sur une idée simple: «Il faut que la musique soit accessible aux enfants tout en restant agréable pour les parents». Comme, par ailleurs, il se définit comme un militant culturel, cette expérience lui a permis de proposer la honnête parole de l'héritage afro-américain: «La communauté noire, américaine ne va plus au concert, tout est défini par les radios noires. Mais il faut bien se dire que la radio noire n'existe pas. La plupart d'entre elles appartiennent aux Blancs. Aux Etats-Unis, la part africaine de l'héritage culturel est toujours aussi méconnue».

Finalement, Taj Mahal a trouvé refuge sur Private Records, un label originalement consacré à la «music new age» et qui, à ces temps, était dirigé par le légendaire Leon Redbone ou le guitariste Leo Kottke. «Pour la première fois, j'ai eu la possibilité de réaliser un disque vraiment bien produit. Jusqu'ici, j'enregistrais en direct, là nous avons pris le temps (avec le producteur Skip Drinkwater) de trouver un son satisfaisant».

On retrouvera sur *Like Never Before* quelques contemporains de Taj Mahal comme le pianiste louisianais Dr John, le guitariste texan David Limery, des cadets, comme Hall and Oates. «Ils ont rompu les sessions de leur propre album le temps de venir faire les chœurs sur le mien» - et des benjamins - le rapper Jazzy Jeff.

Taj Mahal ne s'écarte jamais beaucoup du blues, mais il garde un œil attentif sur l'évolution de la musique: «L'essentiel de ce qui se fait n'est qu'une histoire d'argent. Quel qu'ils en disent, NWA (le groupe de rap «radical») californien qui s'est récemment retrouvé en tête des hit-parades en glorifiant les guerres de gangs ne parle que d'argent. Le bien ne peut venir que de nos forces».

THOMAS SOTINEL  
Le 28 octobre à Bordeaux, le Cricketers. Le 29 à 19 h 30, Elysee-Montmartre, Paris.

(1) Private B&M.  
(2) On peut trouver en importation le double album *Take A Giant Step/De Ole Folks At Home* enregistré en un seul CD sous la référence Columbia CGK 18.

VARIÉTÉS

## Un entretien avec Jean Ferrat

Après six ans de silence, le chanteur revient avec un album de tendresse et de colère qui parle du monde

«Votre disque s'intitule «Dans la jungle et dans le zoo», pourquoi?

— C'est le titre d'une chanson qui m'a été inspirée par le cinéaste Miles Forman. Vivant depuis des années en Amérique, il s'apprêtait à rentrer dans son pays, la Tchétchévoquie et disait dans une interview à la radio: «Je vis désormais dans la jungle. Je m'apprête à rentrer dans le zoo». La jungle et le zoo pour décrire les régimes capitalistes et communistes m'ont semblé des termes exemplaires, impliquant que les hommes redevenaient des animaux, boudés par les prédateurs d'un côté, humiliés comme des chiourmes de l'autre, une alternative que je ne peux accepter.

— Loin de Paris, on voit mieux les choses, vos chansons parlent-elles de ce que vous avez vu et vécu? — Et vous décrivez le zoo elle-même: «Ce soir es soif/ Après la roue de la fortune/ Un PAF obscur un PAF obscur/ Est à la une»...

— Autrement il n'y avait qu'une presse à scandale, maintenant, il y a une télévision à scandale, toutes chaînes confondues. Je pense en particulier à cette émission de la délation, à cette émission où des gens masqués sont encouragés à dénoncer leurs contemporains, cela me donne envie de lancer une grande dans le studio.

— C'est aussi à travers le télé-vision que vous avez vu et vécu le bicentenaire: «A dix pieds sous terre/ Ton bicentenaire/ Ils l'ont enterré bel et bien/ Pauvre Martin pauvre misère/ C'est toujours la poule qu'on enterra».

— Oui, pour célébrer cette Révolution qui, à travers les siècles représente toujours l'essentiel du prestige de la France, et sert de référence aux peuples qui commencent de se libérer, j'ai commencé par voir sur nos petits écrans le nouveau prince de Louis XVI et son acquiescement. Puis un long plaidoyer en faveur des émigrés de Coblence, puis une série sur les froufrous, ou les jupons, ou, c'est cela, les jupons de la Révolution. Avec, en apothéose, les représentants des sept pays les plus riches du monde regardant le défilé d'un publicitaire. Imposture significative.

— L'actualité ne vous a-t-elle pas rattrapé dans votre refuge et même parfois dépassé, lorsque vous écrivez: «Halte aux armes nucléaires/ Halte à la course au néant», au moment où les

grandes puissances commencent à désarmer?

— Non, parce que la France se montre d'une grande félicité dans ce domaine et que l'on ne peut que constater que des deux vaincus de la dernière guerre à qui l'on a interdit de réarmer, l'un, l'Allemagne, est en train de devenir maître de l'Europe et l'autre, le Japon, de racheter l'Amérique. Tandis que nous nous complaisons à notre petite boue...

— Comment avez-vous vécu les récentes bouleversements à l'est?

— De façon contradictoire. Franchement j'ai eu au par formidable de la perestroïka, à l'espoir que faisait lever Gorbatchev, et le plus dur est de voir que le chemin est encore bien long... — On ne peut pas dire que le PCF ait été très en pointe.

— Il y a dix ans, n'étant pas membre du parti, je m'étais opposé, dans une chanson à l'analyse officielle sur le bilan globalement positif que je trouvais très inadéquats à la réalité des choses. Ma chanson s'appelait le Bilan, elle a été tout de même publiée dans *L'Honnêteté*.

— Depuis combien de temps n'avez-vous pas allé en URSS?

— Je n'y suis jamais allé.

— Ce soir?

— Pourquoi? Vous croyez vous aussi que je passais mes vacances dans une somptueuse datcha au bord de la mer Noire? En 1966, je voulais aller chanter en URSS. Mais ma venue a été «déconseillée». Je venais d'écrire *Potemkine*. L'argument avancé était que mon répertoire était «trop intellectuel et difficile à comprendre pour le public d'Union Soviétique». Je me suis alors demandé si la révolte contre l'injustice avait toujours cours (à-bas). Puis quelques années ont passé. On m'a officiellement invité à Moscou. Mais j'étais juste après l'invasion de la Tchétchévoquie, une de mes chansons, *Comrades*, l'évoquait. On m'a laissé entendre que j'avais intérêt à ne pas la chanter. J'ai refusé l'invitation. En 1972, enfin, j'ai été invité sans conditions, mais j'avais du travail, je n'y suis pas allé non plus.

— Une de vos chansons parle des Tournaisiens, au moment où sort le *Van Gogh de Flinck*. Simple coïncidence?

— Oui, puisque j'ai commencé ce disque il y a plus de trois ans. Et que cette chanson, les Tournaisiens, a été la toute première à s'imposer. Vous savez, on me reproche souvent mes

longs silences, ils ne peuvent être rompus que lorsque j'ai quelque chose à dire, quelque chose qui m'indigne à nouveau, qui me révolte dans mes anciennes révoltes. Très anciennes, puisque le monde m'est tombé dessus lorsque j'avais onze ans...

— Que vient faire Van Gogh dans tout ça? Eh bien, il illustre un point crucial pour moi, les rapports de la culture et de l'argent. Alors, j'ai écrit: «Venez ma fleur men bel oiseau/ Dans ce monde aux valeurs croulantes/ Te voilà donc Eldorado/ De la bourgeoisie triomphante».

— Vous parlez de «peuples frères», de «monde à visage humain»...

— Je prends «peuples frères» dans une acception planétaire, je pense que les terminologies meurent, mais pas les mots. Surtout quand ils servent de nouvelles idées.

— Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

théâtre de la bastille

22 et 29 octobre

19h30 et 20h30

François Verret

Le vent de sa course

27 et 28 nov

19h30 et 20h30

Léo Katz

et ses œuvres

triptique de Louis-Charles Sirjac

avec René Delle

Daniel Kestenberg

Manu Manni

Arthur Hertzfeld

Jean-Luc Penot

les 17, 23 et 24 novembre

les Genevois/Seuux

43 57 42 14

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS







50 من الامل

# ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 19

## BILLET

### Le poisson sans passion

D'Épiais à Concarneau et à La Rochelle, près de 1 000 bateaux de pêche - pinasses côtières et chalutiers hauturiers - auront été en quelques mois envoyés à la casse. Bruxelles l'exigeait. En effet, de 1987 à 1990, la France a engagé un vigoureux programme de renouvellement de sa flotte, notamment dans le secteur artisanal, mais en allant au-delà des règles et plafonds communautaires fixés dans le POP (plan d'organisation de la pêche). Il fallait donc faire marche arrière, d'autant que les ressources en poissons des eaux européennes ont considérablement fléchi ces dernières années. Lancé en mars dernier par le ministre de la mer de l'époque, M. Jacques Mellick, le plan de «sortie de flotte» aura atteint ses objectifs : 10 % de la capacité de capture en moins.

L'actuel secrétaire d'État à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, par ailleurs maître de Lorient (dont le port de pêche va très mal) s'est félicité de cet aboutissement. «Le plan demandait d'être adossé à une loi, mais l'absence de loi n'a pas empêché la France de respecter ses engagements», a-t-il déclaré devant la Commission. Contrevenir à ce qu'on pouvait redouter, cet «autodafé maritime» n'a pas provoqué de tollé sur le littoral, les pêcheurs sachant bien qu'à trop raler les fonds on hypothèque l'avenir. Il est vrai que le directeur des pêches, M. Claude Bernat, qui dispose de quelque 300 millions de francs (y compris les aides européennes et celles des conseils régionaux concernés) a fait preuve de vigilance pour que le volet social du plan soit rigoureusement appliqué.

Social et aussi culturel, car les anciens bateaux de pêche - thurliers, langoustiers, et autres vieux gréements - font partie du patrimoine culturel. M. Jack Lang, ministre de la culture, a promis de soutenir leur acquisition par des musées et des associations.

C'est donc en relatif «bon élève» européen que la France aborde la 28 octobre à Luxembourg la réunion du conseil des ministres européens de la pêche. Outre des points techniques (taux minimaux des poissons, mailles des chaluts), l'ordre du jour comprend un sujet chaud : le projet de limitation draconienne de la longueur des filets dérivants, utilisés pour la pêche au thon dans le golfe de Gascogne.

Cible d'une campagne écologiste massive, la France est isolée. «Traçons l'ensemble des questions de la préservation des ressources sans idéologie et sans passion», a déclaré le 25 octobre M. Le Drian. L'enjeu est que les écologistes comme les pêcheurs sont en général des gens passionnés...

FRANÇOIS GROSCHARD

### La France et l'Iran ont paraphé le texte de leur accord

Les négociateurs français et iraniens, chargés de régler le contentieux financier qui oppose les deux pays depuis deux ans, ont paraphé vendredi 25 octobre à Paris le texte de leur accord conclu dans la journée (le Monde du 26 octobre). La signature officielle de cet accord par les ministres des affaires étrangères français et iraniens ou de leur avoir lieu que dans quelques semaines, une fois que les deux négociateurs, le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schér, et le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, auront reçu l'aval de leur gouvernement.

## Les représentants du groupe des Sept à Moscou

### L'Europe et les Etats-Unis sont divisés sur le remboursement de la dette soviétique

Les représentants des ministres des finances des sept pays industrialisés devaient se retrouver samedi 26 et dimanche 27 octobre à Moscou, afin de discuter avec les dirigeants de Moscou et des Républiques de la situation financière de l'URSS. Depuis les réunions monétaires de Bangkok, Américains et Européens s'affrontent sur les conditions du remboursement de la dette extérieure de l'URSS.

La tâche des représentants des Sept n'est pas simple. Leurs gouvernements les ont chargés, en pleine période de désintégration de l'autorité en URSS, de tenter d'éclaircir la situation financière du pays. Qui détient encore l'autorité monétaire, quels sont les projets des Républiques dans ce domaine, quel est le montant exact de la dette extérieure et comment sera-t-elle répartie? Autant de questions essentielles pour les Sept, acteurs créditeurs de l'URSS, amenés à parer la libéralisation économique de l'ancien régime communiste, questions auxquelles ni les contacts avec le Fonds monétaire international, ni les discussions en vue de la signature d'un nouveau traité économique entre

Républiques n'ont apporté de réponse.

Si les Républiques soviétiques ne se privent pas d'exposer leurs divergences, les Sept non plus, notamment sur la question du remboursement de la dette extérieure, évaluée à 65 milliards de dollars (37 milliards de francs). Depuis deux ans au moins, la communauté bancaire s'interroge sur les risques de cessation de paiement de l'URSS. Au cours des dernières semaines, et les versements ont continué à être assurés, la désorganisation croissante et les revendications des Républiques ont suscité de nouvelles inquiétudes.

#### Assistance financière

Aujourd'hui, les Etats-Unis proposent que les Sept accordent à l'URSS un délai de paiement de six mois à un an sur le remboursement du principal de la dette contractée à l'égard des gouvernements. Cette solution aurait l'avantage d'éviter une cessation de paiements brutale, qui achèverait de détruire la confiance des marchés financiers internationaux. Deux milliards de dollars environ bénéficieraient d'une telle mesure.

Les Européens, premiers créanciers de l'URSS, s'opposent vivement à la solution américaine, estimant que la poursuite de

remboursements ponctuels constitue un atout que l'URSS, quel que soit son degré de désintégration interne, ne doit perdre à aucun prix. C'est pourquoi l'Allemagne ou la France - dont les banques se sont lourdement engagées à l'égard de l'URSS - préconisent des apports d'argent frais, répartis entre les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon.

Selon certaines informations, les membres européens du groupe des Sept demanderaient la mise en place d'un plan d'assistance financière aux filiales des autorités monétaires soviétiques implantées en Europe. Car ces filiales, la Banque Narodny de Leningrad, la Banque de l'Europe du Nord à Paris, ainsi que des établissements de Francfort, Zurich ou Luxembourg, souffrent depuis le mois d'août d'une grave crise de confiance de leur déposants, qui se traduit par des problèmes de liquidités grandissants. Leur injecter de l'argent permettrait indirectement de venir en aide à leur actionnaire principal, la Vneshekonbank de Moscou, qui assure le remboursement de la dette extérieure de l'URSS. «Il s'agit qu'une défection de notre part ne permette pas à la maison mère», explique un membre du réseau européen de la banque soviétique.

F. L.

### Le maintien d'une monnaie unique en URSS n'est pas souhaitable, estime la banque Paribas

Le maintien d'un système monétaire unique pour l'ensemble des Républiques soviétiques pourrait aggraver une inflation déjà galopante, selon l'analyse présentée par la revue Conjoncture de Paribas, dans son numéro d'octobre.

Cette étude constate que le système de la planification centralisée a astreint les membres de l'Union soviétique à une spécialisation excessive, les empêchant d'accéder aujourd'hui à l'autosuffisance économique et de nouer de forts liens d'interdépendance entre les Républiques. Le maintien d'une monnaie unique, dans le cadre d'une économie libre et décentralisée, ne peut, de ce fait, qu'aggraver les déséquilibres existants. Le rouble, utilisé pendant soixante-dix ans comme monnaie de réserve mais qui échappe aujourd'hui au contrôle de la Banque centrale, ne peut assumer le rôle de «variable d'ajustement», comme le font les devises des économies de marché.

Si l'on tient compte à la fois de l'augmentation des prix de gros et des prix de détail (estimés à 100 % depuis le début de l'année), la conséquence est d'une désorganisation financière du système de commande, à laquelle s'ajoute le gonflement excessif de la masse monétaire, utilisé pour financer le déficit budgétaire, il apparaît nettement que. Cela aboutirait de fait à

exporter l'inflation d'une République à une autre. En effet, les relations commerciales qui unissent les Républiques entre elles tendent à propager l'inflation.

Si, comme l'explique le rapport, la Russie comptait, par exemple, un fort taux d'inflation se traduisant par des prix élevés, et que l'Ukraine parvenait, elle, à contrôler ses prix et sa masse monétaire, la demande russe se porterait sur les biens ukrainiens et constituerait l'Ukraine avec cette baisse des prix. Ce qui justifierait le recours à des mesures protectionnistes - déjà employées par la Biélorussie et l'Ukraine. Les différences entre les Républiques ne pourraient donc se résoudre que par une véritable autonomie économique et financière qu'on abandonnant le système d'une monnaie unique.

Enfin, cette étude souligne les «ambiguïtés» de la position de la Fédération de Russie au sein de ce qui reste de l'Union. Avec 61 % du PNB (produit national brut) total de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonomie économique bien plus grande que les autres membres de l'Union; le maintien du rouble pourrait donc lui permettre de consolider son pouvoir monétaire, tandis que les relations commerciales à l'intérieur de l'Union, vitales pour les Républiques, s'en trouveraient sérieusement affectées.

## Pour creuser l'écart avec la concurrence

### Les constructeurs automobiles japonais parient sur la haute technologie

L'animation autour des stands japonais lors de la présentation à la presse des modèles du 29<sup>e</sup> Salon de l'automobile de Tokyo, qui s'est ouvert au public samedi 26 octobre, ne relève pas du simple chauvinisme. Les constructeurs nippons entendent démontrer avec ce salon - qui, pour la première fois, place côte à côte et non dans des halls différents les constructeurs japonais et étrangers - qu'ils sont à la pointe de la recherche technologique en matière automobile.

#### TOKYO

de notre correspondant

Le Salon automobile de Tokyo, qui a lieu tous les deux ans, a pour thème cette année «La nouvelle relation entre l'homme, la voiture et la terre». Un thème pompeux signifiant plus prosaïquement que les préoccupations des constructeurs portent désormais plus que jamais sur la protection de l'environnement et les économies d'énergie, deux problèmes qu'ils estiment liés, ainsi que sur la sécurité.

Des «voitures concept» du futur aux automobiles électriques (auxquelles était réservé un stand spécial) en passant par les moteurs rotatifs à hydrogène, les moteurs à méthanol et les cousins d'air protecteurs en cas de chocs montés en série sur certains véhicules, le Salon de Tokyo témoigne effectivement de l'avancée technologique nipponne.

En matière d'innovation, Mazda Auto (qui à partir du 1<sup>er</sup> novembre prendra le nom de Anfini) présente le nouveau moteur rotatif (domaine où ce constructeur a été un pionnier) à hydrogène qui équipe son prototype RX-X. L'utilisation de l'hydrogène, énergie non polluante, n'a jamais été mise en pratique en raison de la chaleur que dégage sa combustion et des risques d'explosion.

Selon M. Takasori Minami, directeur du département de recherches et développements chez Mazda, «nous sommes parvenus à remédier à ces risques et nous devrions pouvoir mettre sur le marché avant longtemps une voiture à hydrogène». Cette fois, estime le président de la firme, M. Kenichi Yamamoto, qui a conservé un souvenir amer du refus d'homologation par les Américains de son moteur rotatif, nous sommes à la pointe des technologies anti-pollution. Mazda, comme d'autres constructeurs, désigne également des moteurs Diesel à méthanol montés sur des véhicules utilitaires. C'est aussi le cas du premier constructeur nippon, Toyota, qui expérimente sur route de tels véhicules.

Les règlements anti-pollution, très stricts sur les gaz d'échappement, mis en application par le Japon depuis 1975, furent le coup

de foudre qui lança les constructeurs dans la course aux améliorations technologiques. Ils ne concernent cependant pas encore les moteurs Diesel. Le moteur Diesel à méthanol devrait permettre de remédier à un problème de plus en plus urgent, le suris accordé aux constructeurs par le ministère de l'Industrie et du Commerce international arrivant à échéance.

Nissan Motor présente pour sa part un coupé TRI-X, équipé d'un moteur utilisant un mélange d'essence et de méthanol. Fuji Heavy Industrie mettra prochainement sur le marché un modèle compact, Rioma, utilisant ce même mélange. En matière de sécurité, les constructeurs japonais ont introduit sur certains de leurs modèles haut de gamme des systèmes électroniques donnant des indications supplémentaires au conducteur. C'est le cas de Nissan sur sa TRI-X équipé d'un radar, qui avertit de la proximité excessive d'un autre véhicule (lorsque la visibilité est insuffisante : dans un tournant par exemple).

#### Le retour des «compacts»

Même système sur le prototype de Toyota, AXV-III, qui permet en outre de contrôler les accélérations et avertit le conducteur s'il change de direction sans mettre son éclairage. L'ATV-X est en outre équipé d'une caméra qui interprète les signes sur le sol du parking et se gère automatiquement sans intervention du chauffeur. Des cousins d'air protecteurs sur les côtés de la voiture protègent des chocs latéraux. La AXV-III comporte enfin un système de navigation donnant des indications ouïes au conducteur. Le premier constructeur japonais consacre annuellement quelque 400 milliards de yens (environ 17 milliards de francs) à la recherche et au développement.

La conservation de l'énergie est soulignée par Honda qui présente des modèles en aluminium (telle que la NS-X). Selon les directives du ministère de l'Industrie et du Commerce international, d'ici la fin du siècle, les constructeurs doivent avoir amélioré de 10 % le rapport existant entre la consommation d'énergie et la distance parcourue.

Après avoir mis l'accent sur les voitures haut de gamme lors du dernier salon en 1989, les constructeurs japonais présentent cette fois des modèles qu'ils estiment mieux adaptés à un marché morose. Les voitures «compact», de petite cylindrée, répondant à des préoccupations de conservation de l'énergie comme de protection de l'environnement sont ainsi fortement représentées. Pour le quotidien Asahi Shimbun, ce 29<sup>e</sup> salon automobile japonais est révélateur de «la compétition pour la survie dans laquelle sont engagés non seulement les constructeurs étrangers et japonais mais aussi ces derniers entre eux».

PHILIPPE PONS

## Le 36<sup>e</sup> congrès du SNAV

### Les agents de voyage jouent la France

Pour «être présents en 1993», les agents de voyages cherchent de nouvelles clientèles. Au cours du 36<sup>e</sup> congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), réuni du 24 au 26 octobre à Montpellier, il a été beaucoup question de cette ouverture qui amènera les professionnels à vendre à leurs clients la France comme le Maroc ou le Kenya.

La profession était vouée, depuis sa fondation, à faire voyager des gens fortunés à l'autre bout du monde. A partir de 1945, les agents de voyages ont contribué à démocratiser l'avion et l'écotisme, mais ils ont continué à vendre exclusivement les destinations lointaines. Le client poussait la porte de l'agence pour acheter «du Venise» ou «du carnaval de Rio», pas pour réserver un château-hôtel près de Concarneau. Il estimait pouvoir se débrouiller tout seul.

«Dans les années 80, nous avons ouvert beaucoup d'agences dans les banlieues, mais nous n'avons pas attiré de nouvelles clientèles», analyse M. Jean Perrio, président du SNAV. Depuis dix ans, nous vendons chaque année quatre millions de forfaits, soit 7 % ou 8 % des départs en vacances, et ce chiffre ne bouge plus. Depuis peu, nous avons

noté des transformations dans le comportement des Français qui se mettent à vouloir découvrir la France. On a vu apparaître l'immobilier de loisirs de qualité - avec Pierre et Vacances, Bouygues ou Maeva - qui nous a permis de construire de véritables produits avec des labels.

#### Une loi-cadre avant 1993

Il a fallu que les agents de voyages discutent avec les centrales «Loisirs secourci», qui étaient les bras commerciaux des départements dans le domaine du tourisme. Il a fallu vaincre les réticences des agents de voyages locaux, qui redoutaient qu'on leur vole leur clientèle, et celles des départements qui craignaient que le secteur privé ne serve que ses intérêts. Aujourd'hui, le partenariat semble possible entre professionnels publics et privés, mais à certaines conditions : il faut disposer de logements standards et connaître le nombre de leurs lits, par exemple, pour que le client puisse comparer les prix offerts, explique M. Perrio. Il faut que le client soit accueilli et qu'il trouve la clé facilement. Il faut enfin que l'agent de voyages qui vendra ce séjour en gîte rural soit correctement rémunéré.

Des expériences ont été menées

dans le Sud-Ouest. On a connecté les banques de données permettant aux agents de voyages de connaître l'état des réservations de hébergements sur le système informatique Estrel et, à partir du printemps 1992, les premières réservations pourront être faites pour l'Aveyron ou le Lot de la même façon que pour le Maroc ou le Kenya.

Le SNAV n'est pas pour autant rassuré sur l'avenir, que la perspective de la disparition des frontières intra-européennes en 1993 rend aléatoire. Il y a les systèmes de réservation informatisés comme Amadeus ou Sabre, qui se font une guerre commerciale sans merci, mais dont les agents de voyages ne vendraient pas être les prisonniers.

Il y a l'absence de projet touristique européen, puisqu'à Bruxelles on se préoccupe plus de protéger le consommateur que de préciser les règles du jeu professionnel. Il y a, enfin, le grémissement des organismes dans le domaine du tourisme national, qui fait dire à M. Perrio qu'il est temps pour la France d'élaborer une loi-cadre pour clarifier les responsabilités et permettre aux collectivités locales, aux professionnels de tous ordres et aux pouvoirs publics d'aborder, enfin, le marché européen de façon harmonisée et selon un ordre de bataille cohérent.

ALAIN FAUJAS

## Plan de redressement pour Nicolas Schlumberger

Le fabricant de machines textiles Nicolas Schlumberger et Cie (NSC) a convoqué un comité d'entreprise extraordinaire, mardi 29 octobre, pour l'examen d'un plan de redressement prévoyant 127 suppressions d'emplois dans son usine de Guebwiller (Haut-Rhin), qui compte 1 050 salariés. Le groupe alsacien, qui a réalisé lors de son dernier exercice un chiffre d'affaires de 826 millions de francs, en baisse de 50 %, justifie ce plan par la «conjoncture défavorable» frappant le secteur textile. Les suppressions d'emplois se décomposent entre 60 mises en préretraite et 67 licenciements secs. Estimant que ce plan ne repose pas sur des «critères économiques légitimes», l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO a déjà fait connaître son refus de tout licenciement.

«Premier vol d'essai de l'Aérbus A-340... L'A-340, dernier né de la famille Airbus, a décollé, vendredi 25 octobre à 11 heures, des pistes de l'Aéroport de Colombiers, près de Toulouse, pour un premier vol d'essai qui a duré plusieurs heures. Ce futur concurrent de Boeing dans les très longs courriers, qui avait à son bord cinq personnes, deux pilotes et trois ingénieurs navigants, avait été présenté officiellement le 4 octobre à Colombiers (le Monde du 5 octobre et daté 6-7 octobre).







# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Solide appétit pour le franc

Malgré l'affaiblissement récent du franc sur les marchés des changes (lire ci-contre), les plus belles réussites de ces derniers jours sur l'euro-marché des capitaux ont été enregistrées dans le compartiment français, qui attire en foule les investisseurs internationaux. Une préférence pour des placements en franc s'explique aisément. Le franc reste parmi les grandes devises celle qui rapporte effectivement le plus, déduction faite de l'inflation. D'une façon générale, maintenant que la rémunération servie sur les titres en dollars est tombée à un niveau très bas, et qu'on se doute qu'elle diminuera encore, nombreux sont ceux qui redécouvrent l'attrait des obligations libellées dans des monnaies de notre continent.

Il y a encore quelques semaines, une telle attitude aurait conduit à privilégier l'écu, considéré comme une sorte de moyenne européenne. Cela n'est pas possible actuellement car le marché des titres en écus est livré à la spéculation la plus effrénée. Le mark allemand, quant à lui, est vu avec suspicion. On est à la veille d'importantes négociations salariales outre-Rhin, susceptibles d'attiser l'inflation et, d'autre part, les autorités de Bonn tardent à faire connaître leur réponse aux injonctions de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui, en juin, les a sommées de revoir les conditions d'imposition des revenus des placements de capitaux. Il faudra vraisemblablement attendre le 12 novembre pour que se dissipe cette importante incertitude fiscale.

En comparaison, le franc français a bien des mérites aux yeux des étrangers, que les tensions sociales du pays ne parviennent pas à effacer. Certes la devise est faible, car le loyer de l'argent, au jour le jour est maintenant inférieur en France au niveau allemand. Mais pour ce qui est des titres à moyen et à long terme, les rendements sont toujours supérieurs à ceux qui sont associés au mark, bien que le rythme de progression des prix ait diminué. En termes réels, on peut tabler sur un revenu de l'ordre de 6 % en franc pour une durée de dix ans alors

que le taux correspondant pour un placement en marks est inférieur à 5 %.

Deux emprunteurs de premier plan ont profité de cette conjoncture pour solliciter l'euro-marché. La Caisse nationale des autoroutes offrait mercredi des obligations d'une durée très rare, cinq ans, pour un montant total de 1,7 milliard de francs. Elle proposait au départ une rémunération supérieure de 34 points de base (ou centimes de points de pourcentage) à celle des fonds d'Etat. Les titres ont mis moins d'une heure à trouver preneurs. Le succès a été tel qu'en fin de semaine les obligations ne rapportaient plus à leur détenteurs que 28 points de base de plus que les titres du Trésor.

L'accueil fait à la seconde transaction, pour le compte du Crédit foncier de France, a certes été très bon, mais beaucoup plus mesuré. Cela tient à sa longue durée, supérieure à douze ans. L'opération est intéressante d'un point de vue technique, son volume n'est pas fixé d'avance. Il sera de 2 milliards de francs au minimum et pourra aller jusqu'à 2,5 milliards.

#### Spéculation effrénée sur l'écu

Ce sont les investisseurs, eux-mêmes qui décident de l'augmentation. Ils ont jusqu'au 4 novembre pour le faire, et s'il le veulent ils pourront accroître de 25 % le montant de leur investissement, aux conditions initiales, même si, entre-temps, les cours avaient monté. C'est la première fois qu'une telle formule est utilisée sur l'euro-marché. Il s'agit d'une technique éprouvée sur le marché national des obligations en franc et qui a été mise au point par la SNCF. Autre particularité de l'euro-emprunt du Crédit foncier, son échéance est exactement la même que celle d'une série d'obligations du Trésor, auxquelles il peut donc se mesurer directement. A son lancement, il rapportait 43 points de base de plus. Les deux emprunts ont en commun de représenter la première apparition de leurs détenteurs, la Caisse nationale des auto-

routes et le Crédit foncier, sur le marché de l'eurofranc sans la garantie de l'Etat qui, jusqu'à la fin de l'année dernière, leur était systématiquement accordée. Dans les deux cas, le Crédit lyonnais assure la direction et le secrétariat des opérations.

Les perturbations du marché de l'écu sont directement liées au débat en cours sur la valeur de ce panier de devises européennes. On devrait en redéfinir la composition au mois de décembre. La question a un aspect très politique puisque de sa solution peut dépendre la naissance d'une véritable monnaie commune à l'Europe. Ces dernières semaines, au gré de diverses déclarations et interprétations, les cours ont fluctué de façon très prononcée, et depuis plus de quinze jours ne s'est pas arrêté à offrir des obligations en souscription publique. Il est grand temps qu'un débiteur de tout premier plan se présente dans ce compartiment et affiche aux yeux de tous son soutien au marché de l'écu, qui, sinon, risque de s'effondrer rapidement.

Les seules opérations récentes libellées en écus ont été émises de façon privée, comme celle de 50 millions lancée jeudi pour le compte du Crédit local de France. Le coût de cette transaction, d'une durée de cinq ans, était de l'ordre de 8,90 % l'an. En fait c'était pour le débiteur un moyen détourné de se procurer des fonds en une autre monnaie. Il en a échangé le produit contre des dollars qu'il aura à rembourser à taux variable, à des conditions très intéressantes.

Parmi les emprunts internationaux annoncés pour ces prochains jours figurent plusieurs opérations pour le compte de pays d'Amérique latine, l'Argentine en dollars, le Venezuela en marks. Plusieurs spéculateurs attendent également une émission pour le compte du Koweït et parlent d'un emprunt convertible en actions de Daimler-Benz, société dans laquelle ce pays détient une participation. Il ne s'agit que de rumeurs, mais elles ont eu une forte influence en Bourse.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### La peseta pousse le mark

Sur des marchés des changes relativement calmes, le franc a continué de reculer par rapport au deutschemark, dont le cours à Paris a dépassé 3,41 francs, s'établissant à 3,4130 francs, au plus haut depuis le 19 décembre 1990, soit depuis dix mois. Cet affaiblissement est dû à l'agitation sociale, qui inquiète un peu les milieux financiers internationaux, au moment même où la Banque de France abaisse ses taux directeurs. S'y ajoute la reprise de la peseta espagnole, au plus haut depuis cinq semaines, à 5,42 centimes, par rapport à une monnaie française qui se situe en queue du système monétaire européen.

Cette reprise de la devise espagnole a d'ailleurs pour effet de pousser le mark à la hausse, notamment vis-à-vis du franc. La Banque de France n'est pas intervenue, laissant passer l'orage. On sait qu'elle n'est pas tenue de le faire avant que le cours du mark à Paris n'atteigne son plafond réglementaire, 3,4305 francs.

mais il est probable qu'elle se manifesterait bien avant, à 3,42 francs par exemple, ou même moins. Il est certain que la disparition progressive de la prime qu'offraient aux détenteurs de capitaux les intérêts pratiqués sur placements en francs rend notre monnaie plus fragile : sur un mois, le rendement de l'eurofranc est inférieur d'un quart de point à celui de l'euro-mark même si, à plus long terme, l'écart demeure important.

Sur le front du dollar, aucune activité notable n'a été enregistrée, sauf de faibles variations autour du cours de 1,70 deutschemark. Certes, le billet vert ne baisse plus, avec une solide ligne de résistance aux alentours de 1,67 DM, et les analystes estiment que les cours actuels constituent une bonne ligne de départ pour une remontée du dollar... si la reprise de l'économie américaine s'affirme. Or ce n'est manifestement pas le cas, comme le montrent les derniers chiffres connus : une baisse inattendue, de 3,2 % des commandes

de biens durables en septembre, alors que l'on s'attendait à 0,8 % seulement. Certes, les commandes militaires et celles de matériel de transport ont lourdement chuté en septembre, et les commandes de biens d'équipement civil ont progressé de près de 8 %. Mais 70 % des chefs d'entreprises industrielles, tout en estimant que la récession est terminée, s'attendent à une reprise faible au cours des quinze prochains mois, pas plus de 2 % de croissance de l'économie. En outre, les analystes s'inquiètent de la forte hausse des demandes d'indemnités de chômage, qui ne plaide pas en faveur d'une reprise.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 OCTOBRE AU 25 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Deutschemark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7130	—	17,2414	67,1817	28,2335	2,8395	52,3050	0,9767
Paris	1,7080	—	17,3320	67,5919	28,4493	2,8653	52,3054	0,9769
Zurich	—	—	—	—	—	—	—	—
Frankfurt	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Athènes	—	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—
Tokyo	—	—	—	—	—	—	—	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 octobre, 4,4140 F contre 4,4476 F le vendredi 18 octobre 1991.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Peu engageant

Le ciel se couvre un peu sur l'euro-marché, où les perspectives de baisse des taux paraissent avoir du plomb dans l'aile, que ce soit en France, en Allemagne ou en Espagne. Dans notre pays, l'affaiblissement du franc, les troubles sociaux et le malaise politique se sont conjugués pour assombrir le climat et déclencher une vague de ventes bénéficiaires sur le MATIF, où le cours de l'échéance décembre, après avoir atteint 107,60 au début de la semaine dernière, s'est retrouvé à 106,75 à la veille du week-end, ce qui a rehaussé le rendement de l'OAT 10 ans à 8,84 % contre 8,75 % il y a huit jours et 8,70 %, au plus bas, vers le 15 octobre. Sur tout, le plupart des opérateurs estiment qu'après avoir abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, la Banque de France attendra un certain temps avant de récidiver, ce qui rogne les ailes à la spéculation.

En Allemagne, quelques nuages s'accumulent à l'horizon, notamment dans le secteur social. La première séance de négociations entre le patronat et les syndicats d'une partie de la métallurgie a tourné court, les syndicats réclamant une augmentation de 10,50 % en 1992, rejetée immédiatement par le patronat. Le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a déclaré que les hausses de salaires devraient être inférieures à 5 % : elles avaient été

de 7 % l'an dernier. Pour la Bundesbank, on le sait, il n'est pas question que les augmentations de salaires dépassent 5 %, sinon elle manœuvrera le bâton, c'est-à-dire qu'elle relèvera ses taux directeurs, au grand dam des partenaires européens de l'Allemagne, la France en premier lieu. Sur le front de l'inflation outre-Rhin, les pronostics ne sont pas roses. Certains économistes voient la hausse des prix domestiques passer à 4,3 % en décembre, et peut-être à 4,8 % en 1992 après le relèvement des taxes d'Etat (tabac et redondance de télévision, notamment).

#### Incertitude américaine

Mars devrait être le mois critique pour la Bundesbank, estime M. Dieter Wermuth, directeur de l'entente de la Caisse des dépôts française à Frankfurt, cité par le *Wall Street Journal*. A ce moment-là, la poussée d'inflation coïncidera avec les négociations salariales dans la métallurgie, dont le syndicat, IG Metall, est réputé pour sa combativité. « Si l'inflation s'établit au-dessus de 4,2 % en rythme annuel, la Bundesbank agira », estime M. Wermuth.

En Espagne, le gouvernement de la banque centrale, M. Mariano Rubio, a déclaré que la politique monétaire resterait restrictive pour le moment, ce qui éloigne les espoirs d'assouplis-

sement qui s'étaient levés après l'abaissement des taux directeurs en France.

Aux Etats-Unis, enfin, l'incertitude règne sur les intentions de la Réserve fédérale, qui a stoppé à 5 1/8 % le repli des taux à court terme. Les propositions d'allègements fiscaux, qui font craindre un allourdissement des déficits budgétaires, et, donc, un recours accru du Trésor aux emprunts sur le marché, ont déprimé les cours des obligations d'Etat, le rendement du « 30 ans » ayant fait un bond à 8,10 % avant de terminer la semaine à 8,03 % contre 7,96 % huit jours auparavant.

Au Japon, en revanche, il est possible que la Banque centrale abaisse son taux d'escompte, actuellement fixé à 5,5 %, dès que le nouveau premier ministre entrera en fonction.

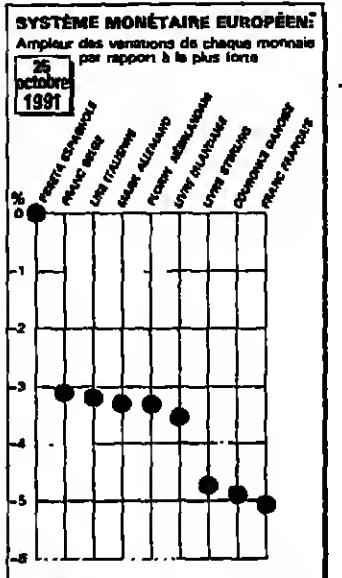
Sur le marché obligataire, le vil repli des cours sur le MATIF a un peu allourdi l'atmosphère. L'emprunt de 2 milliards de francs lancé, sous l'égide de la Société générale, par la banque européenne d'investissement (BEI), à 9 % nominal, a reçu un accueil assez moyen, le coupon ayant été jugé un peu maigre.

Le GOBT, groupement professionnel du bâtiment et des travaux publics, a levé un milliard de francs, sous la houlette de la BNP, avec un grand succès, grâce à son rendement de 9,40 %, bien accueilli dans les guichets des réseaux. Le GOBT qui, antérieurement, avait une cote assez décriable, lorsque certaines sociétés de BTP, membres du groupe, battaient de l'aile, a reconquis ses galons, son papier devenant du fond de portefeuille.

Le plafond des émissions d'obligations assimilables au Trésor (OAT) pour 1991, fixé initialement à 100 milliards de francs, sera porté à 115 milliards de francs, a annoncé M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, décision fort logique puisque le déficit commercial va augmenter, que les remboursements d'emprunts s'élevaient déjà à 27 milliards de francs cette année, et que le Trésor a déjà levé 97,5 milliards de francs depuis janvier.

Il convient encore de signaler que les achats étrangers de titres de l'Etat français n'ont atteint que 20 milliards de francs en premier semestre 1991 : ils avaient atteint 114 milliards de francs en 1990, 108,3 milliards en 1989 et 16,7 milliards de francs en 1988. Le ralentissement très net signifie que le soutien apporté au franc par ces achats est moindre, phénomène à mettre en rapport avec l'affaiblissement actuel de notre monnaie sur le marché des changes.

FRANÇOIS RENARD



\* Taux calculés par rapport aux cours actuels de la Banque de France

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le cuivre nerveux

De tous les métaux non ferreux, le cuivre est sans doute l'un de ceux dont l'évolution des prix reflète le mieux les anticipations économiques. La taille même de ce marché explique ce phénomène : le pétrole mis à part, le métal rouge arrive en tête des exportations mondiales de ressources naturelles, devant tout juste, en valeur, l'autre grand métal, celui de l'aluminium. A cela s'ajoute l'existence d'un vaste marché dit dérivé, sur lequel se négocient des contrats à terme et d'options servant de support privilégié aux opérations d'arbitrage des investisseurs internationaux. Il est courant, en effet, pour un grand gestionnaire de fonds, d'arbitrer du cuivre-papier à contre des obligations du Trésor ou des actions, cela est moins sur les autres produits dérivés de matières premières.

Or on constate depuis le printemps que ce vaste marché, généralement bon baromètre de la croissance économique, n'annonce toujours pas de reprise mondiale. Certes, le prix du métal rouge a enregistré depuis la mi-septembre un parcours honorable, s'élevant d'un peu plus de 1 300 livres sterling la tonne à un peu moins de 1 400 livres cette semaine. Mais il est trop tôt, de l'avis des opérateurs et industriels consommateurs

de métal rouge, pour en conclure que la reprise est « au coin de la rue ». Car cette hausse de cinq semaines ne masque pas la tendance fondamentale du marché qui n'a jamais franchi le seuil de 1 400 livres la tonne depuis le mois d'avril, si l'on excepte une pointe à ce niveau début juillet lors des grèves dans les mines du Chili.

Comme au mois de juillet, ce sont avant tout des raisons conjoncturelles qui expliquent la remontée des cours. Celles-ci, il est vrai, ne manquent pas. Une certaine nervosité s'est propagée dans le marché à l'occasion de la reprise des émines au Zaïre, notamment dans la région productrice de Shaba. Les opérateurs nourrissent également des inquiétudes au sujet des installations zambiennes, qui souffrent de plus en plus du manque d'investissements. Or, à eux deux, ces pays africains voisins tirent de leur sous-sol 11 % de la production mondiale de cuivre.

Les cours ont également évolué ces derniers jours au rythme du conflit social qui perturbe la production de la mine canadienne de Highland Valley. Les discussions entre les représentants des mineurs et la direction portent sur le renouvellement d'un accord salarial pour trois ans qui expirait au mois de septembre. D'abord rompues en début de semaine, les négociations ont repris jeudi soir dans un climat toujours tendu. La mine de Highland Valley produit environ 150 000 tonnes de métal par an.

Autant d'éléments qui expliquent la nervosité actuelle du marché. A cet égard, un phénomène bien connu des opérateurs s'est produit voici quelques jours au London Metal Exchange (LME), la grande Bourse des métaux de Londres : le cours au comptant est repassé au-dessus du cours à terme. Autrement dit, les opérateurs préfèrent payer un peu plus cher le métal immédiatement disponible. Signe qu'ils redoutent la poursuite du mouvement de hausse. Les stocks de métal rouge entreposés au LME ont d'ailleurs diminué cette semaine de 6 075 tonnes, à 294 050 tonnes.

A plus long terme, en revanche, les analystes restent très prudents. Car le marché du métal rouge est

équilibré, voire légèrement excédentaire. Selon les dernières estimations de la maison de courtage britannique Rudolf Wolf, la production mondiale devrait atteindre 8,78 millions de tonnes cette année (contre 8,6 millions de tonnes en 1990), et la consommation s'établir à 8,8 millions de tonnes (contre 8,91 millions de tonnes en 1990). Compte tenu de la production issue du recyclage de métal de « seconde main », le courtier londonien table sur un excédent de 230 000 tonnes cette année et prévoit une réduction de ce surplus autour de 50 000 tonnes en 1992. « Le marché était pratiquement équilibré, l'orientation des cours dépendra avant tout de la réalité de la demande », explique-t-on chez Brandeis, le courtier de Pechiney sur le marché de Londres. Or la hausse de ces dernières semaines, alimentée surtout par des facteurs conjoncturels, interdit toute conclusion hâtive.

PATRICK SERVAIN

#### A l'occasion de son introduction au New York Stock Exchange

### Total est coté à 21 1/8 dollars

NEW-YORK

de notre correspondant

L'action Total SA, qui faisait son apparition pour la première fois, vendredi 25 octobre, à la cote du New York Stock Exchange sous forme d'American Depositary Shares (ADS), a figuré en tête des valeurs les plus actives de la séance avec 7,7 millions de titres échangés, loin devant American Express (5,1 millions). Le cours s'est établi à 21 1/8 dollars (après un plus-haut de 21 1/4 et un plus-bas de 20 3/8) par rapport à un prix initial de 19,48 dollars par ADS fixé par le groupe pétrolier à l'occasion d'une offre publique portant

sur 12 millions d'ADS représentant 1,5 million d'actions B de la société. Chaque ADS représente 1/8 d'action B.

Cette introduction à Wall Street, menée par Lehman Brothers avec l'appui de Goldman Sachs et de Morgan Stanley, s'inscrit dans le cadre d'une augmentation de capital de 2,9 millions d'actions, dont la moitié a été réservée à un marché américain (le Monde du 5 octobre). Le solde correspond à 300 000 actions B pour la partie française (menée par Paribas) et 600 000 actions B pour le placement en dehors des Etats-Unis et de la France (sous l'égide de First Boston Ltd).

S. M.

#### La Commission européenne autorise Thomson-CSF à entrer à hauteur de 49,99 % dans Pilkington Optronic

La Commission européenne a donné, vendredi 25 octobre, son accord pour l'entrée à hauteur de 49,99 % de Thomson CSF, filiale britannique de Thomson-CSF, dans le capital de la société anglaise Pilkington Optronic, filiale de la société britannique Pilkington, spécialisée dans les systèmes optiques et électroniques utilisés pour les lasers et la vision infra-rouge. Grand spécialiste de l'électronique militaire, Thomson-CSF, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 76 milliards de francs, est surtout présent sur les marchés français et proche-orientaux, quand Pilkington Optronic a pour marché le Royaume-Uni, les pays du Commonwealth et les Etats-Unis. La Commission européenne a considéré que le nouvel ensemble n'aura pas de position dominante, les seuls clients pour ces produits étant les ministères de la Défense.

PRODUITS	COURS DU 25-10
Cuivre (LME) Trois mois	1 363 (-1) Livres/tonne
Aluminium (LME) Trois mois	1 285 (-22) Dollars/tonne
Nickel (LME) Trois mois	7 400 (-48) Dollars/tonne
Soufre (LME) Décembre	294 (-1) Dollars/tonne
Café (LME) Novembre	537 (-6) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 185 (-15) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Décembre	364 (+7) Cents/bushel
Métal (Chicago) Décembre	259 (-1) Cents/bushel
Sucre (Chicago) Décembre	178,5 (-6) Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



Selon le directeur de l'Institut Pasteur

## Les Américains sont d'accord pour «entamer des discussions» à propos de l'accord de 1987 sur le sida

Il y a quelques jours, dans un entretien accordé au Monde, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, déclarait : «qu'à la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui, l'accord franco-américain de 1987 fixant la répartition des bénéfices provenant de la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida était anormalement favorable aux intérêts américains» (le Monde du 23 octobre).

Ces déclarations intervenaient deux jours seulement après la publication d'une enquête du Chicago Tribune tendant à démontrer que le virus découvert par l'équipe du professeur Luc Montagnier, à l'Institut Pasteur de Paris, aurait servi à la mise au point du test américain de dépistage du virus du sida.

Au même moment, le professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, était à Washington. «Au cours de mon séjour, nous a-t-il déclaré, j'ai rencontré M. James O. Mason, l'Assistant Secretary of Health (sous-secrétaire d'Etat à la santé-NHLR), et M. Bernardine Healy, la directrice du NIH. Deux points essentiels me paraissent avoir été abordés au cours de nos discussions : d'une part, avoir une idée sur la date finale de remise du rapport de l'OFI pour l'intégrité scientifique (OSI); d'autre part, examiner quelles implications pouvaient avoir les nouveaux faits apparus au cours des derniers mois.»

«Pour ce qui est du rapport, déclare le professeur Schwartz, je ne suis pas parvenu à obtenir une date ferme et définitive dans la

mesure où les responsables américains ne veulent pas, en quoi que ce soit, exercer de pressions sur l'OSI. Mon impression est qu'ils n'ont aucune intention d'enterrer l'affaire. Je pense que le rapport de l'OSI devrait être disponible d'ici quatre à six mois.»

«Notre position, poursuit-il, a toujours été de dire que cette enquête concernait avant tout les Américains. Dernièrement, nous avons été amenés à infléchir notre position pour deux raisons : d'une part, la date de parution du rapport nous paraissait reculer chaque jour davantage et on pouvait se demander s'il serait un jour rendu public; d'autre part, de nouveaux et importants éléments sont apparus au point qu'aujourd'hui plus personne ne doute du fait que le virus utilisé par le professeur Gallo

était le virus qui lui avait été adressé par l'Institut Pasteur, à la condition qu'il ne soit pas utilisé à des fins industrielles. J'ai donc fait valoir ces points à mes interlocuteurs.»

«Les autorités américaines, conclut le professeur Schwartz, ont été d'accord pour engager des discussions sur l'accord franco-américain de 1987 de façon à évaluer l'impact de ces nouveaux éléments sur cet accord et sur les termes de son application. Sans que l'on puisse encore parler de renégociations, nous allons donc entrer dans cette phase de discussions avec les responsables du NIH et du ministère américain de la santé.»

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

1 % supplémentaire en septembre

## Le chômage augmente malgré une légère reprise des embauches

Après une accalmie au mois d'août, le chômage a de nouveau progressé en septembre. La hausse de 1 % en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques mensuelles publiées dans l'après-midi du 25 octobre par le ministère du travail, correspond à 26 500 chômeurs de plus en un mois, soit un total de 2 772 000 demandeurs d'emploi.

En données brutes, la hausse est encore plus importante : 79 300 chômeurs supplémentaires (+2,9 %) et 2 831 800 inscrits en fin de mois à l'ANPE, l'Agence nationale pour l'emploi. Une nouvelle fois, un record historique est battu.

En données brutes comme en données corrigées, l'augmentation annuelle du chômage est identique : 10,9 %. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui avait à peine baissé, revient à 9,6 %, à comparer aux 8,9 % de l'an passé.

En appliquant les définitions du BIT (Bureau international du travail), il n'y aurait, cependant, que 2 361 100 personnes privées d'emploi. Une différence technique désormais établie définitivement par le rapport de M. Paul Dubois et Michel Lucas, largement commenté depuis que son chiffre est utilisé. (Le Monde du 27 juillet) et qui est enfin rendu public le même jour que les chiffres du chômage. A ce sujet, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et M. Martine Aubry, ministre du travail, ont décidé de saisir le Conseil national de l'information statistique.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

En tout état de cause, ce défilé de spécialistes ne change rien à la réalité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'application qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système soviétique, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juillet - ont été nombreux à se faire inscrire.

Après la plainte de l'ancien premier ministre

## Le professeur Roux précise ses griefs contre M. Laurent Fabius

Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, réplique, dans les colonnes de France-Soir, du Quotidien de Paris et de l'Humanité à la plainte pour diffamation déposée contre lui par M. Laurent Fabius. Il précise que, sur les 200 millions de francs que le gouvernement avait décidé d'allouer au dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang en 1985, 113 millions seulement ont été dépensés : «82 millions pour les tests, 31 pour le chauffage des produits. C'était nettement insuffisant.»

D'autre part, plusieurs spécialistes de la transfusion sanguine ont «renoué» publiquement, vendredi 25 octobre, la lettre adressée au président de la République par trois responsables de la transfusion sanguine (le Monde du 24 octobre) par laquelle ils demandaient au chef de l'Etat de leur dire s'il est aujourd'hui possible de «distribuer des produits sanguins». Ces médecins, parmi lesquels les docteurs Jean-Jacques Fournel, Claire Gaczenel (Paris), Denis Haussey (Annecy), Daniel Ribard (Montpellier) et François Pinot estiment les termes de cette lettre «indignes de l'éthique et des missions transfusionnelles».

Pour la première fois depuis le début de l'affaire de la contamination des hémodieses par le virus du sida, le premier ministre, M. Edith Cresson, a déclaré jeudi 24 octobre, sur TF1, qu'elle souhaitait que la justice de «terrible» et «flappe qui que ce soit qui soit visé».

Le Tribunal correctionnel de Versailles annule les interpellations de onze journalistes «clandestins» de la Soucoutra. Le Tribunal correctionnel de Versailles a annulé, vendredi 25 octobre, les procès-verbaux et la procédure d'interpellation de 11 des 134 personnes interpellées le 24 septembre à l'aube lors d'une opération de police destinée à déloger les résidents irréguliers des foyers Sonacotra de La Verrière et d'Elancourt (Yvelines) (le Monde du 26 septembre). Le procureur de la République a fait appel de cette décision. Les onze personnes concernées, huit Sénégalais, un Zairois, un Gambien et un Béninois, qui étaient poursuivis pour séjour irrégulier, ont été remis en liberté.

La brigade criminelle dément les rumeurs faisant état de viols en série de femmes journalistes à Paris. Redoublé public par le Parisien dans son édition du vendredi 25 octobre, l'enquête sur une série de dix viols, commis dans des circonstances identiques dans le quartier de la Bourse à Paris, ne concernerait pas seulement des femmes journalistes, anciennes élèves du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) comme l'affirmait le quotidien. Trois des victimes sont bien journalistes issues de cette école, a précisé la brigade criminelle, les autres n'ont aucune relation avec le monde de la communication. Le CFPJ, de son côté, faisait savoir dans un communiqué que la police ou la justice ne s'était jamais manifestée auprès du centre dans le cadre de cette affaire.

JAPON : le départ de M. Kaifu

## La fin d'une parenthèse dans la vie politique nippone

C'est dimanche 27 octobre que le Parti libéral-démocrate (PLD) doit se doter d'un nouveau président, qui deviendra le prochain premier ministre, en remplacement de M. Toshiki Kaifu. Il est pratiquement acquis que M. Kiichi Miyazawa lui succédera.

TOKYO

de notre correspondant

M. Toshiki Kaifu quitte le devant de la scène politique comme il y est arrivé : en position de faiblesse. Sa sortie, qui revient à une sorte de «limogeage» par ses mentors, est révélatrice de la marge de manœuvre limitée dont dispose le premier ministre au cours de son mandat. Membre du plus petit clan du PLD, celui de M. Kaifu n'avait pas derrière lui la carrière qui conduisit traditionnellement au poste de chef du gouvernement. Il avait simplement été deux fois ministre de l'Éducation.

Les fonctions de premier ministre lui étaient confiées à l'été 1989 alors que le PLD était dans la tourmente : M. Takeshita avait dû démissionner à la suite du scandale Recruit, et son successeur, M. Uno, emporté par une affaire d'alcôve, venait de faire un bref passage à la tête du gouvernement. La popularité de M. Kaifu, élu président du Parti libéral-démocrate, était en revanche grandissante.

M. Kaifu fut choisi après plusieurs tours de table infructueux. Jeune pour les critères japonais (cinquante-huit ans à l'époque), épargné par les scandales, il possédait pour l'héritier de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Nakasone, l'immense avantage de ne pas avoir été ministre de l'Éducation.

M. Kaifu a rempli son rôle. On doit surtout à son crédit la restauration de l'image du parti gouvernemental dans l'opinion publique, comme un témoin de la victoire du PLD aux élections de février 1990. Il réussira moins bien sur le plan diplomatique. Si l'est déçu par sa performance, il n'a pas été en mesure d'affirmer la place du Japon sur la scène internationale. Non par manque de jugement mais parce qu'il n'a jamais disposé du pouvoir de décision que réclamaient les circonstances.

L'écrit

Indécis lors de la guerre du Golfe, hésitant au moment du coup d'Etat en URSS, le Japon de M. Kaifu apparaît très en retrait de ses responsabilités internationales. M. Kaifu ne réussit pas à faire adopter par le Parlement son projet de loi sur la création d'un corps de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, ni la réforme politique pour laquelle il avait été placé au pouvoir.

Cette réforme politique, qui, par un changement du système électoral, doit conduire à une redistribution des équilibres entre circonscriptions rurales sur-représentées et circonscriptions urbaines, est à l'origine de jugements pour le moins contrastés sur M. Kaifu. Vu de l'étranger, «Mr. Clean» («M. Propre») paraît avoir été renversé par les «corrompus» du PLD opposés à la réforme. Un manichéisme qui ne correspond guère aux faits.

Car la réforme électorale sert les intérêts du PLD, et notamment de

son principal clan, celui de M. Takeshita. En revanche, l'opposition n'en veut à aucun prix. Ce que ses mentors ont reproché à M. Kaifu, c'est de ne pas l'avoir suffisamment fait avancer. Arguant que les pays occidentaux, car ce sont aussi eux qui ont pas donné au premier ministre l'autorité suffisante pour y parvenir, le coup de force in extremis que tenta M. Kaifu en menaçant de dissoudre le Parlement fut en tout cas perçu par ceux-ci comme une erreur, et ils lui retirèrent leur soutien.

Aucun commentateur politique japonais n'a exprimé son regret ou sa déception à propos du limogeage de M. Kaifu. Le quotidien des milieux d'affaires, Nihon Keizai, est, pour sa part, venimeux : «Un Pinocchio qui a voulu se transformer en grand garçon.»

Le cabinet de M. Kaifu n'aura été qu'une parenthèse dans la vie politique nippone : un intervalle décent entre une période de scandales et la reprise du jeu traditionnel de pouvoir du camp conservateur. Seule faille dans le calcul des cagiques du PLD : des bouleversements internationaux se sont produits au cours de cette période de vide politique, auxquels le Japon n'a pas été en mesure de faire face.

PHILIPPE PONS

CAMBODGE

## Accord sur l'installation du Conseil national suprême

J'ai réuni le vendredi 25 octobre à Paris sous la présidence du prince Sihanouk, le Conseil national suprême du Cambodge a mis au point («à l'initiative et sur proposition de la France») les conditions de son propre fonctionnement.

Il a été décidé que ses douze membres devront résider en permanence à Phnom-Penh, où des habitations «préfabriquées» seront construites à leur intention. Les Khmers rouges avaient d'abord refusé, en délimitation d'une sorte d'enclave «extraterritoriale» - ironiquement qualifiée par le prince Sihanouk de «Nation, au pluriel anti-Vatican» - et la plupart des autres membres du CNS avaient laissé entendre qu'ils entendaient s'installer à Bangkok.

Chaque des douze personnalités pourra disposer d'un maximum de dix gardes du corps, munis seulement, durant leur service, d'armes légères ; seuls trois d'entre eux pourront l'escorter dans ses déplacements. Enfin, aucun garde du corps ne sera admis aux réunions du Conseil suprême.

Par ailleurs, le ministère français de la Défense a confié, le 25 octobre, que Paris mettrait à la disposition de la Mission des Nations unies au Cambodge (MIPRONUC) quatre hélicoptères Puma, et deux avions de transport : un C-130 Hercules et un C-160 Transall. La mission de l'ONU, qui comportera plusieurs milliers d'hommes, comptera environ six cents militaires français, et sera sous les ordres du général Michel Lortidon.

## Hilton contre Hilton

Rien ne va plus chez les héritiers de Conrad Hilton, qui créa dans les années 30 les hôtels qui portent son nom. Le groupe britannique Ladbroke (bureaux de Paris, hôtels, mégaséjour, immobilier), qui a racheté en 1987 la chaîne Hilton International, comprenant les 91 hôtels (aujourd'hui 150) de la marque situés dans des Etats-Unis, vient en effet de déposer une plainte contre Hilton Hotels Corp, qui gère toujours les 270 établissements américains. Il lui reproche d'avoir ouvert à l'étranger une nouvelle chaîne cinq étoiles baptisée Conrad (dix hôtels), en se référant explicitement dans la publicité au «prix fondateur» et de faire ainsi une concurrence déloyale.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «triviale» l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke.

## L'ESSENTIEL

### DATES

**Débats**  
Il y a dix ans, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE ..... 2

### ÉTRANGER

**Proche-Orient**  
La préparation de la conférence de paix à Madrid ..... 4

**La crise yougoslave**  
Echec à La Haye, accalmie à Dubrovnik ..... 3

**Elections en Colombie**  
Violence et désenchantement ..... 4

### POLITIQUE

**La réforme du mode de scrutin**  
M. Mitterrand réfléchit ..... 7

**La querelle scolaire**  
Le Conseil d'Etat donne partiellement raison à l'enseignement privé ..... 7

**Réforme de la loi sur l'audiovisuel**  
M. Kieffer prépare un projet ..... 8

**Livres politiques**  
La rubrique d'André Laurens ..... 8

### HEURES LOCALES

• La casse-tête des déchets ménagers • Une âme dans le béton • Gazoduc contesté en Pays basque • Construction : retour à la rigueur • Bourgogne : un carrefour au bord des vignes ..... 9 à 13

### SOCIÉTÉ

**La départementalisation de la justice**  
MM. Nallet et Sapin dialoguent avec les magistrats ..... 14

### CULTURE

**Mode : prêt-à-porter**  
Les défilés des collections printemps-été 1992 ..... 17

**Musiques : Taj Mahal**  
La guitariiste entame une tournée à travers la France ..... 17

### ÉCONOMIE

**Le G 7 à Moscou**  
L'Europe et les Etats-Unis divisés sur le remboursement de la dette de l'URSS ..... 19

**Le Salon automobile de Tokyo**  
Les constructeurs japonais mettent en avant leurs progrès technologiques ..... 19

### Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 16  
Marchés financiers ..... 20-21  
Météorologie ..... 16  
Mots croisés ..... 16  
Radio-Télévision ..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 octobre 1991 a été tiré à 489 112 exemplaires.

RADIO

AS non-dits